Marie-Andrée Bertrand

criminologue, Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

(1979)

LA FEMME ET LE CRIME

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Guide, Musée de la Pulperie, Chicoutimi.
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Diane Brunet, bénévole, Guide de musée, Musée de la Pulperie à Chicoutimi, à partir de l'ouvrage de :

Marie-Andrée Bertrand

LA FEMME ET LE CRIME

Montréal : Les Éditions de l'Aurore, 1979, 224 pp. Collection : Exploration/Sciences humaines.

Mme Marie-Andrée Bertrand est criminologue au Centre international de criminologie comparée, Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par Mme Marie-Andrée Bertrand de diffuser ce livre le 28 juin 2006.]

Courriel bertrandumontreal@videotron.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 mars 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Marie-Andrée Bertrand

LA FEMME ET LE CRIME

Montréal : Les Éditions de l'Aurore, 1979, 224 pp. Collection : Exploration/Sciences humaines.

Table des matières

[Liste des tableaux](#)

[Liste des figures](#)

[Liste des appendices](#)

[Index des auteurs cités](#)

[Index analytique des matières](#)

[Présentation du livre](#) (texte au verso du livre)

[Introduction](#)

Chapitre 1.

La femme criminelle dans la littérature criminologique (1760-1960)

[La littérature criminologique](#)

[Une criminologie féminine ?](#)

[La criminologie du XVIIIe siècle](#)

Beccaria

Bentham

[Les têtes d'affiche du XIXe siècle](#)

Lombroso

La donna delinquente

Ferri et Garofalo

John Stuart Mill

Friedrich Engels

[L'insignifiance de la criminalité des femmes](#), thème favori de la littérature criminologique de 1850 à 1960

[Revue sommaire de quelques unes des grandes interprétations offertes](#) pour expliquer l'insignifiance de la criminalité des femmes

les codes pénaux, première source de discrimination

le niveau de développement socio-économique et les régimes politiques
comme facteurs de fluctuation du taux de la criminalité féminine

[l'image de soi et l'univers de référence des femmes](#)

[deux mesures de la déviance](#)

[RÉSUMÉ ET CONCLUSION](#)

Chapitre II.

La criminalité des femmes adultes au canada

Une première série de questions
Une deuxième série de questions
Le débat sur les chiffres
La critique de la critique
Reformulation des questions

Quels chiffres
L'importance très relative des nombres absolus
Des niveaux en entonnoir

[Les femmes parmi les accusés](#)

[Les femmes parmi les personnes condamnées](#)

[Un retour sur la pratique des sentences](#)

[Les femmes parmi les personnes incarcérées](#)

[Les caractéristiques sociales des femmes condamnées et incarcérées](#)

CONCLUSION

Réponses aux questions soulevées au début du chapitre
Trois représentations de la criminalité des femmes

Chapitre III.

LES VARIATIONS TEMPORELLES ET SPATIALES

Les variations dans le temps

les statistiques judiciaires de 1880 à 1972
les auteurs d'actes criminels de 1880 à 1970
les auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité de
1900 à 1970
la montée des 13 dernières années

CONCLUSION sur les variations dans le temps de la criminalité féminine

Les variations dans l'espace

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Chapitre IV.
**LES FILLES DITES DÉLINQUANTES
AU CANADA ET AU QUÉBEC**

“Justice des mineurs” ou injustice ?

La double discrimination

La méthode d'analyse

Les trois principales sources de données sur la délinquance des filles

Les filles délinquantes parmi les personnes inculpées

La loi sur les jeunes délinquants et ses clauses morales

Les filles parmi les délinquants

La nature de la délinquance des filles

Jugements et dispositions

La place occupée par les filles dans les Établissements de protection

Proportion garçons/filles

Motifs de placement

Durée des placements

CONCLUSION

Chapitre V.
**LA CRIMINOLOGIE CONTEMPORAINE
ET LA LITTÉRATURE FÉMINISTE : VERS UNE
THÉORIE DE LA CRIMINALITÉ FÉMININE ?**

La criminologie contemporaine

1. L'analyse symbolique
2. Le criticisme
3. Les mouvements radicaux
le groupe américain.
le “groupe européen...”

La littérature féministe

1. Le genre littéraire
2. Le discours scientifique
3. Les militantes

Vers une théorie explicative de l'a-criminalité des femmes

quelques jalons tirés de la criminologie contemporaine
les pistes ouvertes par la littérature féministe

Un premier concept intégratif :

L'HÉGÉMONIE NORMATIVE MASCULINE

Un deuxième concept intégratif :

Les “appareils idéologiques d'État”

Conclusion

appendices

bibliographie

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

- 1 [Pourcentage de femmes parmi les personnes condamnées, de 1962 à 1966 inclusivement](#), Canada, France, Belgique, Pologne, Vénézuéla et Colombie
- 2 [Pourcentage de filles parmi les jeunes reconnus délinquants par un tribunal, de 1962 à 1966 inclusivement](#), Canada, France, Belgique, Pologne, Colombie
- 3 [Répartition pourcentuelle des personnes accusées par la police, selon le sexe et le groupe d'âge](#) (adulte et juvénile), pour toutes les lois, Canada, 1975
- 4 [Pourcentage des personnes adultes accusées d'infractions au code criminel seulement, selon le sexe et par catégories d'offenses](#), Canada, 1975
- 5 [Nombre et pourcentage des personnes adultes accusées d'infractions à toutes les lois pénales](#), par sexe, Canada, 1975
- 6 [Les principales infractions et familles d'infractions au code criminel selon le nombre et le sexe des accusés](#), Canada, 1975
- 7 [Nombre et pourcentage des hommes et des femmes accusés, par catégories de crimes](#), Canada, 1976
- 8 [Nombre et pourcentage des hommes et des femmes condamnés pour actes criminels, par catégories de crimes](#), Canada, 1972
- 9 [Personnes condamnées pour offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, par sexe](#), Canada, 1972
- 10 [Sentences imposées aux hommes et aux femmes condamnées pour homicide](#), Canada, 1961-1974
- 11 [Principaux motifs d'incarcération en pénitencier pour les hommes et les femmes, en pourcentages](#), Canada, 1976
- 12 [Répartition pourcentuelle des femmes accusées, condamnées et incarcérées, par familles d'infractions](#), Canada, 1972-1976
- 13 [Personnes condamnées pour actes criminels](#), Canada, 1960 à 1972 inclusivement
- 14 [Nombre de personnes condamnées pour trois types de crimes](#) : contre la personne, contre la propriété avec et sans violence, par sexe, Canada, 1960 à 1972 inclusivement
- 15 [Nombre de personnes condamnées pour trois types de crimes](#), selon le sexe, Canada, 1960 à 1968 inclusivement
- 16 [Évolution du nombre des condamnés en regard de l'évolution démographique](#), Canada, 1961 versus 1971

- 17 [Personnes condamnées pour actes criminels par province et par sexe](#), Canada, 1972
- 18 [Nombre et pourcentage de personnes condamnées parmi les accusés d'actes criminels, par province et par sexe](#), Canada, 1972
- 19 [Jeunes déclarés délinquants](#), Canada, 1960 à 1973 inclusivement
- 20 [Motifs de placement des enfants admis en établissements de protection de la jeunesse](#), par province et par sexe, 1973
- 21 [Durée des séjours en établissements de protection, par sexe](#), Québec et Ontario, 1973

Liste des figures

[Retour à la table des matières](#)

Histogramme

- 1 [Nombre et sexe des enfants placés en établissements de protection, au Québec et en Ontario](#), 1973

Graphique

- 1 [Personnes condamnées pour actes criminels](#), Canada, années 1960 à 1972 inclusivement
- 2 [Évolution du nombre d'hommes et de femmes condamnés pour trois grandes catégories d'actes criminels](#), de 1960 à 1968, et de 1968 à 1972, Canada
- 3 [Les auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité](#), Canada, 1960 à 1972 inclusivement
- 4 [Durée des séjours en établissements de protection de la jeunesse, pour les garçons de l'Ontario et du Québec](#) (nombre d'enfants exprimé en pourcentage), Canada, 1973
- 5 [Durée des séjours en établissements de protection dans le cas des filles du Québec et de l'Ontario, 1973](#), (nombre d'enfants exprimé en pourcentage)

Liste des appendices

[Retour à la table des matières](#)

- 1 [Personnes accusées selon l'infraction et le sexe, et pourcentage de femmes,](#)
Canada, 1976
- 2 [Durée des sentences imposées pour actes criminels, par sexe, Canada,](#)
1972
- 3 [Sentences imposées pour actes criminels, par sexe,](#) Canada, 1965
- 4a) [Personnes condamnées pour actes criminels, par sexe,](#) Canada, sauf Qué-
bec, 1968
- 4b) Personnes condamnées pour actes criminels, par sexe, Québec seulement,
1968

Index des auteurs cités

[Retour à la table des matières](#)

A

Acosta, F.
 (Bertrand, M.A., Lé-
 garé, J., Sohet,
 P.)
 Aichhorn, A.
 Althusser, L.

B

Bachofen, J.J.
 Bales, R. et Parsons, T.
 Barnes, H.E. et Teeters,
 N.K.
 Bebel, A.
 Beccaria, C.
 Becker, H.S.
 Belotti, E.G.
 Bentham, J.
 Bersianik, L.
 Bertrand, M.A.
 Bettelheim, B.
 Blackstone, W.
 Blumer, H.
 Brownmiller, S.

C

Cardinal, M.
 Chazal, J.
 Chesler, P.
 Chesney-Lind, M.
 Clinard, M.B.
 Cooley, C.H.
 Cooper, D.

D

Daniel, A.
 David, H.
 De Beauvoir, S.
 De Greef, E.
 De Riencourt, A.
 Dunnigan, L.
 Durkheim, E.

E

Emerson, I.
 Engels, F.
 Erikson, E.H.

F

Ferri, E.
 Firestone, S.
 Foucault, M.
 Friedan, B.

G

Garofalo, R.
 Gendreau, G.
 Giallombardo, R.
 Glueck, S. et Glueck, E.
 Goffman, E.
 Granoff, W.
 Greer, G.
 Groult, B.
 Guerry, A.M.
 Guindon, J.

H

Hart, H.L.H.
 Heidensohn, F.
 Hoffman-Bustamante,
 D.
 Hudig, J.

I

Irigaray, L.

J

Joubrel, M.
 Julien, P.

K

Klapp, O.E.
 Klein, D.
 Kanowitz, L.

L

Lahy-Hollebecque, M.
 Landreville, P.
 Leclerc, A.
 Le Dain, G.
 Lessing, D.
 Lindesmith, A.R.
 Lofland, J.
 Lombroso, C.
 Lopez-Rey, M.

M

Mailloux, N.
 (Lavallée, C.)
 Matza, D.
 Mead, G.

Mead, M.
 Meillassoux, C.
 Mill, J.S.
 Millet, K.
 Mitchell, J.
 Mullins, N.C.

O

Ortego, J.

P

Parsons, T.
 Perkins, C.
 Perrein, M.
 Platt, A.
 Pollak, O.
 Proal, L.
 Putnam, E.J.

Q

Quetelet, A.

R

Radzinowicz, L.
 Robert, P.
 Rossi, A.

S

Schouten, M.
 Schwendinger, H. et J.
 Sheff, T.
 Smart, C.
 Spector, M.
 (et Kitsuse, J.I.)
 Stéhelin, L.
 Sumner, W.C.
 Szasz, T.

T

Taylor, I.
 (Walton, P. et
 Young, J.)
 Thomas, W.I.
 Tylor, E.B.

V

Vander Plas, A.
 Van Outrive, L.

W

Wallerstein, J.S. et
 Wyle, C.
 Warker, E.
 Wolfenden, J.
 Wulffen, E.

Y

Yanacopoulos, A.

Index analytique des matières

[Retour à la table des matières](#)

A

Abandon d'enfant,
Abolition (des crimes sans victime),
Accusés, voir femmes accusées
A-criminalité,
Acquittement pour homicide,
Adultère,
Affaires criminelles
 (fondées, non fondées, classées),
Ajournement sine die,
Alcoolique,
Amérique latine,
Analyse symbolique : voir aussi inter-
 actionnistes
Anomalies anatomiques,
Anthropologie criminelle,
 - investigation de l'anthropologie
 criminelle,
 - anthropologie culturelle,
Anti-psychiatrie,
Appareil idéologique d'état,
Apprentissage des rôles,
Arrestation,
Arrêtées, voir femmes arrêtées
Attitude (loi d')
Augmentation de l'activité criminelle,
Auto-confession,
Avortement,

B

Barbituriques,
Belgique,

Berkeley,
"Benevolent ladies",
Biologisme,

C

Californie,-
Capacité naturelle des femmes à men-
 tir,
Caractère de la femme criminelle : voir
 viriloïde
Caractéristiques des détenus, voir al-
 coolisme, statut marital,
toxicomanie
Catégories statistiques,
 - critiques des,
Chiffre noir, voir aussi criminalité ré-
 elle et révélée
Circoncision, voir rôle sexuel
Clémence, voir mansuétude
Code, voir loi, légalisme
Colombie
Colombie britannique
Complice
Common Law
Conception de soi
Conception du monde,
Condamnation pour meurtre, voir
 femmes condamnées
Condamnées, voir femmes condam-
 nées
Condition féminine
Conduite immorale, voir aussi immo-
 ralité sexuelle

Connaissances criminologiques

Contraception

Contravention, voir délit

Contrôle social

- agences de
- femmes et

Criminaloïde

Criminalité réelle et révélée, voir aussi
chiffre noir

Crimes, catégories

- contre la propriété
- sexuels, voir aussi violence,
viol
- de violence
- "féminins"

Criminologie

- féminine
- nouvelle et radicale
- positiviste, voir positiviste
- scientifique : ses fondateurs
- critique, voir criticisme
- naissance de la

Criticisme

"Cycles féminins"

D

Décriminalisation, voir abolition

Délit (par rapport à crime et contraven-
tion)

- délit de circulation

Délinquance économique

Délinquance juvénile

Détention pour mineurs, voir aussi
écoles de protection

Déviance

Discrimination

Données statistiques

- centralisation des
- examen des, voir aussi statisti-
ques, fiabilité, filtrage, en-
tonnoir

Drogues, voir aussi possession de,
toxicomanie

E

Écoles de protection

Émancipation de la femme

Entonnoir en cascades, voir aussi fil-
trage, niveaux

Épileptique

Épistémologie

Établissement de protection

États-Unis

Étiquettes, voir aussi interchangeabili-
té, stigma

Existentialisme

Exploitation des femmes

F

Facteurs

- de discrimination, voir hégé-
monie
- économiques et culturels

"Felony"

Femmes

- accusées
- arrêtées
- condamnées
- incarcérées

Filtrage

Fiabilité des statistiques

Folie

- les trois folles de Californie

Foyer nourricier

France

Fraude

"Free speech movement"

Frigidité

G

Gauss (Loi de Gauss)

Gomin, voir prison

Grande-Bretagne

H

Hégémonie

- normative
- conception hégémonique mâle de la femme

Hollande

Homicide

Hongrie

I

Idéaux mâles

Identité négative

- théorie de l'

Île du Prince Édouard

Image de soi, voir conception de soi

Immoralité sexuelle, voir aussi conduite immorale

Incarcération, voir femmes incarcérées

Incorrigibilité

Industrialisation, voir aussi urbanisation

Infanticide

Infériorisation des femmes

Infériorité

Iniquité

Injustice, voir discrimination

Insignifiance de la criminalité des femmes

- du discours féminin

Instinct maternel

Interchangeabilité des étiquettes

Irresponsabilité

Interactionnisme symbolique, voir aussi analyse symbolique

I

Jeunes délinquants, voir aussi mineurs

K

Kingston, voir prison

L

“La donna delinquente”

“Labelling theory”, voir aussi étiquettes

Langage

“Leitbild”

Légalisme

Libération (mouvement de libération des femmes)

Libérations conditionnelles et inconditionnelles

Littérature criminologique,
- définition

Libre arbitre

Loi

Loi des jeunes délinquants

M

Majorité pénale

Manitoba

Mansuétude

Marxisme

Maternité

Matriarcat

Migration

Mineur pénal

Mœurs

Mouvements radicaux

N

Néo-fonctionnalistes

Néo-marxiste

Néo-positiviste

Névrotique

Non-criminalité des femmes

Normes, voir aussi hégémonie normative, rôles, valeurs

Nosologie

Nouveau-Brunswick

Nouvelle-Écosse

O

Offense “indictable”

Ontario

Orphelinat

P

Panoptique

Paramètre

“Parens patriae” (doctrine du)

Paternalisme

Patriarcat

Passage à l'acte

Passivité féminine, voir aussi frigidité

“Patiente”, voir victimisation et vic-
time

Pédérastie

Peine (durée)

Persécution, sentiment de

Personnalité

Phénoménologie

Placement (durée)

Pologne

Positivisme

- bio-physique
- et libre arbitre
- critique du positivisme lombro-
sien

Positiviste

- école
- méthode

Possession de drogues, voir aussi dro-
gues

Pratique policière

Prédélinquance

Prédiction (table de)

Prévention

Prison :

- prison provinciale : Gomin, Tan-
guay
- pénitencier : Kingston

Probation, service de

Procédure

Prostitution

- décriminalisation de la

Protection (mesures)

Protectionnisme

Psychanalyse

Psychiatrie

Psychologie criminelle

Psychologie sociale

Psychologisme

Psychopathe

Q

Québec

R

Radicale (discours d'orientation)

Réalité criminelle

Recel

Récidive

Rééducation

Religion

Renvoi

Reportabilité

Représentation sociale

Répression

- limites de la
- sur-différenciation
- pénale

Reproduction (fonction de)

Reproduction des rôles sociaux, voir
aussi apprentissage des

rôles

Responsabilité

Resocialisation

Rôle sexuel

Rôle social

S

Saskatchewan

Scolarisation

Ségrégation

Seuil de l'obéissance

Sévérité, voir aussi mansuétude

Sexisme

Silence des statistiques	- Voir aussi analyse symbolique, contrôle social, identité négative, labelling
Socialisation, processus de, tyrannie de la	
Sociologie	
- sociologie criminelle	Toxicomane
- sociologie des sexes	Toxicomanie, voir aussi drogues
Sociologisme	
Sorcière	U
Statut marital	
Statistiques criminelles	Union des criminologues radicaux
- critères, voir aussi données, fiabilité	Urbanisation, voir aussi industrialisation
Stéréotypes	Utilitarisme
Stigma, voir étiquettes, "labelling theory"	V
Stupéfiants, voir aussi drogues	
Subjectivisme,	Vagabondage
Suffragettes	Valeurs, voir aussi normes et rôles
Sujétion des femmes	Vénézuéla
Sur-détermination	Vice : "autres formes de vice", voir aussi conduite immorale
T	Victimes
	- crimes sans - voir prostitution
Tanguay, voir prison	- femmes victimes
Taxonomie	Victimisation
Terre-Neuve	Viol
Tests projectifs	Violence (crime de)
Théorie	Viriloïde (caractère de la femme criminelle)
- de la force sexuelle	Visibilité, voir aussi chiffre noir, statistique, filtrage
- de la sexualité féminine	Vol
- des peines et des récompenses	Vol à l'étalage
- des rôles liés au sexe	

Présentation du livre

(Texte au verso du livre)

Marie-Andrée Bertrand

La femme et le crime. Montréal : Les Éditions de l'Aurore, 1979, 224 pp. Collection : Exploration/Sciences humaines. [Autorisation de l'auteure accordée le 28 juin 2006.]

[Retour à la table des matières](#)

Comment expliquer l'absence relative des femmes de la criminalité connue ? Serait-ce que leurs crimes n'ont pas été prévus et définis par les législateurs masculins ? les femmes sont-elles encore trop peu visibles sur la scène politique, économique et sociale ? Ainsi les statistiques criminelles, qui mesurent déjà bien mai l'activité anti-sociale des hommes, rendraient un compte encore plus inexact de celle des femmes...

C'est un fait : les femmes sont relativement absentes de la criminalité connue, exactement comme elles sont absentes du pouvoir. Et leur double absence se poursuit en ces années dites d'émancipation de la femme. Si la justice leur est souvent plus clément, c'est parce qu'elle les considère comme irresponsables ou pire encore : folles.

L'auteur ne se pose pas ici en militante mais en analyste qui offre, pas à pas, des séries de faits.

Le matériel contenu dans ce livre est le résultat de nombreuses années de recherche sur le terrain, de travail clinique avec des délinquants, garçons ou filles, ainsi que de trois thèses traitant toutes de la criminalité et de la délinquance féminines.

L'auteure : Marie-Andrée Bertrand, professeure de criminologie, est actuellement vice-doyen de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal. Elle est docteur en criminologie de l'Université de Californie, Berkeley. Elle a participé, comme commissaire, à la Commission d'enquête LeDain sur l'usage non-médical des drogues.

LA FEMME ET LE CRIME

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre est consacré à un non-phénomène, l'absence des femmes de la scène de la criminalité officielle, et à la signification de cette absence.

L'ubiquité et la permanence de l'écart qui sépare la criminalité officielle des femmes de celle des hommes ressortent clairement de cet ouvrage. Cette non-criminalité nous apparaît à la fois comme rassérénante et inquiétante.

Il est rassurant d'observer que peu de femmes et de jeunes filles, à comparer aux hommes et aux jeunes gens, tombent sous la coupe des appareils de répression. Il est inquiétant de constater que le prix à payer pour cette absence relative et pour le traitement plein de mansuétude que les tribunaux accordent aux personnes adultes de sexe féminin est l'irresponsabilité dont on les taxe. Il est irritant de voir comment les filles sont prises en charge par le système de justice des mineurs pour des peccadilles qui leur valent, au contraire des femmes adultes, d'être placées en internat pendant des mois pour leur bien et leur protection...

Mais le plus inquiétant, c'est l'essentiel : l'absence relative des femmes et des jeunes filles de la représentation sociale qui s'appelle "criminalité", car cette absence est le reflet d'autres non-êtres, d'autres invisibilités, d'autres impuissances. Les femmes ne sont pas plus pré-

sentes aux mondes du pouvoir et du savoir qu'elles ne participent à la criminalité. D'ailleurs, les "grands" criminels ne doivent-ils pas avoir accès à certains mécanismes de pouvoir ? Les plus grands, ceux qui échappent à la répression, ne sont-ils pas des détenteurs du pouvoir ? Ceux-là sont des hommes.

Non seulement les femmes sont peu présentes à la vraie criminalité (celle qui effraie, menace, trouble l'ordre établi) mais si d'aventure elles s'en mêlent, on les croit folles. Témoin ce titre donné par le magazine *l'Express* à un article décrivant les attentats perpétrés contre le président des États-Unis par Lynn Fromme et Sarah Moore et les vols à main armée dont Patricia Hearst s'est rendue coupable : *Les trois folles de Californie*. L'interchangeabilité des étiquettes : les femmes sont folles alors que les hommes sont coupables d'homicide, les filles qui découchent sont malades et ont besoin de thérapie quand les garçons sont normaux, est pleine d'enseignements à propos des tyrannies de la socialisation. Celle-ci change ses impératifs et ses sanctions selon les sexes.

Comme la plupart des ouvrages, ce livre puise dans plusieurs travaux et recherches antérieurs, de l'auteur. Trois thèses, toutes sur la criminalité et la délinquance féminines, une recherche s'étendant sur deux années et sept pays, cinq années de travail clinique auprès d'adolescents, filles et garçons, dits délinquants, plusieurs années d'enseignement de la criminologie comprenant des cours sur ce même thème.

De plus, une aide considérable a été apportée à l'auteur du présent ouvrage par une commandite que lui a accordée Statistique Canada, afin d'étudier la place occupée par les femmes dans les statistiques du crime, les caractéristiques sociales des condamnées, les grandes tendances du phénomène de la criminalité féminine et les explications qui en répondent.

Les chapitres II et III du présent ouvrage puisent dans ce travail à caractère plus technique que se propose de publier incessamment Statistique Canada sous forme de monographie.

C'est, dira-t-on, plus qu'il n'en faut pour asseoir une réflexion et une production...

Mais la réflexion est un processus vivant qui ne s'arrête jamais. La production la stimule et la gêne tout à la fois, en venant fixer trop tôt ou trop tard des intuitions, des hypothèses, des questions, des synthèses qui feraient avancer le débat.

Ce livre n'est ni facile, ni simple, ni complaisant. Dans l'ensemble ce n'est pas un livre de militante. C'est l'œuvre d'une analyste qui avance à petits pas, offrant aux lecteurs des séries de faits livrés à leur critique et à leur interprétation. Ceux qui n'aiment ni les chiffres ni les analyses pourront lire les résumés en fins de chapitre. Je souhaite qu'ils ne soient pas trop nombreux ! En effet, les données statistiques dont les moyens de communications nous emplissent les yeux sont rarement présentées dans un contexte qui les rend intelligibles. Il faut bien, une bonne fois, distinguer le niveau auquel appartiennent les chiffres dont on nous parle : s'agit-il d'accusés ? de condamnés ? de détenus ? Si leur nombre va grandissant, augmente-t-il plus vite que la population elle-même ? Les crimes dont on parle beaucoup : vols de banque, vol à main armée, quelle proportion de la criminalité représentent-ils ? Comment situer les femmes dans cet ensemble ? Est-il vrai que leur criminalité connue grandit à un rythme incomparable à celle des hommes ? Au terme de cette analyse des distinctions qu'elle exige, des comparaisons nécessaires, le lecteur qui m'aura suivie rencontrera peut-être, qui sait ? une polémiste et une femme engagée.

LA FEMME ET LE CRIME

Chapitre I

La femme criminelle dans la littérature criminologique traditionnelle (1760-1960)

[Retour à la table des matières](#)

Quelle place la littérature criminologique a-t-elle faite à la question de la criminalité féminine ? Sous quel angle a-t-on abordé ce phénomène ? Quelles explications a-t-on avancées pour répondre des crimes commis par les femmes ?

Notre premier chapitre voudrait aborder ces questions. Mais au préalable, il nous faut tenter de résoudre deux autres problèmes :

1. qu'entend-on par “littérature criminologique” ?
2. la littérature criminologique reconnue comme ayant une certaine valeur explicative à propos de la criminalité masculine est-elle utile et pertinente dans l'étude de la criminalité des femmes ? Les précurseurs et les pères de la criminologie ont-ils formulé des hypothèses et mené des études qui tentaient de cerner avec une attention égale la déviance des deux sexes ?

La “littérature criminologique”

[Retour à la table des matières](#)

La littérature criminologique comprend les traités, les essais, les analyses qui contribuent à la formation d'hypothèses explicatives sur le crime. Certains criminologues considèrent que les écrits visant à l'instauration de réformes pénales font aussi partie des connaissances criminologiques. Ces deux composantes répondent assez bien de la dualité de la criminologie qui se veut une science - donc explicative - du crime, mais qui s'est aussi développée comme une pratique et une entreprise de réforme humanitaire. D'ailleurs, l'analyse des réformes pénales se révèle féconde en enseignements autant sur la sociologie des sexes que sur celle de la répression.

Quand une profession voit le jour, elle est bien forcée d'emprunter ses réflexions théoriques et ses pratiques à des disciplines qu'elle croit pertinentes et connexes. Ce fut le cas de la criminologie, non seulement à l'époque récente de son institutionnalisation universitaire, c'est-à-dire vers les années 1950 mais déjà à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Une profession naissante est rapidement amenée à identifier ses penseurs-fondateurs, mais cette identification ne se fait pas toujours de façon unanime. Selon qu'on est francophone ou anglophone, européen, américain ou canadien, juriste ou psychologue, médecin ou sociologue, radical, réformiste ou de tendance clinique ou médicale, la littérature criminologique n'a pas la même extension, les mêmes composantes ou le même cadre théorique.

Pour n'en donner qu'un exemple illustrant le premier groupe de facteurs, la culture et la langue, les criminologues québécois sont tentés de se tourner vers l'Europe continentale pour y trouver les pères de la criminologie. Les États-Unis et le Canada anglais font plus de place aux philosophes et sociologues anglais.

Cependant, de quelque pays qu'ils proviennent et quelle que soit leur discipline d'origine (droit, médecine, sociologie, psychologie), les criminologues contemporains semblent se rallier autour de quelques

noms, le moment venu d'identifier les sources de la criminologie moderne. Ce sont ceux de Beccaria, Ferri, Lombroso, Garofalo, Durkheim, pour les XVIIIe et XIXe siècles. Ainsi, tour à tour, juristes, sociologues, médecins, “anthropologues” (selon les termes des auteurs eux-mêmes) participent à la naissance de la criminologie traditionnelle.

Une criminologie féminine ?

[Retour à la table des matières](#)

Notre seconde question portait sur la pertinence des sources criminologiques généralement admises dans une étude centrée sur la criminalité des femmes. Pour répondre d'un phénomène si différent de la criminalité masculine, objet privilégié de la criminologie tout court, ne faudra-t-il pas inventer une nouvelle criminologie ?

Les auteurs de traités de criminologie traditionnelle, tous des hommes, ont consacré quatre-vingt-dix pour cent de leurs analyses à la criminalité masculine et au crime mâle. C'est tangentielllement, sous forme de parenthèse, de notes en bas de page et par comparaison avec les modèles masculins, qu'ils décrivent quelques aspects de la délinquance des femmes et des jeunes filles.

Outre sa brièveté, c'est le contenu même du discours criminologique à propos de la délinquance des femmes qui laisse perplexe. En effet, les auteurs de la fin du XIXe siècle et du début du XXe ont coutume d'affirmer d'abord le peu d'importance de la délinquance féminine pour ensuite noter rapidement des différences entre les types de délits commis par les femmes et les jeunes filles et ceux dont se rendent coupables les hommes et les jeunes gens. En d'autres termes, un constat d'insignifiance précède l'analyse. Les auteurs qui formulent ce constat d'insignifiance n'arrivent pas à rendre explicite le fait qu'il s'agit d'une insignifiance toute relative. À les lire, on croirait que toute criminalité doit se développer selon le modèle masculin. Ce qui n'est pas masculin n'est pas “normal”. Ce ne peut être que “plus petit”, “moins dangereux”, “moins apparent”. Croyant identifier les “crimes

féminins par excellence” dans la prostitution (qui ne constitue jamais en aucun pays plus de 2% de la criminalité féminine) et le vol simple (délit aussi bien masculin que féminin), ils se passionnent pour les vraies personnalités criminelles féminines prédisposées à la promiscuité sexuelle et à la “kleptomanie”...

Le caractère à prioriste des affirmations de la criminologie traditionnelle a propos de la criminalité des femmes et l'incapacité des auteurs à traiter de ce phénomène autrement qu'en relation avec la criminalité des hommes nous amènent à répondre par l'affirmative à la question qui porte sur la nécessité, dans la présente étude, d'une critique de la pertinence des sources théoriques. Tout comme les historiens de la condition féminine se voient contraints à ré-écrire l'histoire, à se situer en deça des interprétations indifférenciées, à dévoiler les parti pris sexuels et les concessions à la mode de l'époque, il faut sans doute commencer ici une criminologie féminine rendue nécessaire par le caractère péremptoirement masculin de l'autre criminologie, celle qui s'appelle la criminologie tout court.

D'ailleurs, la criminologie traditionnelle a déjà révélé son incapacité à répondre à bien d'autres questions précises. Ni la criminalité des affaires, ni les crimes contre les collectivités (pollution, racisme, par exemple), ni la criminalité de l'État et de la police ne trouvent d'explications dynamiques dans le cadre théorique traditionnel.

Nous entrevoyons donc, comme fruit de nos efforts en vue d'établir quelques règles d'analyse et d'interprétation de la criminalité des femmes, un renouvellement de la criminologie, à l'image de celui que provoque le discours d'orientation radicale.

La criminologie du XVIIIe siècle

Beccaria :

[Retour à la table des matières](#)

La criminologie comme on la conçoit aujourd'hui est décrite par ses défenseurs comme ayant ses racines dans l'œuvre des réformateurs du droit et des institutions pénales au XVIIIe siècle.

C'est là une affirmation et un *a posteriori* qui donnent grande allure à la profession de criminologue. Mais puisqu'il se trouve un grand nombre d'auteurs, chercheurs, professeurs et journalistes ayant pris l'habitude d'annexer à la criminologie, entre autres, une partie de l'œuvre de Beccaria, voyons un peu quel est l'essentiel de cette œuvre et quelle est sa pertinence en regard de la criminalité des femmes.

Dans le traité *Des délits et des peines* (*Dei delitti e delle pene*) imprimé à Livourne, en 1764, le marquis Cesare Bonesana de Beccaria (1738-1794) expose la nécessité d'abolir les facteurs de discrimination dans l'administration de la justice. Il s'attaque aux défauts de la législation judiciaire de son temps et il en exige la réforme. Rien ne doit être laissé à l'arbitraire du juge, dit Beccaria, ni la définition du délit ni la mesure de la peine. Tous les hommes doivent connaître clairement les limites de leur propre responsabilité. La connaissance des lois doit être répandue de façon à ne pas donner place à l'incertitude et à l'ignorance. Non seulement les lois et les sanctions doivent être écrites et connues, mais les peines doivent être proportionnelles aux crimes que, d'ailleurs, il vaut toujours mieux chercher à prévenir. Les peines inutiles, les humiliations, doivent être évitées. Ce traité écrit par un jeune homme de 26 ans a suscité beaucoup d'admiration en France (notamment chez Diderot, d'Alembert, Buffon), en Angleterre (Hume), en Allemagne (Holbach, Hegel). Voltaire écrivit une préface à l'édition française. Une édition anglaise parut à Londres dès 1767, sous le titre *Essay on Crime and Punishment*.

Quelle place l'auteur d'une œuvre si importante pour la réforme des lois pénales a-t-il faite aux considérations sur l'inégalité des sexes devant la justice ? La réponse est courte : aucune. Sans doute faut-il rappeler que Beccaria ne s'était pas proposé de faire l'analyse des législations de l'époque et de leur caractère inique ou discriminatoire mais plutôt d'énoncer les grandes lignes directrices de nouveaux codes pénaux abolissant l'arbitraire et la cruauté. Mais n'est-il pas contraint de faire la critique, point par point, du déroulement des procès, du contenu des lois, des peines prévues, avant d'énoncer les quelques grands principes sur lesquels doit s'édifier une législation pénale plus humaine et plus respectueuse des hommes ? Et dans ce cas, pourquoi avoir omis de discuter du statut des mineurs et des femmes, devant la justice pénale ?

On trouve, en fait, *trois* observations touchant la femme dans le traité Des délits et des peines et ces allusions sont fort indirectes. Au chapitre XXV ¹, l'auteur discute des effets de la confiscation sur la famille du coupable. Celui-ci, on s'en doute, ne peut être que le “chef de la famille”. La famille y est représentée comme totalement dépendante aux plans économique, social et politique, du père et de l'époux. La mère y est indistincte des enfants. Beccaria ne s'étonne pas de cet état de choses et n'y propose pas de modifications. Au chapitre XXVI, il s'étend longuement sur l'esprit de famille dont il déplore qu'il soit la source de loyautés qui s'opposent à des fidélités plus larges, à l'endroit de la collectivité. Le bien de famille et sa conservation ne devraient pas prendre le pas et inspirer “la crainte et la soumission”. “La morale domestique enseigne à restreindre le dévouement à un petit nombre de personnes qu'on n'a même pas choisies” (Beccaria, 1965, p. 45). Mais dans ce commentaire sur l'esprit de famille, Beccaria ne parle que du père et de ses fils. La famille dont il est question n'a ni mère, ni épouse, ni filles. Enfin, au chapitre XXXI qui porte sur “les crimes *difficiles* à prouver”, Beccaria traite de l'adultère - et son texte ne laisse pas de doute quant au fait que ce crime n'est le fait que des maris -, de la pédérastie, laquelle, comme on sait, consiste dans le commerce charnel d'un homme avec un jeune garçon. Il consacre enfin quelques lignes au meurtre des enfants par leur mère.

¹ Le traité de Beccaria est constitué de quarante-deux petits chapitres ou paragraphes numérotés en chiffres romains.

“L’infanticide, d’autre part, est le résultat inéluctable de l’alternative où est placée une femme qui a succombé par faiblesse ou qui a été victime de la violence. Entre la honte et la mort d’un être incapable d’en ressentir les atteintes, comment ne choisirait-elle pas ce dernier parti ?” (Beccaria, 1965, p. 60)

Il conclut : “la meilleure manière de prévenir ce délit serait de *protéger par des lois efficaces la faiblesse contre la tyrannie qui accuse bien haut les vices qu’on ne peut couvrir sous le manteau de la vertu*”. (Ibid, p. 60)

Certes, voilà une approche humanitaire mais Beccaria n’est pas moins compréhensif et humain dans ses propos sur l’adultère et la pédérastie. Pour tout dire, tous les crimes et tous les criminels nous sont présentés par Beccaria sous un éclairage tel qu’il est bien difficile de s’en prendre au déviant si, comme collectivité, l’on ne s’est pas vigoureusement attaqué aux sources de la déviance : les inégalités de classe et de richesse, l’ignorance et la corruption des magistrats, la lenteur des processus pénaux, le caractère aléatoire de la répression, etc.

Mais à propos du seul crime franchement féminin dont discute l’auteur de *Des délits et des peines*, il faut bien avouer que les politiques qu’il propose sont protectionnistes et la femme représentée comme une victime dont il faut excuser les crimes. Les femmes qui commettent l’infanticide, dit Beccaria, y sont contraintes par la violence des hommes ou suite à leur propre faiblesse. Elles ont été soit violées soit séduites. Dans l’un comme dans l’autre cas, il faut punir les hommes.

Bentham :

On fait moins souvent état, dans les cours et manuels de criminologie du Québec, du courant britannique de réforme des codes pénaux au XVIII^e siècle. Pourtant, le commentaire de William Blackstone sur les lois anglaises, *Commentaries on the Laws of England*, en quatre volumes, publiés de 1765 à 1769, même s’il est inspiré par des tendances absolutistes et théocratiques, constitue une pierre d’angle du courant juridique de la criminologie.

C'est suite à ce Commentaire que le philosophe anglais Jeremy Bentham écrivit une réplique mordante intitulée : *A fragment on government being an examination of what is delivered on the subject of government in general*, publié sans nom d'auteur en 1776. Dans ce pamphlet, Jeremy Bentham se révèle l'un des fondateurs de l'utilitarisme. Il rejette la fiction du contrat originel et décrète que le gouvernement ne peut être justifié que par son utilité. Il censure Blackstone pour son aversion à l'endroit de toute réforme pénale. En 1775, Bentham travaillait déjà à un traité dont la traduction française devait paraître plusieurs années avant la version originale. C'est la *Théorie des peines et des récompenses* (1811). Le manuscrit de Bentham s'intitulait *Rationale of Punishments and Rewards* et ne fut publié qu'en 1825. Il travailla avec acharnement aux principes et à la réalisation de réformes pénitentiaires. On lui doit aussi des *Traités de législation civile et pénale* (1802) et une proposition ("Panoptique") pour la construction des prisons (1791).

Si les femmes, leurs droits et les mesures par lesquelles il convient de répondre à leurs actes criminels sont absents des œuvres des philosophes du droit au XVIIIe siècle en Italie, tel n'est pas le cas en Angleterre. Il faut noter que c'est Jeremy Bentham qui se soucie le premier, marginalement il est vrai, de ce que nous appellerions aujourd'hui la décriminalisation des délits sans victime, dont la prostitution. Cette idée sera reprise avec beaucoup de force par son disciple intellectuel, John Stuart Mill.

Il faut également rappeler que la gamme des différenciations que Bentham souhaite qu'on ait toujours à l'esprit en évaluant le tort causé inclut immanquablement le sexe. Ainsi, selon Bentham, les crimes commis à l'endroit des femmes doivent être punis plus sévèrement parce que la souffrance imposée aux victimes est plus grande. Pourquoi la souffrance des femmes victimes de crimes est-elle présumée plus considérable que celle des hommes ? À cause de la grande sensibilité des femmes... Une insulte réputée grave si elle s'adresse à une femme, peut n'être qu'insignifiante si elle s'adresse à un homme. L'influence de Bentham sur l'esprit des statuts britanniques (qui ont été à l'origine de notre code criminel canadien) est indéniable en cette matière, comme on le verra dans l'analyse des provisions spéciales pour

les femmes victimes de crimes sexuels. Ainsi, Bentham, philosophe de l'utilitarisme, préconise déjà l'abolition des crimes sans victime, mais Bentham réformateur pénal se montre dangereusement paternaliste dans sa vision de la femme victime de crimes.

Les têtes d'affiche du XIXe siècle

[Retour à la table des matières](#)

Si les criminologues contemporains s'accordent à peu près unanimement pour reconnaître le titre de précurseur d'une criminologie fondée sur la réforme du code pénal à Cesare Beccaria, il ne se trouve personne pour refuser le titre de père de la criminologie positiviste à Cesare Lombroso (1835-1909). Ce médecin italien s'intéressa à la folie, au crétinisme et à la médecine légale qu'il fut chargé d'enseigner.

Il publia en 1876 un traité intitulé *L'homme criminel*.

Lombroso et l'“anthropologie criminelle” :

Lombroso a soutenu que le criminel devait avoir dès sa naissance des caractéristiques anthropologiques proches de celles du sauvage et que des impulsions de type épileptique le poussaient à commettre ses actes criminels.

Il a formulé des hypothèses troublantes sur les relations qui existent entre la personnalité de l'homme de génie et sa production, les rapports entre la constitution physique et la psyché du criminel, l'atmosphère dans laquelle celui-ci a été élevé et le délit commis. Depuis, on a démontré que le génie et la délinquance ne découlaient probablement pas de pathologies épileptiformes et d'autres conclusions des études de Lombroso ont été infirmées par des travaux ultérieurs, comme, par exemple, sa théorie sur les rapports entre la dégénérescence du délinquant, la forme de son crâne et l'asymétrie de ses lobes cervicaux, ou celle sur l'origine de la maladie appelée pellagre.

Lombroso a cependant été l'un des premiers sinon le tout premier à utiliser des méthodes d'observation tendant à une certaine rigueur. Il a, en fait, institué l'anthropologie criminelle, ou ce que les criminologues traditionnels appellent de ce nom, sans dire clairement qu'il s'agit d'une anthropologie biomédicale. Par exemple, il a cherché patiemment, inlassablement, dans les mensurations du criminel les différences anatomiques qui expliqueraient son comportement anti-social. Avant de nous engager dans une courte critique du positivisme de Lombroso, peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ici que son traité sur l'homme criminel s'étend sur vingt années et cinq éditions différentes, la première comprenant 252 pages et la cinquième 1903. En 1876, dans la première édition faite d'un seul volume, Lombroso se contentait d'exposer sa doctrine de l'atavisme comme explication principale de la criminalité. Mais vingt ans plus tard, tous les facteurs imaginables, depuis le climat, en passant par le prix du blé, les coutumes sexuelles et maritales, la loi pénale, les pratiques bancaires, l'organisation de l'église, etc. étaient évoqués dans leur relation causale au crime. Vers la fin de sa vie et de son œuvre, Lombroso avouait que plus de cinquante pour cent des criminels n'étaient ni des criminels-nés ni des criminels malades mentaux mais des "criminaloïdes", ce qui connotait pour l'auteur des désordres plus subtils.

Lorsqu'on constate quelle utilisation les successeurs de Lombroso ont faite de ses théories et de sa méthode, on se demande si le positivisme bio-physique méritait de voir le jour. Le postulat de base étant qu'il existe des différences réelles entre criminels et normaux et que ces différences sont mesurables, que de crimes on a commis dans la foulée de cette "anthropologie criminelle" ! On a distribué, à gauche et à droite, les étiquettes de psychopathes, délinquants névrotiques, compulsifs, caractériels, immatures, labiles, indifférents affectifs. On a appliqué des tables de prédiction à des "délinquants" pour connaître leur "dangerosité" et décider de leur libération... Tout cela au nom de la science, de l'objectivité positive.

Le positivisme des criminologues contemporains, toujours bien vivant, utilise un grand nombre de tests diagnostics "différentiels", de tables de prédictions et s'acharne à mesurer le vrai délinquant et la délinquance grave... Quelle différence entre ces néo-positivistes et les tout premiers ?

La donna delinquente, la prostituta e la donna normale :

C'est en collaboration avec Guglielmo Ferrero, un historien, que Cesare Lombroso publia, en 1893, à Turin, son traité sur *La femme criminelle, la prostituée et la femme normale*.

Les femmes criminelles et prostituées y sont classifiées selon des critères déjà utilisés par l'auteur dans son étude sur l'homme criminel : criminelles et prostituées nées, d'occasion, passionnelles, délinquantes, épileptiques, etc., qui ne présentent d'ailleurs que des variations plus ou moins importantes du type de la femme normale.

La première partie de l'ouvrage ne porte d'ailleurs que sur la femme normale, son anatomie, sa physiologie, sa sensibilité, son intelligence et sa moralité. Suit l'étude des prostituées, fondée sur des données anthropométriques, cliniques, médico-légales, statistiques.

Les anomalies anatomiques et biologiques de la femme délinquante révèlent, selon l'auteur, un déplacement vers le type masculin. Quant à la prostitution, elle est la manifestation de la structure criminelle chez la femme et tient une place analogue à celle que remplit le besoin de tuer chez l'homme. Selon Lombroso, l'absence relative de "crimes de sang" chez la femme s'explique par sa physiologie et son instinct maternel.

Dans une édition posthume, Lombroso analyse les meurtrières, les empoisonneuses, les femmes escrocs. Il se préoccupe aussi du traitement que l'on doit apporter aux femmes criminelles.

La critique du positivisme lombrosien s'applique, évidemment, à la méthode employée dans *La donna delinquente* aussi bien qu'à *L'uomo delinquente*. L'auteur prenait ses sujets d'étude en prison et tirait de l'observation des criminels incarcérés des conclusions qu'il appliquait généralement à l'ensemble des criminels. Or, nous savons que des facteurs économiques et de classe sociale présidaient à l'incarcération des criminels pauvres et peu éduqués dans l'Italie de la deuxième moitié du XIXe siècle. Les choses n'ont guère changé depuis Lombroso et l'Italie du XIXe siècle : au Québec, plus de la moitié des personnes

actuellement détenues dans les prisons provinciales le sont pour n'avoir pu payer l'amende.

Mais aux critiques qu'on doit adresser à Lombroso à propos de ses théories générales sur l'homme criminel s'en ajoutent d'autres plus spécifiques à sa théorie de *La donna delinquente*. La première partie de son livre, sur la femme normale, dépasse rarement les préjugés de l'époque et l'Italie de son temps. Rien n'y est "scientifique" à une époque où, pourtant, l'anthropologie culturelle faisait de grands progrès (Tylor, (1871), Sumner, (1906), pour n'en nommer que quelques-uns, distinguaient l'acquis de l'inné dans les traits sexuels). Quant à la seconde partie, les deux grandes thèses qui y sont exposées, celle du caractère viriloïde de la femme criminelle et de l'analogie entre la prostituée et le meurtrier ne résistent guère à l'analyse. S'il est vrai que les femmes emprisonnées sont quelquefois hommages, il n'est pas certain qu'elles le soient davantage que les femmes de leur groupe socio-économique et culturel... et il n'est pas certain non plus que les agents de police et les juges ne soient pas plus sévères à l'endroit des femmes délinquantes aux allures viriles ! Pour ce qui est des crimes de sang - auxquels "la femme n'est pas portée à cause de ses instincts maternels" - il faut voir au contraire que le pourcentage de femmes parmi les meurtrières se rapproche de l'indice de leur représentation dans l'ensemble de la criminalité. Concernant la prostitution, "équivalent féminin du meurtre", Lombroso est bien éloigné de son contemporain John Stuart Mill qui, loin de considérer ce délit comme sérieux, propose de le décriminaliser, enfin, l'affirmation de Lombroso à l'effet que le meurtre est le crime naturellement masculin et la prostitution le crime naturellement féminin est sans doute la plus faible de toute cette thèse déjà bien peu solide. La criminalité féminine par excellence n'est pas la prostitution mais le vol. Les crimes masculins par excellence sont aussi les crimes contre la propriété avec et sans violence.

Ferri et Garofalo :

La seconde moitié du XIXe siècle devait donner lieu à plusieurs œuvres que les criminologues ont coutume de considérer comme capitales et qui appartiennent à la doctrine de Lombroso. Les plus connues sont celles de Enrico Ferri et de Raffaele Garofalo.

C'est en 1884 que paraissait la première version de *La sociologie criminelle* de Enrico Ferri, une œuvre imposante que l'auteur n'a cessé de corriger et d'augmenter au fil des éditions successives. Défenseur du positivisme à la Lombroso et donc adversaire de la doctrine classique et à Beccaria, Ferri n'a strictement rien à dire sur la femme criminelle dans *La sociologie criminelle*. S'il s'intéresse aux statistiques criminelles (chapitre III), ce n'est jamais pour y observer la place qu'y tiennent les femmes condamnées mais c'est pour y trouver motif d'inquiétude face à l'augmentation de la criminalité en Europe.

Quant à Garofalo, son traité *La criminologie*, paru d'abord sous forme de monographie en 1880 puis comme un livre complet en 1885, est une sorte d'"anthropologie raisonnable"(ce sont les termes mêmes de l'auteur) où s'affirme une psychologie criminelle, c'est-à-dire une doctrine de la spécificité psychologique de l'auteur de crimes. On y trouve quatre lignes touchant les femmes criminelles, au chapitre intitulé : la répression.

"La durée des peines ne devrait pas être établie à l'avance ; elle devrait dépendre de plusieurs circonstances dont l'âge et le sexe sont souvent les principales (...). Pour les femmes, le mariage, la naissance des enfants pourraient être une garantie suffisante". (Garofalo, 1905, p. 448)

Voilà qui met fin au compte rendu des apports de la criminologie classique et positive des XVIII^e et XIX^e siècles, en Italie, au sujet de la criminalité féminine. On conviendra que les grands noms invoqués par les écoles de criminologie, ceux de Beccaria, Lombroso, Ferri et Garofalo, précurseurs, pères ou fondateurs de la criminologie scientifique, ne se sont pas illustrés par l'abondance ou la qualité de leurs propos en matière de criminalité des femmes. L'Angleterre, avec Bentham, se contente de paver la voie à l'adoucissement des peines pour les femmes criminelles ou à l'aggravation des sentences pour les criminels qui s'attaquent à des femmes.

C'est cependant à cette époque et même plus tôt que naissent les grands travaux de la statistique criminelle avec Guerry en France et Quetelet en Belgique. Ce dernier, d'ailleurs, faisait grand état des proportions numériques entre le volume des crimes commis par les hommes et celui qu'on attribuait aux femmes. Bien que l'*Essai sur la*

statistique morale de la France de Guerry connut une sorte de pré-publication dès 1829 et ait fait l'objet d'une édition plus définitive en 1833 et que le traité de Quetelet *Sur l'homme et le développement de ses facultés : essai de physique sociale* ait été publié en 1835, on ne trouve pas trace de leurs observations sur la criminalité des femmes dans les œuvres (les positivistes italiens de la deuxième moitié du XIXe siècle) Ceux-ci, par ailleurs, citent abondamment Guerry et Quetelet à d'autres fins.

Les pères de la criminologie traditionnelle édifient une criminologie masculine dans laquelle, lorsqu'ils s'intéressent à la femme criminelle, c'est pour lui trouver des traits virils.

John Stuart Mill :

Un auteur auquel la criminologie fait peu ou pas de place a contribué de façon importante à re-situer le débat sur les matières pénales et s'est, de plus, intéressé sérieusement au problème féminin. C'est le philosophe anglais John Stuart Mill.

Dans son traité *On Liberty*, publié en 1859, il s'attaque à la validité (et à l'utilité) de la criminalisation de conduites qui ne nuisent qu'à leur auteur. "Le seul exercice légitime du pouvoir par une société civilisée à l'égard d'un de ses membres doit être pour l'empêcher de nuire à autrui. Son bien propre, physique ou moral, ne constitue pas une justification. On ne saurait légitimement le contraindre à faire quelque chose ou à s'en abstenir parce qu'il s'en porterait mieux, qu'il en serait plus heureux..." (Mill, 1965 (1859), p. 263).

Les auteurs qui prônent la décriminalisation de la prostitution entre adultes consentants (entre autres, Wolfenden, 1957, Hart, 1963) et ceux qui proposent la décriminalisation de l'usage personnel des drogues (voir Le Dain, 1973) s'appuient en général sur la philosophie pénale de Mill. L'auteur de *On Liberty* énonce clairement que seul le tort causé à autrui donne matière à intervention. Après avoir rappelé qu'il ne suffit pas qu'aux yeux des gens une conduite apparaisse comme sage et vertueuse pour qu'on ait le droit d'y contraindre quelque personne que ce soit, Mill ajoute : "On peut raisonner, supplier celui qui ne se conforme pas aux normes mais on ne peut le contraindre. La

contrainte ne peut se justifier que si l'activité dont on veut le détourner risque de nuire à autrui... Sur lui-même, sur son corps, sur son esprit, l'homme est souverain.” (Mill, 1965 (1859), p. 236).

Rares sont les philosophes du droit qui se sont exprimés avec une telle vigueur quant à l'inaliénabilité des droits de chacun à la liberté d'opinion et de conduite. C'est non seulement au nom de l'inutilité qu'il y a pour les pouvoirs publics à intervenir dans les conduites “cachées” que Mill se prononce contre la pénalisation des conduites privées, mais c'est aussi au nom de la dignité de la personne humaine. Le despotisme de l'État, son interférence dans les matières privées (les conduites sexuelles, par exemple) sont justifiées lorsque les sociétés n'ont pas atteint un certain état de développement et de civilisation (chez les Barbares, par exemple) ou que les personnes ne sont pas arrivées à maturité.

Les instituts de criminologie qui se développent dans le voisinage des facultés de droit ont accordé une certaine place à ces débats sur la philosophie du droit pénal, mais les écoles et départements plus centrés sur le traitement des criminels l'esquivalent. Le moment venu, par exemple, de discuter du fondement même, en droit pénal, de ce “crime féminin naturel”, la prostitution, on invoque des raisons tenant à l'économie de la répression telle la difficulté d'opérer des arrestations dans les cas de délits pour lesquels il n'y a pas de plaignant. Les fameux crimes sans victimes sont surtout mis en question par les criminologues pour des raisons comptables : la police n'arrive pas à les classer. Le droit de l'individu aux conduites de son choix lorsqu'il ne lèse personne est invoqué plus souvent par les Ligues des Droits que par les criminologues.

L'essai de J.S. Mill intitulé *The Subjection of Women* a été publié en 1869. Mais quarante ans plus tôt, déjà, Mill avait écrit avec sa femme Harriet Taylor *Early Essays on Marriage and Divorce* (1832). La thèse de la sujétion des femmes (*The Subjection of Women*) peut être résumée dans les mots mêmes de son auteur :

“Le principe qui régit les relations sociales entre les deux sexes, à savoir la subordination d'un sexe à l'autre, est mauvais en lui-même et constitue l'un des principaux obstacles à l'amélioration de la condition humaine. Aussi

devrait-il être remplacé par la règle de la parfaite égalité qui exclurait, d'une part, des privilèges et pouvoirs unilatéraux comme aussi l'incapacité, d'autre part. "(Mill, 1970 (1869), p. 125)

Une pareille proposition d'égalité entre les sexes n'allait pas de soi en 1869. Comme le remarque Alice Rossi (1970 ; 4) rien de semblable n'avait été publié avant 1869 et rien de tel jusqu'en 1998, année où Charlotte Perkins Gilman publiait *Women and Economics*, une analyse des facteurs économiques de la subordination des femmes. Enfin, on attendra ensuite un autre demi-siècle avant *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir (1949).

Friedrich Engels :

Il nous semble cependant qu'Alice Rossi oublie les noms de quelques grands théoriciens de la condition féminine, au XIXe siècle, dont celui de Friedrich Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884). Les propositions d'Engels ne sont pas moins fermes que celles de Mill : l'affranchissement de la femme exige la suppression de la propriété individuelle comme unité économique. Il stigmatise la famille fondée sur l'esclavage domestique avoué ou dissimulé de la femme.

Ce traité de Friedrich Engels n'est d'ailleurs pas moins utile à la compréhension de nombreux aspects des crimes contre la propriété qu'à l'histoire de la famille et de la condition de la femme.

L'insignifiance de la criminalité des femmes, thème favori de la littérature criminologique de 1850 à 1960

[Retour à la table des matières](#)

La littérature criminologique qui fait suite aux œuvres des fondateurs, celle de 1850 à 1960, a-t-elle plus de choses à dire sur la femme criminelle ? Bien que les œuvres consacrées entièrement à la criminalité des femmes y soient rares, on relève un grand nombre d'articles et

de chapitres traitant de l'écart énorme qui sépare le volume de la criminalité féminine de celui de la criminalité masculine, ou cherchant à expliquer la spécificité, le caractère peu nocif de la délinquance féminine. En fait, les manuels de criminologie abordent tous, plus ou moins carrément, ces deux sujets.

Cependant, à l'exception de quelques-uns, les efforts en vue de rendre compte de l'insignifiance de la criminalité féminine ne nous éclairent guère. Ils constituent une illustration frappante des redondances dans lesquelles nous versons lorsque nous ne mettons pas en cause les définitions de sens commun et les préjugés sur lesquels repose la problématique des phénomènes que nous voulons étudier.

Les raisonnements circulaires se retrouvent avec une fréquence alarmante chez les auteurs de la fin du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle qui se sont intéressés à la criminalité féminine. Tous constatent, bien sûr, l'écart considérable qui sépare le nombre des crimes commis par les hommes de celui que l'on attribue aux femmes dans les statistiques officielles. Mais leurs explications contribuent davantage à l'amusement ou à l'irritation du lecteur qu'elles ne font avancer notre compréhension de la condition de la femme et de sa spécificité. La rigueur scientifique ne pèse pas lourd dans ces travaux.

La démarche scientifique exige, entre autres choses, que la cause ne soit pas jugée à l'avance, que les termes de la problématique restent ouverts à la révision, en un mot, qu'on n'utilise pas la recherche pour justifier des idées toutes faites.

Ces exigences n'ont guère été respectées par les criminologues qui se sont intéressés à la délinquance des femmes. En effet, les deux termes de leur problématique : *femmes* et *crimes*, portaient le poids de préconceptions et de définitions reçues du sens commun, préconceptions qui ne cèdent même pas devant l'évidence.

Ces auteurs, presque tous des hommes, appartenaient au groupe social et sexuel à qui on abandonne le pouvoir de définir, de structurer, de formaliser les réalités sociales. Ce pouvoir de définition, cer-

tains auteurs marxistes le désignent du nom d'hégémonie. C'est par là que s'exerce d'abord la domination d'un groupe sur un autre.

Le crime et la femme sont définis par l'homme, le premier comme un acte qui porte atteinte à l'ordre social et aux intérêts d'un groupe, très spécialement celui auquel appartiennent les législateurs ; la seconde, la femme, comme détenant des fonctions résiduelles dans la distribution du travail social, spécialement chez les auteurs de la fin du XIXe siècle et du début du XXe.

*Revue sommaire de quelques-unes
des grandes interprétations offertes pour expliquer
l'insignifiance de la criminalité des femmes*

[Retour à la table des matières](#)

Sans entrer dans le détail de la pensée de tous les auteurs qui ont consacré soit un paragraphe, soit une section de leurs livres, soit un chapitre, soit un volume tout entier à la criminalité des femmes, je classerai, à l'instar de Pollak (1950), les auteurs en trois groupes : les croyants fermes dans la vérité statistique, les demi-croyants et les sceptiques et rappellerai l'essentiel de leurs affirmations.

Les auteurs qui manifestent une foi totale et peu d'attitude critique à l'endroit des statistiques s'inspirent souvent de la biologie. Quetelet (1835) fait grand cas de l'argument de la force physique pour expliquer la petite quantité de crimes commis par les femmes. Cet auteur établit avec une précision mathématique, que les crimes avec violence se produisent deux fois moins souvent chez les femmes que chez les hommes puisque la vigueur physique des premières équivaut à 50 pour 100 de celle des seconds...

Lombroso (1893) s'inspire plutôt du fameux argument du “cycle féminin” : seules les filles qui n'ont pas atteint l'âge de la puberté et les femmes qui ont dépassé l'âge de la ménopause peuvent s'engager dans une activité criminelle autre que la prostitution. Celle-ci, activité

principale des femmes délinquantes, commence avec l'avènement des menstruations et s'étend jusqu'à la ménopause et, selon Lombroso, elle est chez les femmes l'équivalent criminel du meurtre chez les hommes.

D'autres auteurs, s'inspirant de la théorie de la force sexuelle (sex-drive theory), prétendent que le taux très bas de criminalité féminine est dû à la faiblesse de l'instinct sexuel des femmes. Proal (1892) croit que les femmes sont essentiellement meilleures (moralement) que les hommes à cause de cette relative faiblesse de leurs instincts violent et sexuel. Pour cet auteur d'ailleurs, les seules vraies (et très rares) femmes criminelles sont douées de caractéristiques viriles. La vraie criminalité est un trait de puissance, un attribut positif dont les femmes sont dénuées. Wulffen (1923) s'appuie sur les mêmes raisons. Il parle de la passivité féminine, talisman contre la commission de crimes. Les femmes criminelles, les vraies, ont des traits masculins.

Ce biologisme dans lequel donnent des auteurs masculins ne se limite pas, d'ailleurs, à définir la femme comme habituellement frigide. Leur conception masculine de la condition féminine structure aussi les modalités de l'expression sexuelle chez les femmes : instinct maternel, fidélité, tendresse, capacité de prendre soin des inférieurs, et voit à légiférer en conséquence sur la prostitution, l'infanticide, la complicité avec l'époux, l'abandon des enfants par la mère, tous ces crimes faisant l'objet de châtiments différents selon qu'ils sont commis par des hommes ou par des femmes.

Une seconde catégorie d'auteurs criminologues ayant manifesté un intérêt pour la criminalité féminine est faite de sociologues, de psychologues, qui semblent, au départ, accepter la réalité statistique de la différence numérique énorme entre les crimes commis par les hommes et ceux commis par les femmes, mais à qui il arrive de la mettre en doute à l'occasion.

Ces sociologues et ces bio-sociologues s'efforcent de croire la femme dotée de vertus qui la prémunissent contre les activités violentes et criminelles (Hudig, 1940). Ces auteurs croient que les femmes sont plus adaptables que les hommes et donc moins orientées vers l'agression. D'autres auteurs croient que c'étaient les conditions de vie

pré-urbaines ou l'absence d'urbanisation qui s'opposaient à la commission de crimes par les femmes. C'est un peu la position, par exemple, de Warker (1875), de Greef (1946), et de Radzinowick (1937).

Enfin, il y a ceux qui refusent de croire que les statistiques officielles disent la vérité quant au volume de la criminalité des femmes. Mais ces auteurs, eux-mêmes, ont rarement poussé la logique jusqu'au bout. Par exemple, Barnes et Teeters (1943), bien qu'ils prétendent que les femmes ne sont pas moins criminelles que les hommes ("elles en donnent l'apparence seulement"), se retrouvent tous deux en train d'expliquer pourquoi les femmes sont plus conformistes que les hommes.

Pollak (1950) a eu le mérite non seulement de faire la revue des principaux travaux touchant la criminalité féminine jusqu'en 1950, mais il a aussi mis de l'avant quelques nouvelles hypothèses et fait naître de nouveaux doutes. Selon cet auteur, les crimes commis par les femmes sont sous-estimés et à cela il y a plusieurs raisons. Les victimes des crimes féminins portent rarement plainte, les hommes par amour-propre, les enfants par impuissance. Les hommes, d'ailleurs, peuvent avoir des raisons additionnelles de ne pas porter plainte lorsque, par exemple, ils redoutent le chantage de femmes avec qui ils ont eu des rapports extra-maritaux.

Mais la principale raison du silence qui règne autour des crimes commis par les femmes, c'est, selon Pollak, l'habileté des femmes à dissimuler. Cette habileté est fondée dans l'anatomie et la physiologie féminines, selon l'auteur. C'est dans les rapports sexuels que la femme apprend à "prétendre", à feindre, leçon qu'elle utilise dans toutes les sphères de son activité. D'ailleurs, les rôles mêmes qu'on a dévolus à la femme la mettent à l'abri de la détection. Ainsi, ses fonctions ménagères et maternelles, par exemple, lui permettent d'empoisonner ceux qu'elle déteste et de se livrer à l'infanticide, souvent dans l'impunité...

Pollak met de l'avant un concept fort intéressant : celui du caractère masqué, déguisé de la criminalité des femmes. Mais au lieu de partir de ce concept pour étayer une critique sérieuse qui nous rendrait encore plus sceptiques à l'endroit des statistiques officielles sur la criminalité des femmes, il s'en remet aux auteurs qui décrivent la capaci-

té naturelle de la femme à mentir comme un fait social expliquant partiellement la spécificité de leurs crimes.

Toutes les interprétations que nous venons de rapporter sont empreintes tantôt de biologisme, tantôt de sociologisme, tantôt de psychologisme.

Pourquoi parler de biologisme, de sociologisme, de psychologisme ? Pourquoi ne pas évoquer tout simplement les ensembles de connaissances appelés biologie, psychologie, sociologie, auxquels il est légitime d'avoir recours pour tenter d'expliquer les conduites humaines ? Les “ismes” désignent ici une utilisation abusive, exclusive, non critique des théories issues de la biologie, de la sociologie et de la psychologie.

C'est tomber dans le psychologisme, par exemple, que de tenter d'expliquer tous les comportements d'un chef d'état en s'appuyant exclusivement sur la façon dont sa mère l'a nourri, encore que cette expérience ait très probablement des conséquences sur son comportement d'adulte. D'autres déterminants sociaux et culturels, économiques et politiques, les groupes auxquels il a appartenu, les systèmes sociaux qui ont prévalu pendant son enfance et son adolescence, peuvent aussi avoir leur poids sur les attitudes d'un chef d'état. Si l'on applique une grille moins passéiste, moins tournée vers hier, à ses comportements et décisions, l'analyse de son entourage immédiat, de la conjoncture politique au moment où il prend ses décisions, acquièrent une certaine importance.

Expliquer, par exemple, tous les comportements sociaux et politiques des Québécois par leur relation avec leur père, c'est verser aussi dans une utilisation abusive des théories psychosociales et intra-familiales, abusive parce qu'exclusive.

De plus, en ce qui a trait aux comportements féminins, les “ismes” sont les reflets de points de vue exclusivement masculins.

S'il est indubitable que la biologie spécifique de la femme ait des effets sur ses modes d'être, il n'est pas suffisant d'affirmer cette spéci-

ficité pour en faire découler toutes les différences (d'attitudes, de comportements) sans démonstration.

Analysons un exemple de “conception hégémonique” mâle : la vision qu'avaient les hommes du XIXe siècle de la sexualité. Selon cette conception masculine, la puissance sexuelle était l'affaire des hommes. Même la jouissance sexuelle leur était réservée : les épouses étaient frigides. La frigidité découlait de la biologie féminine (plutôt que des attitudes et comportements des hommes et des femmes dans leurs relations amoureuses). Le crime, d'autre part, était, selon ces mêmes auteurs, le fait de quelqu'un de fort. Sexuellement fort. C'était même le débordement de la puissance sexuelle. Or, les actes qui sont définis comme criminels le sont par des hommes, des juristes, dont s'inspirent les législateurs. Ceux-ci ont tendance à vouloir protéger leurs concitoyens et surtout leur groupe social contre des actes redoutables, dommageables, dangereux, qui ne peuvent être posés que par des hommes étant donné le raisonnement qui précède. Ayant ainsi fondé la criminalité dans la force physique et dans la puissance sexuelle, et celles-ci dans l'homme, on a, croit-on, “expliqué” l'insignifiance de la femme en matière de criminalité.

La pratique psychanalytique, vers la même époque, aura beau illustrer les sentiments d'infériorité, la crainte et le sentiment d'impuissance vécus par le criminel à l'occasion de ce qu'on est convenu d'appeler “le passage à l'acte”, on ne cessera pas d'affirmer que c'est une puissante poussée sexuelle mâle qui est à l'origine des grands crimes. Ou alors, si d'aventure un criminel avoue avoir de grands doutes sur sa puissance virile, on le classera “criminel à tendance névrotique”, “voué à l'échec dans ses entreprises criminelles”. Quant à la femme, définie par l'homme comme frigide, ordonnée par lui à ne jouir que par lui, elle a la chance de n'être pas habitée par ces puissances des ténèbres : elle est naturellement meilleure, plus adaptée et plus conformiste mais aussi naturellement plus apte à mentir.

Voilà pour les criminologues du XIXe siècle et de la première moitié du XXe. Les sociologues de la première moitié de notre siècle ne font guère mieux. Ils attendent que l'urbanisation amène la femme à vivre en ville pour constater que ses activités criminelles augmentent, trop naïfs pour soupçonner que ces activités-là n'étaient pas moins

nombreuses dans le secret de la maison villageoise ou rurale. La confusion entre criminalité révélée et criminalité réelle se poursuit, pour la paix des hommes.

Au terme de cette brève revue de la littérature dite scientifique s'intéressant à la criminalité des femmes, il nous est au moins permis de constater combien peu fructueuses ont été ces analyses, combien ridicules ces thèses, en l'absence d'une critique sérieuse des définitions de la déviance et de ses sources. Il faut aussi reconnaître que le légalisme, non moins que le sexisme, a pollué ces discours.

*Les codes pénaux,
première source de discrimination*

Dans des travaux antérieurs (Bertrand, 1967), (Bertrand, Payette et al., 1970), trois niveaux d'analyse avaient été utilisés en vue de rendre compte de la spécificité de la criminalité des femmes et de la délinquance des filles.

Le premier de ces niveaux, c'est la loi elle-même. Ce sont les codes. Le second, les régimes socio-politiques et économiques. Le troisième, la perception de soi, l'image subjective des femmes.

Plusieurs pays sinon la majorité des sociétés ont adopté des codes pénaux qui comportent des provisions différentes selon qu'il s'agit des hommes ou des femmes, spécialement en ce qui touche les délits sexuels et les crimes découlant de conflits affectifs.

Le traitement et les sanctions apposées à ces crimes varieront alors selon le sexe, allant d'ailleurs tantôt dans une direction, tantôt dans l'autre. Quelquefois on se montre plus sévère pour les femmes que pour les hommes, quelquefois moins sévère. Par exemple, dans plusieurs pays, y compris certaines républiques socialistes, les femmes coupables d'adultère étaient ou sont plus sévèrement punies que les hommes. Au contraire, les articles sur l'infanticide prévoient que les mères qui tuent leur enfant nouveau-né ne seront pas traitées comme des meurtrières ordinaires : leur responsabilité est atténuée du fait que certaines sociétés croient que la mère qui vient d'enfanter peut facile-

ment être atteinte d'aberration mentale et qu'elle doit être partiellement excusée du meurtre de son enfant.

Dans les analyses qui portaient sur des pays d'Europe de l'ouest, de l'est, d'Amérique du Sud et du Nord, les codes pénaux canadien et allemand se sont révélés fertiles en clauses qui excluent les femmes comme auteurs possibles de plusieurs crimes et qui les définissent, en bien des cas, comme les seules victimes potentielles. Aux États-Unis, dans la très grande majorité des États, les codes pénaux comportent plusieurs articles (en Californie, pas moins de 17) prévoyant un traitement différentiel pour les hommes et pour les femmes.

Bien sûr, la pratique actuelle des tribunaux ne suit pas toujours de très près les règles formelles prévues par les codes pénaux. Mais ces codes demeurent une représentation sociale valide au moins en ceci que les législateurs d'un pays donné expriment un certain nombre de valeurs dans les provisions des codes, valeurs et normes qui prescrivent que l'on traite les criminels différemment selon leur sexe. Le code pénal reflète ce qui apparaît comme désirable ou condamnable ou excusable (à un moment donné de la vie d'une société) à un groupe de citoyens au pouvoir. Aussi longtemps que les inégalités ou les mesures discriminatoires ou protectionnistes ne sont pas abrogées, il faut bien s'interroger sur la signification de semblables différences : pourquoi ces règles, pourquoi ces exemptions, pourquoi ces exceptions, pourquoi ces doubles standards ? Et pourquoi ne les a-t-on pas abrogés si, comme plusieurs le prétendent, ils sont tellement archaïques et démodés par rapport à la pratique pénale ?

Le niveau de développement socio-économique et les régimes politiques comme facteurs de fluctuation du taux de la criminalité féminine

S'il est exact que l'absence relative des femmes des milieux où se négocient les affaires et des centres de pouvoir explique en partie leur faible taux de criminalité, ne devrait-on pas observer, corollairement, une plus forte proportion de femmes parmi les criminels dans les pays où l'égalité des femmes est affirmée dans les lois, leur participation au monde de la production très répandue et leur vie domestique réduite d'autant ? C'est à la vérification de cette hypothèse, entre autres, que

se sont attachées certaines études (Bertrand, 1967 ; Bertrand, Payette et al., 1970) mettant en présence des pays dont le niveau de développement était fort dissemblable et le régime socio-politique différent. Ces travaux avaient pour objectifs de :

1. comparer les taux de criminalité selon le sexe ;
2. analyser les sources de discrimination inscrites dans les codes pénaux ;
3. saisir l'image de soi des délinquantes à travers un test projectif.

Nos hypothèses étaient les suivantes :

1. dans les sociétés où les femmes sont moins liées à leur rôle traditionnel, on observera des taux de criminalité féminine plus élevés que dans les pays où les fonctions domestiques et parentales constituent l'essentiel de leur vie ;
2. les codes pénaux des pays qui favorisent une plus grande égalité des sexes feront moins de place aux provisions qui définissent la femme comme un non-agent et comme la seule victime possible de plusieurs crimes ;
3. l'image de soi des femmes délinquantes et non délinquantes dans les pays plus égalitaires témoignera d'une tendance moins accentuée à se définir comme objet, victime, "patientie".

Comme c'est le cas dans un grand nombre d'études, les conclusions ne se sont pas avérées aussi simples et cohérentes que prévu. Il s'est trouvé que le Vénézuéla, comme nous en avons posé l'hypothèse, avait, de 1962 à 1966, un taux de criminalité féminine très réduit comparé à celui de la Hongrie. D'autre part, en Belgique, la proportion des femmes condamnées par rapport aux hommes est presque identique à celle de la Hongrie, ce qui invaliderait notre hypothèse à l'effet que dans les pays socialistes l'égalité formelle a entraîné une participation plus grande des femmes non seulement aux structures positives mais aussi à la criminalité.

De plus, les codes pénaux de Hongrie et de Pologne, contrairement à notre attente, contiennent encore quelques mesures de discrimination s'appuyant sur le sexe des criminels. Ils ne sont guère plus égalitaires que ceux de France et de Belgique. Enfin, bien que les représentations sociales de la femme que l'on retrouve dans le code criminel du Canada soient colorées d'images de faiblesse, de victimisation, les images de soi des femmes canadiennes n'étaient guère plus teintées de sentiments de "victime" et de "patiente" que celles des femmes des pays socialistes.

Une quatrième hypothèse portait sur l'augmentation de la criminalité féminine, dans tous les pays, entre 1962 et 1966. Cette hypothèse ne s'est confirmée que pour le Canada et la France, et pour ce dernier pays, l'augmentation n'est probablement pas significative, comme le montre le tableau qui suit.

Tableau 1

Pourcentage de femmes parmi les personnes condamnées, de 1962 à 1966 inclusivement, Canada, France, Belgique, Pologne, Vénézuéla et Colombie*

[Retour à la table des matières](#)

	1962	1963	1964	1965	1966
Canada	8.14	8.75	9.90	11.57	12.54
France	9.34	10.72	10.46	10.76	10.37
Belgique	21.42	22.09	21.86	20.38	20.20
Pologne	18.64	17.34	13.98	14.19	14.75
Vénézuéla	2.98	3.01	2.99	3.01	3.01
Colombie	5.22	4.63	**	**	**

Chez les jeunes, la situation des filles délinquantes par rapport aux garçons connaît une évolution intéressante à la même époque, dans les mêmes pays.

Tableau 2

Pourcentage de filles parmi les jeunes reconnus délinquants par un tribunal, de 1962 à 1966 inclusivement, Canada, France, Belgique, Pologne, Colombie***

[Retour à la table des matières](#)

	1962	1963	1964	1965	1966
Canada	11.08	11.18	-	13.20	13.23
France	9.23	9.54	8.97	8.54	7.89
Belgique	33.50	32.43	31.31	32.30	-
Pologne	7.60	7.65	7.53	7.68	7.27
Colombie	22.54	17.92	16.40	13.72	15.75

* Tiré de Bertrand, M.A., Payette, A. et al., 1970, p. 181 à 246.

** Chiffres non répartis par sexe.

*** Bertrand, M.A., Payette, A. et al., 1970, p. 260 et 273.

La leçon qu'il faut tirer de ce bref tableau résumant la place qu'occupent les filles dans la population officiellement délinquante, c'est que sauf au Canada où la proportion des filles est en légère augmentation, partout ailleurs au cours de ces cinq années, leur participation à la déviance "officielle" diminue.

Un article ultérieur à ces études (Bertrand, 1973), analysait le nombre des *arrestations*, par sexe, sur une période de dix ans, aux États-Unis et au Canada. On y voit que :

1. la criminalité féminine s'accroît à un rythme plus rapide que la criminalité masculine, en Amérique du Nord, si l'on peut juger de l'accroissement de la criminalité par le volume des arrestations,
2. le nombre des arrestations pour crimes sexuels diminue, non seulement d'ailleurs au Canada et aux États-Unis, mais aussi dans d'autres pays d'Europe de l'ouest ;

3. les femmes sont plus impliquées qu'elles ne l'étaient dans les crimes de violence (vol avec violence, voie de fait, par exemple) et l'accroissement de ce type de criminalité est proportionnellement plus important chez les femmes que chez les hommes ;
4. on trouve un nombre croissant de femmes arrêtées pour fraude ; l'augmentation du nombre d'arrestations pour ce délit se produit à un rythme proportionnellement plus rapide chez les femmes que chez les hommes ;
5. dans le domaine des délits reliés à la drogue, on trouve, au Canada et aux États-Unis, une augmentation spectaculaire du nombre de femmes et de filles.

Mais faut-il se fier à ces statistiques ? Que signifient les chiffres officiels à propos des arrestations ?

Ces statistiques reflètent au mieux une partie des activités de la police. Ces activités à leur tour ne sont qu'un reflet des priorités qu'un État ou qu'une minorité dominante impose aux agents de répression et de la perception de ces derniers quant à l'importance d'un délit.

Prenons, par exemple, la criminalité reliée à la drogue. On note que, dans ce domaine, les jeunes filles auraient commis 4,000 fois plus de délits en 1970 qu'en 1960 aux États-Unis. Qu'est-ce que cela signifie ?

1. cela peut signifier que les agents de répression, les officiers de police américains, se sont vus requis de concentrer leur attention et leurs efforts dans ce domaine de l'activité illégale, et d'accorder une attention particulière aux jeunes filles parce qu'il est plus répréhensible, aux yeux des parents américains, de faire usage de drogues si on est une fille que si on est un garçon. Cela voudrait donc dire que ce comportement "délinquant" des jeunes filles heurtait vivement les valeurs et les mœurs américaines et qu'à cause de cela et d'un certain consensus de la société américaine, la police a dû s'occuper plus encore des jeunes filles qu'elle ne s'occupait des jeunes garçons engagés dans cette

activité illégale, pour des raisons politiques, ou morales, ou autres ;

2. cela peut aussi signifier qu'en fait beaucoup plus de jeunes filles américaines ont fait usage de drogues illégales en 1970 qu'en 1960 ;
3. cela pourrait indiquer que les jeunes filles américaines n'ont pas beaucoup d'autres moyens d'exprimer leur dissidence ; mais il faut bien admettre aussi que le nombre de celles qui sont arrêtées pour vols de voiture et voies de fait augmente considérablement, à la même époque.

L'image de soi et l'univers de référence des femmes

[Retour à la table des matières](#)

Au nombre des hypothèses explicatives du faible taux de criminalité des femmes, on trouve leur image d'elles-mêmes et leur vision du monde. S'il est une conclusion à propos de laquelle nos études (Bertrand, Payette, et al., 1970) sur la criminalité féminine méritent quelque crédit, ce n'est pas tant celle qui porte sur nos hypothèses de départ. Celles-ci suggèrent que les femmes criminelles exprimeraient de façon significativement plus fréquente que les hommes tant criminels que non criminels, un sens de victime, un sentiment d'être des objets, des "patientes", d'être menées par les circonstances et les gens, autant de conclusions que nos études supportent mais qui appellent plusieurs nuances. Ce sont plutôt les quelques découvertes que nous avons faites de façon incidente à propos de l'univers de référence ou de la relation au monde des femmes qui étaient les sujets de cette recherche. Cette "Leitbild", cet univers de référence se manifestait en réponse à l'une des questions du test que nous avons employé. Il est indubitable que les femmes ont démontré, dans tous les pays, tant les délinquantes que les non délinquantes, une conception du monde étroite, domestique, liée au mariage et aux relations affectives, moins politiquement engagée que celle des hommes et des garçons qui faisaient aussi l'objet de notre étude. Cette observation s'applique aux délinquants et aux

non délinquants. L'une des questions du test portait sur "la décision la plus importante que l'on se souvient d'avoir prise au cours des quatre ou cinq dernières années de sa vie". En réponse à cette question, les jeunes filles mais encore bien davantage les femmes adultes, laissaient voir l'incapacité de se concevoir comme ayant quelque prise que ce soit sur la vie économique, sur la vie politique. Leurs réponses parlaient d'une fatalité, d'un manque de mobilité et de liberté. Dans un nombre considérable de cas, les réponses des jeunes filles et des femmes différaient très sensiblement (et statistiquement de façon significative) de celles des garçons et des hommes de leur âge, de leur groupe social et ethnique, en ce qui touchait le domaine de décision, l'aire d'autonomie, de mouvement, l'univers des projets et des aspirations. Certes, nous mesurons là ce qui a été construit par la socialisation, la reproduction des rôles et des aspirations est manifeste et notre recherche nous permet seulement d'affirmer que les femmes qui faisaient l'objet de notre étude, en France, en Belgique, en Pologne, en Hongrie, au Vénézuéla, en Colombie et au Canada, exprimaient en 1968, 1969 et 1970 le même désintérêt politique, la même absence de prise sur les structures économiques, la même incapacité à se mouvoir dans l'échelle occupationnelle ou même dans l'espace, que l'on a attribués à leurs devancières. Même sollicitées de dire ce qu'elles font quand elles sont libres de choisir, elles ne peuvent que répondre : "Je n'ai pas le choix". Ou encore "J'ai le choix entre deux types de servitude et de dépendance. Enseigner dans une école plutôt que dans une autre. Quitter un homme pour un autre. Garder des enfants en plus des miens. Agrandir la maison. Suivre le mari".

Suite à cette étude qui laisse entrevoir l'écart entre l'univers des hommes et celui des femmes, nous est apparue *la nécessité de paramètres différents pour mesurer la déviance de ceux-là et de celles-ci.*

Deux mesures de la déviance

[Retour à la table des matières](#)

Dans son article, “La déviance des femmes, une critique et une enquête”, Frances Heidensohn (1968) propose d'étudier la déviance féminine sur un continuum différent de celui qui sert à mesurer la déviance masculine et d'utiliser un paramètre qui ne peut être celui que l'on emploie lorsqu'on veut évaluer le comportement mâle.

Elle écrit :

“L'on approcherait le phénomène de la déviance .féminine de façon beaucoup plus significative si on l'étudiait en relation avec les rôles sexuels féminins dans leurs rapports avec la structure sociale plutôt que d'essayer de comprendre ce phénomène à partir des rôles masculins et de leur articulation à la structure sociale.

Il faudrait donc analyser les composantes de ce rôle féminin, chercher des ensembles de rôles alternatifs, les chances de jouer ces rôles particuliers à la femme...” (op. cit. p. 170)

Les auteurs prétendent, dit Heidensohn, que les préoccupations majeures des mâles dans notre société sont “occupationnelles et financières” alors que celles des femmes sont “sexuelles”, *d'où les différences que l'on peut observer dans les patrons de déviance.*

Cependant, continue Heidensohn, ces auteurs néo-fonctionnalistes ont l'air d'ignorer que les réalités empiriques à propos de la déviance des femmes, c'est-à-dire le chiffre et la nature de la criminalité des femmes, démontrent statistiquement que *la criminalité féminine la plus fréquente est le VOL comme dans le cas des hommes*, et que les délits sexuels sont devenus au cours des dix dernières années une sorte de résultat des préoccupations des adultes en vue de protéger les adolescentes contre des activités sexuelles prémaritales ou précoces. En somme, *la criminalité des femmes, tout comme celle des hommes, est une criminalité acquisitive.* Mais les hommes VEULENT

CROIRE ET FAIRE CROIRE QUE C'EST UNE DÉVIANCE SEXUELLE.

Frances Héidensohn aurait dû ajouter qu'un peu partout dans le monde, les délits sexuels se font de moins en moins nombreux et cela, pour les deux sexes, en tout cas dans les rapports officiels de la criminalité.

Résumé et conclusion

[Retour à la table des matières](#)

La criminologie du XVIIIe siècle n'avait rien à dire sur la femme. Depuis la seconde moitié du XIXe siècle jusqu'aux années 1970, les essais d'explication de la criminalité féminine et de sa spécificité ont connu toutes sortes d'avatars. Ces vicissitudes ne sont pas bien terribles lorsqu'on les replace dans le contexte scientifique des époques auxquelles elles appartiennent. Lombroso, par exemple, n'a pas été moins limité dans ses explications de la criminalité masculine qu'il diagnostiquait et prédisait à partir du volume de la boîte crânienne des prisonniers italiens, que dans son hypothèse quant à la prostitution. Ce n'est là qu'un des nombreux exemples qu'il faudrait donner pour bien montrer que les explications touchant la criminalité des femmes ont été contaminées par ce qui pollue aussi les théories sur la criminalité des hommes.

Cependant, en ce qui a trait aux femmes délinquantes, d'autres sources de contamination de la pensée scientifique se rencontrent à tous les virages. On trouve des stéréotypes et des visions axés sur les exigences de la division du travail prévalant aux époques où ces théories étaient avancées.

On a vu deux exemples de stéréotypes : les études sur la criminalité féminine ont versé dans la redondance et le tautologisme tant que les auteurs ont parcouru obstinément le cercle vicieux qui consiste à prétendre que la force et l'impétuosité sexuelles sont les réservoirs de l'activité criminelle et que la femme est née “frigide” ou “passive”.

Cette conception mâle du crime et cette vision masculine des femmes n'avançaient guère l'analyse. De leur côté, les psychologues masculins qui s'entêtaient à décrire la femme comme “naturellement” apte à tromper et “naturellement” capable de dissimuler ses actions criminelles croyaient retrouver la confirmation de leurs hypothèses dans la réalité des statistiques officielles.

Pour éviter les raisonnements circulaires, il fallait s'attaquer aux définitions et en retracer l'origine.

L'origine des codes pénaux et de leurs provisions différenciées selon le sexe contribue à démêler l'écheveau des explications contradictoires en montrant comment les lois elles-mêmes favorisent l'instauration de différences qu'on retrouve ensuite dans les comptes officiels et comment les pratiques de contrôle diffèrent selon les pays. L'étude de la perception de soi des femmes et surtout de leur univers de référence éclaire d'une lumière nouvelle leur immobilité professionnelle et leur absence des lieux de pouvoir politique et économique. Enfin, la critique du paramètre de la déviance fait avancer le débat et contribue à une certaine rupture épistémologique puisqu'elle nous invite à une re-définition de la déviance selon deux mesures, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes. Les normes et modèles que l'on impose aux premiers n'étant pas ceux que l'on impose aux deuxièmes, leur déviance respective même exprimée en des actions semblables ne sera pas mesurée de façon identique.

Ces pistes explicatives seront reprises dans notre chapitre final. De nouvelles propositions seront étudiées. Chez les femmes, le refus des normes, l'aliénation se traduisent peut-être par la toxicomanie, le suicide, la victimalité, la folie, la complicité, la maladie physique ?

Nous poursuivrons au chapitre V l'analyse des théories en nous attaquant aux plus récentes, celles des dernières vingt années y compris celles que proposent à notre attention les criminologies nouvelles et radicales.

Mais, dans un premier temps, il nous faut regarder attentivement et d'un œil critique quelle partie de la déviance des femmes est officialisée comme crimes, quelle gravité ou absence de dangerosité le sys-

tème pénal reconnaît à cette déviance, comment il la sanctionne. Du même coup, nous serons amenés à nous demander laquelle est oubliée et laquelle, même retenue, n'est finalement pas sanctionnée.

LA FEMME ET LE CRIME

Chapitre II

La criminalité des femmes adultes au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre pourrait s'intituler : *Des chiffres et des faits*. En effet, le moment est venu de faire l'inventaire des données dont on dispose pour décrire la criminalité féminine.

Sans doute faut-il rappeler les questions les plus courantes et examiner les affirmations qu'elles sous-tendent.

Une première série de questions

1. Quelle place occupent les femmes criminelles parmi les accusés et les condamnés ?
2. Quel genre de crimes les femmes commettent-elles surtout ?
3. Est-il vrai que les femmes sont traitées moins durement que les hommes pour des crimes analogues ?
4. Qui sont les femmes criminelles ? quel est leur âge, leur statut social et civil, leur éducation, leur occupation ?

5. Qui sont les femmes incarcérées dans les prisons et pénitenciers du Canada ? pour quels crimes les a-t-on emprisonnées ?
6. La criminalité des femmes a-t-elle beaucoup augmenté ?
7. Est-il exact qu'elle augmente à un rythme plus rapide que celle des hommes ?
8. La “nature” de la criminalité des femmes change-t-elle avec l'évolution de la condition féminine ?

Voilà les principales questions auxquelles on nous demande souvent d'apporter des réponses rapides et limpides.

Une deuxième série de questions

Mais ces questions apparemment simples et légitimes sont, en fait, remplies de traquenards. Au nombre des pièges qu'elles recèlent, il en est qui tiennent de l'épistémologie, c'est-à-dire du sens, de la définition même des phénomènes. En effet, on ne peut s'engager dans la recherche des dimensions d'un problème social sans l'avoir bien circonscrit et sans être au fait des définitions qu'utilisent ceux qui sont chargés de le mesurer, c'est-à-dire les législateurs, les services de police, les tribunaux. Aux yeux de ces derniers, qui sont les criminels et qu'est-ce qu'un crime ? les crimes sont-ils tous également graves ? rapportés avec une égale fidélité ? punis avec une égale sévérité ?

Les définitions du crime et du criminel utilisées par les agences de contrôle social se prolongent et prennent tout leur sens le moment venu de classer les offenses. Quelle est la gravité des crimes exprimée par ces classements ?

Les catégories utilisées par les services de police dans leurs rapports statistiques correspondent-elles aux typologies retenues par les tribunaux pour classer les condamnés ? Les pénitenciers et prisons répartissent-ils leurs résidents selon les mêmes critères ? Ces critères (gravité du crime, nature, récidive) ont-ils quelque utilité et quelque

signification lorsqu'on les applique aux femmes criminelles ? Nous permettent-ils de comprendre un peu mieux qui sont ces personnes ?

Sinon, quelles sont les données, autres que les statistiques de la police, des tribunaux et des institutions pénales, qui nous permettraient d'analyser les illégalités commises par des femmes et de mieux connaître leurs auteurs ?

En somme, pouvons-nous répondre aux questions telles que posées ? Quelle est la valeur et le sens des statistiques criminelles que nous utiliserons dans ce chapitre ? À quelles questions répondent-elles ?

Le débat sur les chiffres...

On l'a assez souvent répété - ou plutôt : on ne le répétera jamais assez : LES STATISTIQUES CRIMINELLES NE SONT PAS LA MESURE DES ILLÉGALITÉS, et de plus, comme nous le rappelions au chapitre précédent, certains auteurs prétendent que la criminalité féminine échappe au contrôle pénal dans des proportions plus considérables que la criminalité masculine) Si les savants calculs élaborés à travers les études de criminalité auto-rapportée par les hommes ou suite aux enquêtes sur les victimes de crimes permettent de flairer les dimensions du “chiffre noir” de la criminalité masculine, ces méthodes d'enquête ont-elles des effets identiques à propos de la criminalité des femmes ? Les victimes de femmes criminelles, les hommes en particulier, dévoileront-ils les méfaits dont ils ont fait l'objet lorsque leur agresseur est une femme ... ?

Ces données, les statistiques criminelles, ont fait l'objet de plusieurs débats. On a dit d'elles beaucoup de mal.

La critique de la critique

La “réalité criminelle”, à supposer qu'il existe une telle chose en dehors de la perception éthique et légale qu'en ont législateurs et citoyens, est, par le fait même de sa définition, aussi cachée que possible. Sa clandestinité étant le produit inévitable de sa définition juridique qui en fait un acte prohibé, on aurait mauvaise grâce à se plaindre

de ce qu'elle est clandestine... Mais, direz-vous, nous savons tous que l'activité illégale est clandestine. Ce que nous exigeons, c'est que les services de contrôle, les policiers, découvrent ces actions clandestines, arrêtent les infracteurs, que les tribunaux sévissent contre les délinquants, et que tout cela nous soit rapporté fidèlement, intelligemment, complètement de façon à satisfaire notre curiosité, nos recherches, ou notre besoin de sécurité. Cependant, au moment même où nous tenons ces propos, une sorte de décriminalisation de facto de l'usage des drogues douces s'opère dans notre pays, rendant bien difficile la tâche des policiers. De toute façon, si la police tentait de faire respecter la lettre de la loi, elle devrait inculper plus d'un million de Canadiens chaque année, ce qui défie le sens commun. On peut dire la même chose de l'avortement non thérapeutique, à propos duquel les normes légales ne jouissent pas d'un appui consensuel au Canada, et de la consommation de boissons alcooliques par les 16 et 17 ans, etc... Non seulement les actes illégaux sont cachés, occultes, relégués à un contre-monde, mais notre société connaît des périodes de flottement moral qui rendent impossible la répression automatique de plusieurs crimes. Peut-être s'en trouve-t-il parmi nous qui, tout en lisant ces lignes, sont préoccupés des moyens à prendre pour éviter que leur fils, ami ou neveu compare devant un juge et soit déclaré jeune délinquant suite à un délit. Ils se disent : "comme c'est un bon garçon" et "qu'on peut compter sur la famille" n'y aurait-il pas lieu d'étouffer toute l'affaire... ? Ainsi, nous, les citoyens, exigeons de la police qu'elle contrôle les délinquants mais pas tous.

D'autre part, les services de police et les tribunaux n'existent pas pour l'agrément des chercheurs universitaires. L'administration de la justice constitue une bureaucratie énorme, coûteuse, qui doit rendre compte de ses opérations aux contribuables.

Résumons donc quelques-uns des obstacles qui s'opposent à ce que les forces policières connaissent ou répriment toutes les infractions : l'habileté des criminels à dissimuler leurs méfaits, l'absence de corps policiers ou d'effectifs suffisants, le fait que certains crimes n'ont pas de victimes ou que celles-ci préfèrent garder le silence, l'absence de consensus dans la population et même chez les gouvernants touchant la nécessité qu'il y a à réprimer certaines conduites, la corruption policière, le défaitisme des agents de contrôle social qui perçoivent que

les arrestations qu'ils opèrent ne sont pas suivies de condamnations, etc...

Cette liste de “bonnes raisons” empêchant que la répression ne s'attaque à toute la criminalité pourrait s'étendre encore. Sa longueur explique, en partie, que pour certaines conduites criminelles on soupçonne le nombre des délinquants réels d'être égal à 100 fois le nombre des délinquants connus.

Reformulation des questions

La question qu'il convient de se poser en regard des statistiques criminelles n'en est pas une qui touche leur correspondance avec une réalité criminelle imaginée par nous ou pressentie par d'autres méthodes d'enquête. Comme l'explique P. Robert (1977), “l'antécédent de la naissance statistique d'un fait n'est pas sa commission. Il n'y a même pas de liaison directe entre la commission d'un crime et son enregistrement statistique” Entre les deux se place “la reportabilité d'un fait, elle-même fonction de sa visibilité et de son “renvoi” c'est-à-dire de la force de la motivation qui pousse quelqu'un à se saisir de ce fait pour le porter à la connaissance de la police ou pour inculper un suspect (p. 5).

Disons-le carrément : pour nous, les statistiques policières, judiciaires et pénales que nous utilisons abondamment dans cette étude sont *des représentations sociales des activités de la police, des tribunaux, des prisons et autres organes de contrôle social et pénal, ou de cette partie de leurs activités que ces institutions veulent et peuvent porter à la connaissance des bureaucraties gouvernementales et du public en général.*

Nous passons donc d'une conception des statistiques criminelles en tant que mesure de la criminalité à une tout autre notion : ce qui nous intéresse *dans les statistiques criminelles, c'est LA MESURE ELLE-MÊME.* Notre étude porte sur *la façon dont les femmes criminelles sont représentées dans les rapports officiels.* Dans cette mesure, en effet, des régularités, des constantes, des contrastes, des écarts témoignent éloquemment de la place qu'occupent les femmes non seulement dans la criminalité mais dans la structure sociale tout entière.

Il nous faut maintenant re-situer dans le cadre d'une interprétation réaliste et critique de la valeur et de la portée des statistiques criminelles les huit questions par lesquelles s'ouvrait ce chapitre.

1. Quelle place occupent les femmes criminelles parmi les accusés et les condamnés ?

Cette question a le désavantage d'introduire le qualificatif "criminelles" avant qu'on ait établi à quel niveau, pourquoi, par qui et comment quelqu'un est jugé criminel. Parlons d'abord des niveaux. La majorité des criminologues s'entendent pour désigner du nom de criminelles les personnes condamnées mais non les accusés. En ce qui touche aux actions qui sont traitées comme criminelles, plusieurs pays réservent l'étiquette "crimes" aux affaires graves et qualifient d'actes de délinquance les illégalités banales. Là ne s'arrêtent pas les distinctions. Les criminologues d'orientation juridico-pénale seront à peu près satisfaits des observations qui précèdent mais les cliniciens diront que les distinctions fondamentales entre criminels et non criminels ne se fondent pas en droit mais dans la personnalité du criminel et son passé délictuel. Pour ces derniers, l'étiquette de criminel doit être réservée à ceux qui répètent des crimes graves, à ces personnes dangereusement orientées psychologiquement vers les conduites antisociales. C'est suite à un diagnostic différentiel qu'on est traité de criminel et comme un criminel...

Évitons donc de préjuger de la question car cela nous amènerait à décider a priori de la gravité des illégalités dont les femmes sont trouvées coupables, ou de leur dangerosité psychosociale, et reformulons la première interrogation de la façon suivante :

Quelle place occupent les femmes parmi les accusés et les condamnés ?

2. Quel genre de crimes les femmes commettent-elles surtout ?

Nul ne connaît la réponse à la question ainsi formulée. Nous l'avons rappelé plus tôt : le chiffre noir de la criminalité, s'il a fait l'objet d'études par le biais d'enquêtes de criminalité auto-révélee, de son-

dages et d'entrevues auprès des victimes de crimes, demeure noir. Nous soupçonnons qu'il est encore plus noir dans le cas des femmes ou, si l'on veut, qu'une proportion plus grande de leurs délits échappe à l'attention des agences de répression.

Dans l'enquête de Wallerstein et Wyle (1947), 89 pour cent des hommes et 83 pour cent des femmes admettaient avoir commis de petits vols alors que les statistiques officielles faisaient état de 6 hommes contre 1 femme arrêtés pour ce délit, en 1953, aux États-Unis. Dans la même enquête, on trouvait 4 fois plus d'hommes que de femmes qui se confessaient de vols à main armée, mais la police n'arrêtait qu'une femme ² pour 46 hommes. De façon plus générale, des 1,020 hommes et 678 femmes qui faisaient partie de l'enquête, 91 pour cent admettaient s'être rendus coupables de crimes graves et moins graves et la différence entre hommes et femmes n'était pas significative.

Cependant, les enquêtes de criminalité auto-révélee, tout utiles qu'elles soient pour nous aider à faire la critique des chiffres officiels ou en tout cas à les mettre en question, ne sont pas elles-mêmes exemptes de problèmes de méthode et de définition. Faut-il croire les gens qui consentent à révéler leur conduite illégale sous le couvert de l'anonymat ? Se confessent-ils de tentative criminelle ? ou de complicité ? ou de délits ou d'intentions ? Certains ne s'amuse-t-ils pas à tromper les enquêteurs sur la quantité et la gravité de leurs actes illégaux ? Tous les répondants comprennent-ils également bien les questions et les définitions ? comment s'en assurer ?

Certains auteurs se sont longuement intéressés aux différences entre les deux sexes dans la révélation de certains problèmes personnels, notamment les difficultés psychiatriques. On a fait l'hypothèse que les femmes parlaient plus facilement que les hommes de leurs problèmes psychologiques, affectifs et de leurs maladies en général, ce qui semble rencontrer des données d'observation courante ! Mais cette attitude se retrouve-t-elle à propos des conduites délinquantes ou doit-on faire

² Certains crimes, cependant, semblent attirer les foudres de la police sur les femmes : ce sont les voies de fait graves. Alors que les statistiques des arrestations rapportent 5 hommes contre 1 femme, l'enquête parle de 9 hommes pour 1 femme.

l'hypothèse contraire à l'effet que ces conduites n'étant pas culturellement féminines, les femmes auraient au contraire tendance à les sous-rapporter ? auquel cas les résultats des enquêtes de criminalité auto-révélée devraient être corrigés à la hausse dans le cas des femmes.

Faisons-en notre deuil : la criminalité des femmes, la vraie, personne ne la connaît. Aucune société ne peut espérer prohiber des conduites, d'une part, et les connaître dans leur totalité, d'autre part. Au surplus, les sociétés qui définissent la femme comme passive, peu agressive, doivent s'attendre à ce que les agences de contrôle social et les femmes elles-mêmes reproduisent ces images à la fois dans leur comportement et dans les stéréotypes qui marquent leur rapport avec les institutions sociales.

Comment faut-il donc reformuler la question ?

Les données dont nous disposons portant sur des personnes *accusées, condamnées et incarcérées*, il nous est possible de nous demander non pas quelle est, en général, la criminalité des femmes mais :

Pour quelles infractions les femmes sont-elles accusées, condamnées et incarcérées ?

Dans quelle catégorie de crimes retrouve-t-on surtout les femmes accusées, condamnées et incarcérées ?

La structure de cette "criminalité" officialisée chez les femmes ressemble-t-elle à celle que les policiers, les juges "officialisent" chez les hommes ?

3. Est-il vrai que les femmes sont traitées moins durement que les hommes pour des crimes analogues ?

Il n'est pas non plus possible de répondre à la question 3 telle que formulée, sauf pour ce qui a trait à l'homicide.

Les statistiques criminelles sont des agrégats, des ensembles desquels on ne peut détacher un suspect ou un condamné afin de voir si sa sentence varie selon le sexe et si cette variable est déterminante.

Les rapports qui pourraient nous être de quelque utilité dans l'analyse différenciée des sanctions sont ceux des tribunaux qui font état des sentences imposées. Comme on le verra un peu plus loin, les femmes condamnées reçoivent, en fait, des sentences notoirement moins lourdes que les hommes mais des problèmes techniques rendent la comparaison des crimes difficile.

4. Qui sont les femmes criminelles ? quel est leur âge, leur statut civil, leur éducation, leur occupation ?

Outre le problème de définition qui plane toujours autour du mot “criminelles” - (allons-nous réserver cette épithète aux auteurs de crimes graves, par exemple les crimes commis avec violence contre les personnes, ou l'étendre à toutes les condamnées ?), nous rencontrons ici plusieurs obstacles provenant des limites des mêmes données. Les statistiques des corps de police n'analysent les accusés que selon deux variables : le sexe et le groupe d'âge (adulte ou juvénile). Les statistiques judiciaires tiennent compte de l'état marital, de l'âge, de l'occupation et du niveau éducationnel des condamnés mais ces variables ne sont pas découpées selon le sexe. Les statistiques des institutions pénales ont des tableaux à entrées multiples où il est possible de tenir compte du sexe et des variables socio-éductionnelles, mais les détenus s'abstiennent massivement de répondre à ces questions et les institutions pénales négligent couramment d'enregistrer ces informations.

5. Qui sont les femmes incarcérées dans les prisons et pénitenciers du Canada ?

Les seules statistiques utilisables en réponse à cette question sont évidemment celles des établissements correctionnels pour le niveau fédéral. On peut y ajouter celles des provinces pour ce qui touche aux détenues qui purgent des peines de 2 ans et moins.

Le silence que nous avons relevé plus haut, en discutant de la question 4, à propos du statut civil des détenus, de leur emploi avant l'incarcération, etc... est assez scandaleux. Il est difficile de comprendre pourquoi les institutions qui disposent de lourds dossiers sur leurs pensionnaires ne réussissent pas à décrire convenablement leur population. D'autre part, dans ces rapports de style administratif, les entrées et les sorties des détenus et la capacité des institutions occupent la majorité de l'espace.

Les caractéristiques dont il nous sera possible de discuter, encore qu'incomplètement, demeurent : l'âge, la récidive, l'usage d'alcool et de drogues.

La question reformulée de façon opérationnelle serait donc : *quelles sont les caractéristiques personnelles et sociales dont font état les rapports des établissements correctionnels ?*

6. *La criminalité des femmes a-t-elle beaucoup augmenté ?*

Il devient évident que la reformulation de cette question doit tenir compte de la critique des sources déjà faite à propos des questions précédentes et de la définition du phénomène. Ce que

nous étudions, c'est *la place qu'occupent les femmes parmi les accusés, les condamnés et les détenus*. La question doit donc se lire :

Les femmes représentent-elles une plus grande proportion des accusés, des détenus, au cours des années ? Quel pourcentage des accusés et des condamnés sont des femmes, depuis 20 ans ?

Cependant, dans l'hypothèse (improbable) où la criminalité des hommes aurait diminué de façon absolue ou même relativement à l'augmentation démographique, la criminalité des femmes mesurée pourcentuellement pourrait sembler augmenter alors qu'elle demeurerait stable ou même diminuerait.

Il nous faut donc compléter notre question :

Cette augmentation pourcentuelle des femmes parmi les accusés et les condamnés (si elle existe) représente-t-elle une augmentation vé-

ritable c'est-à-dire une augmentation supérieure à l'augmentation démographique et non concurrente à une diminution de la criminalité masculine ?

7. Est-il exact qu'elle augmente plus rapidement que celle des hommes ?

Compte tenu de la reformulation de la première et de la sixième questions, il est possible de mesurer *l'augmentation du nombre des femmes accusées, condamnées et incarcérées et de la comparer à celle des hommes.*

8. La “nature” de la criminalité des femmes change-t-elle avec l'évolution de la condition féminine ?

Les pièges déjà notés à propos des questions antérieures se trouvent ici multipliés par le dernier membre de phrase qui nous oblige à définir opérationnellement l'évolution de la condition féminine et à la dater...

En appliquant les remarques antérieures et les précautions auxquelles nous obligent le nouveau sujet d'étude ainsi introduit, on devrait lire :

Les infractions dont on accuse les femmes et celles pour lesquelles on les condamne et les incarcère ont-elles varié depuis dix ou vingt ans ?

Si oui, peut-on faire l'hypothèse que ce changement est parallèle à celui que connaît la condition de la femme, marquée en particulier par la révolution industrielle et la contraception ?

Quels chiffres ... ?

Pour une large part, dans ce chapitre en particulier, nous utiliserons les statistiques officielles sur la criminalité. Mais de quelles statistiques officielles s'agit-il ?

Il s'agit de rapports colligés par la Division de la statistique judiciaire de Statistique Canada. Plusieurs raisons militent en faveur de

l'utilisation de cette banque centrale de données, dans le cas qui nous occupe. En effet, s'il est vrai que les provinces et les municipalités peuvent se donner, et se donnent en fait, des lois à caractère pénal et qu'elles colligent les infractions à leurs niveaux, il n'est pas moins vrai que c'est au parlement fédéral qu'il appartient, en vertu de la constitution canadienne, de créer et d'amender le code pénal et certaines lois dont l'administration relève de contentieux fédéraux. De plus, un réseau d'institutions à caractère pénal, les pénitenciers, relève de la juridiction exclusive du gouvernement fédéral.

Trois autres raisons péremptoires nous contraignent à recourir aux statistiques fédérales sur la criminalité. La première : c'est un portrait de la criminalité des femmes à l'échelle du pays tout entier que nous souhaitons tracer. La seconde : des complexités juridictionnelles font se recouper les forces policières et l'administration même des tribunaux est partagée entre plusieurs niveaux inter-reliés. Plusieurs corps de police, par exemple, œuvrent sur un même territoire. Les données colligées au plus haut niveau embrassent généralement celles des niveaux régionaux et locaux. Enfin, en principe, les agences locales, tant policières que judiciaires, font suivre leurs rapports au bureau fédéral de la statistique mais l'inverse n'est pas nécessairement vrai.

Nous utiliserons donc les données colligées par le bureau fédéral de la statistique judiciaire.

Mais n'y a-t-il pas de sérieux désavantages à chercher dans une reconstitution à l'échelle nationale le portrait de faits qui se produisent à des milliers de milles des bureaux gouvernementaux qui en feront la compilation et qui ne seront retransmis à ces organes fédéraux qu'à travers de nombreux intermédiaires ?

Ces désavantages de la centralisation, de la présence d'intermédiaires dans la chaîne de transmission des données, pour ne pas parler des rivalités entre les corps de police et des conflits entre les différents niveaux de gouvernement nous poseront toutes sortes de problèmes. Mais dans l'ensemble, ces inconvénients sont inférieurs aux avantages que nous trouvons aux statistiques compilées à l'échelle nationale.

Les rapports que nous utiliserons sont des publications annuelles éditées par Information Canada, l'éditeur officiel du gouvernement central.

Les six publications auxquelles nous recourrons surtout sont les suivantes :

1. les statistiques des différents corps de police. Les plus récentes s'intitulent : *Statistiques de la criminalité et de l'application des règlements de la circulation* ;
2. les statistiques des tribunaux pour adultes, intitulées : *Statistique de la criminalité* ;
3. les rapports des institutions pénales pour adultes qui portent le titre : *Statistique des établissements correctionnels* ;
4. les rapports intitulés : *La statistique de l'homicide* ;
5. les statistiques portant sur les jeunes qui comparaissent devant les tribunaux pour mineurs. Ce sont les rapports intitulés : *Jeunes délinquants*,
6. les rapports portant sur *Les établissements de protection de la jeunesse*.

Ce sont les quatre premières sources de données énumérées plus haut que nous utiliserons surtout dans ce chapitre sur les femmes adultes criminelles.

En plus de ses publications annuelles, la Division judiciaire de Statistique Canada produit certains rapports ponctuels et de synthèse, en particulier sur l'homicide, que nous utiliserons également dans le présent chapitre.

L'importance très relative des nombres absolus

Dans cette étude sur la criminalité des femmes adultes et la délinquance des jeunes filles au Canada, c'est *la proportion* des femmes accusées et condamnées et des filles déclarées délinquantes, c'est l'importance ou l'insignifiance *du rapport des femmes à l'ensemble du phénomène tel que mesuré* qui nous intéresse. L'absence de concordance entre les statistiques criminelles et la “réalité criminelle” n'est pas un obstacle à cette étude.

D'autres auteurs, on l'a vu, sont préoccupés par la fiabilité de la mesure qu'ils utilisent pour appréhender un phénomène. Certains chercheront la criminalité cachée et c'est là un objet d'étude tout à fait valable.

Dans le cadre de cette analyse, ce n'est pas la place tenue par les femmes accusées et condamnées dans une criminalité imaginée ou même “réelle” qui nous importe. *C'est la mesure officielle de la criminalité des femmes en regard de la mesure officielle de la criminalité des hommes.*

Des niveaux en entonnoir

Certains auteurs, parlant des données colligées aux différents niveaux du système pénal et du tamisage auquel elles sont soumises à chaque niveau et entre deux niveaux, décrivent ce processus comme “un entonnoir en cascades” (Robert, 1977).

Il est important de saisir comment s'opère ce tamisage et quelles en sont les proportions aux différents paliers du système pénal.

Commençons avec le niveau policier, celui des arrestations et des accusations, puisque c'est le premier. En 1975, les statistiques de la police ³ font état de 1,679,954 affaires rapportées à la police ou

³ *Statistique de la criminalité et des règlements de la circulation, (police), 1975, tableau 2, pp. 2-3.*

connues d'elle, touchant les seules infractions au code criminel ⁴. Cependant, cette même année, seules 329,260 affaires donnaient lieu à des accusations impliquant 345,099 personnes. C'est donc dire, toutes choses étant égales d'ailleurs, et en précisant qu'il ne s'agit pas nécessairement des mêmes personnes et des mêmes affaires, que les différents corps de police disposent à leur niveau et dans leurs bureaux de 80% des affaires qu'ils connaissent. Ces affaires disparaissent à jamais du flot pénal.

C'est là, on l'admettra sans peine, une proportion considérable, pour ne pas dire énorme. Certes, les pays qui se sont inspirés du "common law" britannique laissent beaucoup de discrétion à leurs corps policiers. Mais quand la discrétion s'étend aux quatre cinquièmes des affaires, on se demande s'il ne faut pas plutôt parler de pouvoir policier.

D'autres éclusages se produisent à d'autres niveaux du système pénal. Les tribunaux acquittent, condamnent, libèrent sans condition ou avec condition ; les commissions de libération accordent ou refusent aux détenus de purger une partie de leur peine hors prison ; les maisons de détention elles-mêmes appliquent plus ou moins libéralement des lois de congé temporaire. Les proportions et les modalités de ces éclusages mériteraient aussi d'être étudiées.

Cependant, ce qui retient l'attention dans le filtrage qui s'opère au niveau de la police, c'est, outre la proportion des affaires en dérive, le *silence* dont les statistiques entourent les disparus.

Si le silence des statistiques policières peut s'interpréter favorablement à propos des affaires non fondées (encore qu'on aimerait sûrement connaître le sexe des plaignants), passé cette étape on aurait raison de souhaiter que les corps policiers rendent des comptes plus explicites aux citoyens.

Loin de nous le désir de faire porter l'odieux d'un procès pénal à un plus grand nombre de citoyens ! Au Canada, on pourrait et devrait

⁴ Les infractions criminelles, au Canada, découlent soit du Code criminel, soit des autres lois fédérales ou des lois provinciales ou municipales.

supprimer 90% des motifs d'inculpation. Les infractions pénales se chiffrent par dizaines de milliers dans ce pays. Elles ont depuis longtemps dépassé le seuil de l'«obéissable». Nul ne peut se soumettre à toutes ces lois. Plusieurs chefs d'accusation devraient être abolis. D'autre part, s'il se trouve, parmi les auteurs réels de crimes qu'on doit continuer de définir comme tels, des délinquants qui réussissent à échapper à l'infamie d'un procès pénal grâce à la compréhension des agents de contrôle, on ne peut que s'en réjouir. Ce qui n'est ni souhaitable ni normal, c'est que les décisions prises par les policiers et les filtrages qu'ils opèrent soient à l'abri de tout le processus de critique démocratique, et que les gouvernants et les citoyens en ignorent les motifs et les modalités.

Les personnes qui s'intéressent à la criminalité féminine, par exemple, auraient toutes les raisons de souhaiter disposer de données raisonnables touchant à tout le moins *toutes les affaires classées*, autant celles qui *ne sont pas suivies d'accusations* que celles qui le sont. Le sexe des personnes que la police renonce à poursuivre est une donnée de recherche essentielle ; des informations quant au sexe des plaignants qui retirent leurs plaintes auraient contribué à éclairer puissamment de nombreuses études sur le viol, par exemple ; les raisons précises qui décident la police à ne pas poursuivre constituent un objet précieux d'étude et un instrument de politique pénale, dans les pays où cette information est accessible.

C'est dans le silence le plus total - silence des statistiques officielles en tout cas - que s'opère le filtrage des suspects au Canada. Une fois devant le tribunal, les accusés semblent faire l'objet de comptes plus minutieux, selon l'âge, le sexe, le statut socio-occupationnel, etc... Mais l'on verra que là encore, rien n'est simple.

LES FEMMES PARMİ LES ACCUSÉS

[Retour à la table des matières](#)

Quelle proportion des accusés étaient des femmes, en 1975 (1) ? Dans les statistiques de la police, les accusés sont répartis non seulement par sexe mais par groupes d'âge, c'est-à-dire entre adultes et juvéniles. Dans cette division quadripartite, les femmes et les jeunes filles représentent respectivement 9% et 2% de l'ensemble des personnes accusées selon les divers types de lois, comme le montre le tableau 3.

Tableau 3

Répartition pourcentuelle des personnes accusées par la police, selon le sexe et le groupe d'âge (adulte et juvénile), pour toutes les lois, Canada, 1975 *

[Retour à la table des matières](#)

	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
% moyen	78.68	8.99	10.42	1.91	100.00

* Dernière année pour laquelle nous disposons de données complètes.

Source : *Statistique de la criminalité et des règlements de la circulation*, (police), Tableau 2. Pourcentages arrondis à la deuxième décimale. Cette remarque vaut pour tous les pourcentages.

Comme on le voit au tableau 3, quand toutes les lois sont prises en considération, le rôle des femmes adultes et des filles est peu important : 8.99% pour les premières et 1.91 % pour les secondes. Des données préliminaires pour 1976 permettent de constater que ces proportions, bien que très légèrement à la hausse, se maintiennent en dessous de 10%, pour les femmes adultes 9.17% et de 2.0% pour les jeunes filles.

Mais nous aurons l'occasion d'étudier la délinquance des jeunes filles au Canada dans un chapitre ultérieur. Voyons donc maintenant de plus près ce qui concerne les femmes adultes. De quoi sont-elles accusées surtout ? Pour le savoir, il nous faut décomposer les pourcentages cités au tableau 3 selon les types de lois : code criminel, lois fédérales, lois provinciales, lois municipales.

Commençons notre étude avec les infractions au code criminel. Les classifications utilisées récemment dans la Déclaration uniforme de la criminalité qu'ont adoptée les différents corps de police, comportent trois grandes catégories pour ce qui a trait au code criminel : les crimes de violence, les crimes contre la propriété, les autres crimes. Bien qu'insuffisamment détaillée, cette typologie permet déjà d'observer des différences dans la distribution des accusations selon le sexe. C'est ce qu'illustre le tableau 4, qu'il faut lire verticalement.

Tableau 4

Pourcentage des personnes adultes accusées d'infractions au code criminel seulement, selon le sexe et par catégories d'offenses, Canada, 1975 *

[Retour à la table des matières](#)

	HOMMES	FEMMES
Crimes de violence contre les personnes	16.76	8.98
Crimes contre la propriété	48.18	64.91
Autres crimes	35.06	26.11
TOTAL	100.00	100.00

* Source : *Statistique de la criminalité et des règlements de la circulation*, (police), Tableau 2, p. 2-1, Canada, 1975.

Si l'on s'en tient aux grandes catégories d'actes criminels proposées par les statistiques policières, les deux tiers des femmes accusées par la police d'infractions au code criminel sont inculpées de crimes contre la propriété. Chez les hommes, les crimes contre la propriété occupent moins de place : ils n'expliquent que la moitié des accusations. Deux fois moins de femmes que d'hommes sont accusées de

crimes de violence, proportionnellement, en rapport avec le code criminel et selon cette classification.

La place laissée aux “autres crimes” dans cette typologie est beaucoup trop considérable. Méthodologiquement, une catégorie résiduelle ne devrait pas contenir plus de 10% des faits que l'on distribue en catégories. Lorsque les “autres” atteignent 25% ou 30% des infractions, comme c'est le cas ici, c'est que les catégories élaborées ne suffisent pas à exprimer convenablement la réalité que l'on veut décrire.

D'autre part, le code criminel dont il est question au tableau 4 n'est pas la seule source d'infractions, au Canada. Trois autres familles de lois créent des offenses à caractère pénal.

Si nous replaçons le code criminel dans cet ensemble et cessons de le considérer comme LA loi pénale, voici comment se distribuent les accusés, hommes et femmes.

Le tableau qui suit doit être lu verticalement.

Tableau 5

Nombre et pourcentage des personnes adultes accusées d'infractions à toutes les lois pénales, par sexe, Canada, 1975 *

[Retour à la table des matières](#)

	Hommes	% hommes	Femmes	% femmes
Code criminel	235,462	(41.54)	38,425	(59.33)
Lois fédérales drogues	39,650	(7.00)	4,292	(6.62)
Autres lois fédérales	18,417	(3.24)	1,550	(2.40)
Lois provinciales	249,803	(44.08)	17,537	(27.08)
Lois municipales	23,440	(4.14)	2,960	(4.57)
TOTAL GÉNÉRAL	566,772	(100.00)	64,764	(100.00)

* Source : *Statistique de la criminalité et des règlements de la circulation*, (police), Tableau 2, pages 2-1, 2-2, 2-3, 2-4, Canada, 1975.

Dans la distribution pourcentuelle des accusés selon les genres de lois, les femmes se retrouvent plus souvent que les hommes inculpés en vertu du code criminel (59.33%, chez les femmes, 41.54% chez les hommes). L'inverse se produit à propos des lois provinciales qui servent à incriminer près de la moitié des accusés masculins contre 27.08% des femmes.

Ces tableaux de synthèse sur le nombre et la répartition pourcentuelle des accusés selon les grandes familles de lois et les catégories d'infractions au code criminel nous laissent sur notre appétit.

De quels crimes “précis” les femmes sont-elles accusées ?

Quelles sont les infractions à partir desquelles la police porte des accusations contre elles ?

Il est relativement facile de répondre à cette question pour ce qui a trait aux infractions au code criminel ou en tout cas, pour une partie de celles-ci. Mais les statistiques policières ne sont pas très éloquentes le moment venu de parler des autres lois : fédérales, provinciales et municipales.

Voyons cependant ce qu'il est possible de tirer des chiffres publiés à propos des accusés d'infractions au code criminel.

Tableau 6

Les principales infractions et familles d'infractions au code criminel selon le nombre et le sexe des accusés, Canada, 1975 *

[Retour à la table des matières](#)

	HOMMES	FEMMES
Homicide	879	124
Crimes sexuels	3,467	44
Lésions corporelles	29,570	2,889
Vol qualifié	5,549	398
TOTAL : Crimes de violence contre les personnes	39,465	3,455
Pénétrer par effraction	30,381	1,098
Vol de véhicule moteur	11,412	458
Vol de plus de \$200	7,107	947
Vol de \$200 et moins	38,741	17,426
Recel	9,040	1,056
Fraudes	16,788	3,954
TOTAL : Crimes contre la propriété	113,469	24,939
Prostitution	696	2,372
Loteries et jeux de hasard	3,467	197
Armes offensives	6,733	
Autres offenses au code criminel	71,632	7,120
TOTAL : Autres crimes	82,528	10,301
TOTAL : Code criminel	235,462	38,425

* Source : *Statistique de la criminalité*, (police), Canada, 1975, Tableau 2, p. 2-1, 2-2.

Le tableau 6 énumère avec assez de précision les crimes des deux premières grandes catégories d'infractions au code criminel, *les crimes de violence* et *les crimes contre la propriété*. Ceux-ci sont décomposés en infractions ou groupes d'infractions qui épuisent les catégories sans résidu.

Tel n'est pas le cas pour la troisième catégorie. La “prostitution”, les “loteries et jeux de hasard”, le “port d'armes offensives” ne repré-

sentent que quelque 14,500 des 92,500 infractions de cette classe. On ne sait rien de la nature des 78,000 “autres”.

Le tableau 6 nous apprend cependant l'importance des accusations de crimes contre la propriété sans violence, dans le cas des femmes. En effet, à eux seuls, les “vols de \$200 et moins” représentent près de 50% de tous les crimes que les femmes commettent contre le code criminel. Si l'on ajoute les “fraudes”, les “recels”, les “vols de plus de \$200” aux précédents, cette délinquance économique sans violence représente 60% de toutes les infractions dont les femmes sont accusées en regard du code criminel. Parmi les accusés de petits vols sans violence (\$200 et moins), *un infracteur sur trois est une femme*. Parmi les auteurs de fraudes, *un sur cinq environ est une femme*.

Mais le tableau 6, malgré les quelques précisions qu'il nous apporte, laisse sans contenu 10,000 des accusations dont les femmes sont les objets, soit près du tiers.

Critique de la classification proposée par les statistiques policières et la Déclaration uniforme de la criminalité

Dans notre analyse de la présence des femmes parmi les accusés, nous avons utilisé jusqu'à maintenant les catégories sur lesquelles reposent les statistiques policières depuis quelques années, c'est-à-dire depuis que les différents corps policiers ont adopté des méthodes uniformes pour rapporter les crimes,

Ces catégories représentent un net progrès : elles aident le lecteur à dégager plus rapidement l'essentiel et en même temps constituent un début d'analyse des infractions aux lois autres que le code criminel.

Cependant, ce début de classification ne suffit pas et présente plusieurs inconvénients. En voici quelques-uns :

1. les catégories résiduelles, les “autres crimes”, pour toutes les législations, sont beaucoup trop considérables. L'énumération s'arrête après quelques infractions et laisse dans un paquet indifférenciable une quantité inacceptable de crimes ;

2. les catégories ne sont pas étanches. On se souvient que seules les infractions au code criminel sont réparties par familles de crimes (*contre la personne ou crimes de violence, contre la propriété avec et sans violence, "autres"*). Or, même à l'intérieur du code criminel, il se trouve dans la catégorie "autres" des offenses qui entreraient parfaitement dans les deux premières classes de crimes, soit contre les personnes et contre les biens. Mentionnons par exemple, l'"enlèvement", les "dommages intentionnels contre les biens", l'"incendie volontaire", etc. Le "port d'armes offensives" pourrait, selon les cas, être classé dans les crimes contre la propriété ou contre la personne. De plus, les autres lois, fédérales, provinciales et municipales comportent aussi des articles dont le contenu est tout à fait assimilable à l'un des groupes d'infractions du code criminel ;
3. les seules catégories déjà utilisées - crimes *de violence, crimes contre la propriété*, - sont simplistes, insuffisantes pour rendre compte de la réalité des infractions de notre époque. Elles ont le mérite de suivre à la lettre les grandes divisions du code criminel, Ce mérite est surtout sensible pour le policier qui doit savoir à quel article du code criminel se référer en dressant le procès-verbal d'une infraction. Mais même pour le policier, l'énormité de la catégorie "autres offenses au code criminel" est une source de confusion et de complications ;
4. les grandes "familles de lois" (code criminel, lois fédérales, etc...) constituent une catégorisation peu inventive. Ce qui les inspire, c'est sans doute la nécessité de bien distinguer les juridictions : fédérale, provinciale, municipale. Cette classification bureaucratique ressemble un peu aux premières tentatives d'organisation des connaissances touchant le corps humain, la vie et les organes : on parlait de la tête, du corps et des membres... Les notions de systèmes : nerveux, respiratoire, circulatoire, etc... transcendant les "parties" du corps ont représenté tout un progrès. Analogiquement, le souci de découvrir les grandes valeurs humaines, personnelles et collectives, que les différentes législations s'efforcent de protéger en -brandissant la menace de la répression serait plus fonctionnel, plus dynamique et plus si-

gnificatif que l'énumération des lois selon leur compétence juridictionnelle ;

5. les quelques références classificatoires proposées par le code criminel ou par les lois fédérales et provinciales sont non seulement vétustes mais révélatrices des limites de la répression. *La criminalité des affaires, les crimes écologiques* comme la pollution, *les crimes contre les collectivités* n'y sont pas titrés...

Dans un ouvrage de caractère technique (Bertrand, 1978 *), nous nous sommes efforcé d'appliquer une typologie nouvelle aux infractions pénales. Trois nouvelles classes d'infractions y apparaissent : *la criminalité des affaires, les infractions reliées à la circulation quelle qu'en soit la juridiction et les infractions contre la morale et l'ordre public*.

Toutes les infractions définies par toutes les compétences ont été incluses dans cette typologie, chaque fois qu'elles étaient suffisamment détaillées dans les statistiques policières pour qu'on puisse les identifier avec précision.

Nous avons ainsi réduit les “autres crimes” à 10% de l'ensemble de la criminalité.

Ce renouvellement de la nosologie criminelle, s'il s'impose de toute façon et doit être poursuivi, a-t-il quelque valeur spécifique pour notre étude ? Nous permet-il de mieux saisir qui sont les femmes accusées, de quoi elles sont accusées, et de dégager leur réalité de celle des hommes incriminés ?

Nous croyons que tel est le cas. Le tableau qui suit, construit avec la nouvelle classification, en témoigne. Les données préliminaires

* C'est sur la recommandation du directeur de la Division de la Statistique judiciaire, Paul Reed, de Statistique Canada, que nous avons appliqué cette grille classificatoire à nos données, d'abord dans une monographie sur la femme criminelle écrite pour le compte de Statistique Canada. On trouve d'ailleurs, dans cette monographie à paraître en langue anglaise, une analyse plus élaborée de la place occupée par les femmes parmi les accusés, les condamnés et les détenus, au Canada, de 1880 à 1976.

touchant les personnes accusées en 1976 étaient suffisamment explicites pour permettre, pour la première fois, l'application d'une grille plus logique et d'une classification qui embrasse la très grande majorité des accusations.

Tableau 7

Nombre et pourcentage des hommes et des femmes accusés, par catégories de crimes, Canada, 1976 *

[Retour à la table des matières](#)

Crimes	Hommes	% Hommes	Femmes	% Femmes
Violence contre les personnes	49,398	(5.97)	4,195	(5.02)
Contre la propriété, avec et sans violence	145,085	(17.53)	29,910	(35.79)
Contre la morale et l'ordre public	256,770	(31.02)	21,206	(25.37)
Drogues	47,795	(5.77)	5,247	(6.29)
Criminalité des affaires	1,665	(0.20)	84	(0.10)
Circulation	239,048	(28.88)	13,325	(15.94)
Autres (code criminel, lois fédérales, lois provinciales, lois municipales)	87,856	(10.61)	9,609	(11.50)
TOTAL	827,617	(100.00)	83,576	(100.00)

* Source : Fabriqué à partir de données préliminaires *Statistique de la criminalité* (police), Déclaration uniforme de la criminalité, Canada, 1976. Comme indiqué précédemment, les classifications ont été modifiées par nous.

Le tableau 7 nous permet de dégager rapidement les ressemblances et les différences dans la structure (distribution par catégories de délits) de la criminalité des hommes et des femmes.

Hommes et femmes sont accusés dans des proportions identiques ou fort analogues de crimes de violence contre les personnes (5%), de délits reliés aux drogues (6%), de crimes reliés aux affaires (.20 et .10%). Les “autres” crimes constituent 10% et 11% de leurs ensembles respectifs.

Mais alors que plus de 35% des femmes accusées le sont en rapport avec des crimes contre la propriété, on ne trouve dans cette classe de délits que 17% des hommes.

Ce sont les crimes reliés à la circulation qui regroupent près de 30% des hommes accusés contre 15%, seulement, des femmes.

Les crimes contre la morale et l'ordre public servent à inculper 25% des femmes et 30% des hommes.

Le lecteur trouvera à l'Appendice I un tableau très détaillé des diverses infractions et du nombre d'accusés pour chacune, par sexe. Contentons-nous ici d'un dernier commentaire.

Les crimes féminins

Ce n'est pas sans ironie que nous intitulos ce commentaire : les crimes féminins. On se rappellera notre critique de la notion de crime et de criminel, et nos observations sur le chiffre noir de la criminalité en regard du peu de fidélité des comptes officiels.

Les constatations que nous pouvons faire, suite à cette analyse, devraient donc plutôt s'intituler : *quelques notes à propos des chefs d'accusation le plus fréquemment retenus par la police lorsqu'elle inculpe des femmes*. Le mot "retenus" prend tout son sens quand on se rappelle les filtrages auxquels sont soumises les affaires connues de la police.

1. *Les crimes contre la propriété avec et sans violence*, les vols de plus de \$200, les vols de \$200 et moins, les recels et les fraudes ont servi à inculper *plus du tiers* de toutes les femmes accusées de quelque crime que ce soit, en 1976.
2. Plus du *quart* des femmes accusées l'ont été pour des *crimes contre la morale et l'ordre public*. Ce sont les délits reliés à la consommation de boissons alcooliques qui constituent la très grande majorité des infractions.

3. Les lois relatives à la *circulation* ont permis d'inculper près de 16% des femmes accusées. Il ne s'agit pas, en général, d'infractions très graves, comme on peut le voir à l'Appendice I.
4. Les femmes représentent plus que leur part habituelle des accusés à propos des crimes reliés aux lois sur les *drogues*.
5. La catégorie *criminalité des affaires* parle par le petit nombre des personnes inculpées, des deux sexes.

Le lecteur désireux de se faire une image plus précise encore de la criminalité des femmes telle que définie par les accusations portées contre elles, en vertu de toutes les lois, en 1976, peut se référer à l'Appendice I.

LES FEMMES PARMI LES PERSONNES CONDAMNÉES

[Retour à la table des matières](#)

Comme on vient de le voir, les femmes adultes représentent environ 9% de tous les *accusés*, adultes et juvéniles (tableau 3). Les délits contre les biens, perpétrés sans violence, les infractions aux lois sur l'alcool, la circulation et les drogues résument une grande partie des chefs d'accusation utilisés contre elles par la police.

Le moment est maintenant venu d'étudier la présence des femmes à une autre étape du processus pénal. Quelle place les femmes occupent-elles parmi les *personnes condamnées* ? parmi les *acquittées* ? quels sont les crimes dont les tribunaux les trouvent surtout coupables ? les infractions commises par les femmes sont-elles jugées graves par les cours de justice criminelle ? quelles sentences les juges imposent-ils aux condamnées du sexe féminin ? ces sentences sont-elles comparables à celles que l'on impose aux hommes reconnus coupables de crimes analogues ?

Le vocabulaire obscur et inélégant du code pénal et des tribunaux

Avant d'aborder directement ces questions, il convient de débroussailler quelques notions juridiques peu invitantes tant par le vocabulaire qui les désigne que par la logique qui les sous-tend. Il s'agit des termes par lesquels on caractérise la gravité des crimes dans notre pays.

Certains pays d'Europe continentale et leurs colonies ont adopté une taxonomie qui définit bien la gravité des infractions et les répartit en trois classes. Les offenses très graves portent le nom de *crimes*. Les infractions moins sérieuses sont des *délits*. Quant aux violations des règlements de la circulation et du stationnement, on les appelle des *contraventions*. Ainsi se trouvent reflétés les jugements collectifs quant à la dangerosité relative des offenses.

Au Canada, nous parlons d'actes *criminels* et d'*offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité* (!). Ce sont là des appellations, la seconde surtout, qui évoquent davantage la formalité du procès que la dangerosité de l'infraction. Les premiers, les *actes criminels*, commandent en effet une procédure plus lourde et entraînent des peines sévères. Les seconds (qu'on désignera dans les lignes qui suivent sous le nom de *délits* pour éviter les complications et la longueur du terme officiel) sont jugés “sommairement” (d'où leur nom) et appellent des sanctions plus légères allant de l'amende à six mois de détention.

Les *actes criminels* (“indictable offences” ou, comme certains auteurs n'hésitent plus à les nommer en français *offenses indictables*), sont à peu près équivalents aux “felonies”, définis par les lois pénales des États-Unis. Les *offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité* “offences punishable on summary conviction” ou, plus brièvement, “summary convictions”, que certains auteurs appellent des “crimes ordinaires”) sont analogues aux “misdemeanours” américains.

Dans les couloirs du tribunal...

Dans notre pays, non seulement la police jouit comme aux États-Unis et en Angleterre d'une grande discrétion mais les organes de poursuite, c'est-à-dire les avocats chargés par l'État de faire la preuve des infractions, ont aussi un pouvoir considérable. C'est à eux, en effet, qu'il revient de choisir le chef d'accusation et, en plusieurs cas, d'en fixer la gravité quand celle-ci n'est pas imposée par la loi. Ainsi, entre plusieurs chefs d'accusation, la “couronne” retiendra celui qui est supporté par les preuves les plus convaincantes et à propos duquel la police a réuni le plus de faits et peut faire comparaître les témoins les plus impressionnants.

Mais le code criminel et certaines lois fédérales laissent aussi à la poursuite le choix de procéder par *acte d'accusation ou de façon plus sommaire*, dans un grand nombre de cas. C'est donc la poursuite qui estime à l'avance, d'une certaine façon, la gravité d'une offense et décide s'il y a lieu de poursuivre pour *acte criminel* ou pour *offense punissable sur déclaration sommaire de culpabilité*. Là ne s'arrêtent pas d'ailleurs l'activité, le pouvoir et l'initiative de la poursuite. En effet, bien que le “plea bargaining” n'existe pas en principe dans notre pays, il est courant d'entendre des avocats de la poursuite recommander à ceux de la défense d'obtenir de leur client un plaidoyer de culpabilité (pour simplifier les procès), en récompense de quoi la poursuite procédera sur un acte d'accusation moins incriminant.

Les lignes qui précèdent sont un bref et pâle résumé des allées et venues et des tractations qui précèdent la condamnation ou l'acquittement. Il faudrait aussi parler des jurys quand les procès en comportent, du procès lui-même, des juges, des tribunaux et de leur juridiction, etc... Voilà certes autant de facteurs qui ont leur importance dans la condamnation ou l'acquittement des accusés, dans la détermination de la gravité de leurs crimes, dans le prononcé de leur sentence.

1968, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques judiciaires pour l'ensemble du pays

Les problèmes de vocabulaire et les négociations impalpables qui entourent l'acte d'accusation et la poursuite ne sont pas les seules difficultés auxquelles ait à faire face le chercheur qui s'efforce de comprendre comment les accusés sont traités par les tribunaux de juridiction criminelle.

Une troisième vicissitude, d'importance, tient au fait que l'on ne dispose plus de statistiques judiciaires complètes depuis 1968, au Canada. En effet, à compter de 1969, les rapports du Québec et de l'Alberta ne sont plus intégrés au rapport national parce qu'ils se présentent selon un nouveau format, plus élaboré, que n'ont pas adopté les huit autres provinces. Le manque d'uniformité touche aussi les statistiques sur les jeunes délinquants, mais dans ce dernier cas les rapports des provinces "dissidentes" sont quand même publiés dans une deuxième partie, comme en annexe au rapport "national".

1972, dernière année de publication des statistiques des tribunaux

Une quatrième difficulté tient au fait que c'est *en 1972* qu'ont été publiées pour la dernière année les statistiques des tribunaux criminels, tout incomplètes qu'elles soient. C'est là un retard important qui nous interdit de nous attarder aux nombres et à la distribution des condamnations, sinon dans une perspective historique et longitudinale.

Des séries de données s'étendant sur de longues périodes nous permettront de projeter les changements que ne peut manquer d'avoir subis la structure de la criminalité (et sa distribution selon les âges et les sexes) au cours des dix dernières années.

Les personnes condamnées ou les condamnations ?

Une cinquième épreuve nous attend dans l'étude des statistiques judiciaires : c'est la variation dans l'unité des comptes. Depuis 1950, la première partie des rapports des tribunaux criminels est fondée sur les

personnes mais cette partie ne traite que des personnes condamnées pour *actes criminels*, c'est-à-dire pour les crimes les plus sérieux. Quant aux autres offenses dites *punissables sur déclaration sommaire de culpabilité*, elles font l'objet d'une analyse par *infractions* : on n'y fait mention que dans l'un des tableaux des *personnes* condamnées et de leur sexe.

On ne parle pas des mineurs délinquants dans les statistiques des tribunaux. Les jeunes font l'objet de rapports spéciaux que nous étudierons à propos de la délinquance des jeunes filles. Les mineurs ne sont d'ailleurs pas condamnés mais “déclarés jeunes délinquants” lorsque la preuve est faite qu'ils ont commis une infraction.

Les personnes condamnées pour actes criminels

Deux termes doivent retenir notre attention dans le sous-titre qui précède. Ce sont les mots : CONDAMNÉS et ACTES CRIMINELS. En effet, la section qui suit ne s'intéressera qu'aux personnes qui font l'objet d'une condamnation (c'est-à-dire qu'elle exclut les acquittés, les personnes qui font l'objet dès leur procès d'une libération conditionnelle ou inconditionnelle, celles qui auront été trouvées malades mentales à l'occasion de leur procès, etc ...).

Ce ne sont même pas tous les condamnés qui feront l'objet d'une analyse un peu détaillée dans cette section mais seulement les personnes condamnées pour actes criminels.

On ne peut condamner pour acte criminel que les personnes poursuivies par voie de mise en accusation. Les mots “mis en accusation” ont, dans le code de procédure pénale du Canada, un sens très précis. Nous les avons employés un peu librement dans la section sur les statistiques policières pour éviter des répétitions et des lourdeurs. Cependant, la mise en accusation au Canada désigne une forme de poursuite et prépare une qualité de la condamnation.

En 1972, un relativement petit nombre de personnes *accusées* par la police a été *poursuivi par voie de mise en accusation* : 55,541. Un plus petit nombre a été *condamné*, soit 45,614.

Parmi les personnes accusées (au terme d'un processus compliqué et discrétionnaire) *d'actes criminels*, la proportion des femmes acquittées et condamnées est presque identique à celle des hommes, pour l'année 1972. Cette constatation s'applique aux années précédentes (1969, 70, 71 ⁵).

Cependant, dans les statistiques judiciaires de 1972, on tient compte pour la première fois des libérations conditionnelles et inconditionnelles, liées à la loi sur le cautionnement. Or, à ce chapitre, les femmes sont nettement favorisées. Cette mesure leur est appliquée deux fois plus souvent qu'à leurs pairs masculins, proportionnellement.

La pratique des sentences varie-t-elle avec le sexe des condamnés ?

Le sexe des personnes condamnées semble avoir une influence plus nette quant à la peine imposée.

Les femmes sont traitées de façon moins sévère ⁶. Elles représentent 23.77% des personnes condamnées à une amende et 26.76% de celles qui bénéficient du sursis sans surveillance alors qu'elles ne constituent que 3.34% des personnes condamnées à une incarcération pour 2 ans et plus, c'est-à-dire envoyées au pénitencier. Leur pourcentage, même parmi les personnes condamnées à la prison (les peines de prison sont toujours de moins de 2 ans), est très bas lorsqu'on le compare à leur pourcentage général parmi les personnes condamnées. En effet, *15.96% des personnes condamnées sont des femmes mais seulement 6.42% des personnes condamnées aux courtes peines, dans les prisons provinciales*. Une analyse détaillée de la durée des peines de prison montre que là encore les femmes sont traitées peu sévèrement : par exemple, la moitié des femmes en prison y sont pour moins *d'un mois* (voir Appendice 2 pour une analyse plus détaillée de ces sentences). Ce traitement différentiel existe depuis quelque temps déjà et loin de s'atténuer avec les années, il s'accroît, comme le démontre l'analyse des sentences par sexe pour 1965 (Appendice 3).

⁵ *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1969, 70, 71, 72.

⁶ *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1972, pp. 30, 31.

Un autre type d'analyse des sentences permet de bien comparer les pratiques pénales telles qu'appliquées aux hommes et aux femmes.

Ainsi, en 1972, deux fois plus de femmes que d'hommes, proportionnellement, ont bénéficié de la sentence la plus légère : sursis sans surveillance. Chez les femmes, 50% s'en sont tirées avec une amende, contre 30% chez les hommes. Six fois moins de femmes que d'hommes, proportionnellement, ont été condamnées au pénitencier ; trois fois moins, dans le cas de la prison ⁷.

Selon toutes les apparences, le sexe des condamnés fait varier les sentences. Mais ne serait-ce pas la moindre gravité des crimes féminins qui serait responsable de l'apparente mitigation des peines dans le cas des femmes ?

Quelle est la gravité des crimes pour lesquels les femmes sont condamnées ?

Notre analyse des statistiques des personnes accusées, c'est-à-dire des statistiques en provenance de la police, nous a permis de voir pour quels crimes les femmes étaient arrêtées et accusées. Il faut maintenant voir pour quels crimes elles sont finalement condamnées.

Le tableau 8, ci-après, offre une première description structurelle des condamnations par sexe, à partir de la typologie que nous avons construite pour l'analyse des statistiques policières (voir tableau 7) : crimes de violence contre les personnes, crimes contre la propriété avec et sans violence ; crimes contre la morale et l'ordre public ; infractions liées aux drogues, à la circulation ; criminalité des affaires ; autres infractions. Voici la répartition des condamnés selon ces catégories et les pourcentages représentant la part que prend chaque sexe à chaque catégorie de crimes.

⁷ *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1972, pp. 30, 31.

Tableau 8

Nombre et pourcentage des hommes et des femmes condamnés pour actes criminels, par catégorie de crimes, Canada, 1972 *

[Retour à la table des matières](#)

	Hommes	% H	Femmes	% F	% F
Crimes de violence contre les personnes	6,312	16.49	354	4.86	(5.31)
Crimes contre la propriété	25,962	67.73	6,132	84.20	(19.11)
Contre la morale et l'ordre public	2,440	6.37	462	6.34	(15.92)
Drogues	2,702	7.05	280	3.85	(9.38)
Criminalité des affaires	46	N. S.	1	N.S.	(N. S.)
Circulation	356	0.93	17	0.24	(4.55)
Autres	513	1.33	37	0.51	(6.73)
TOTAL GÉNÉRAL	38,331	100.00	7,283	100.00	(15.97)

* Fabriqué à partir des données de *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1972, pp. 32, 33, 34, 35.

Le tableau 8 établit de façon convaincante que la très grande majorité des *actes criminels* pour lesquels les femmes sont condamnées appartiennent à la catégorie des crimes contre la propriété, avec et sans violence. En fait, 6 sur 7 de toutes les condamnées pour les crimes graves sont reconnues coupables de ces infractions contre les biens.

Nous avons utilisé l'expression "la très grande majorité des *actes criminels* pour lesquels les femmes sont condamnées" en supposant que le lecteur n'a pas perdu de vue la nature juridique des *actes criminels* par opposition aux *offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité*. Les 6,132 femmes condamnées pour actes criminels contre la propriété sont celles contre qui la poursuite et les tribunaux ont décidé de procéder par mise en accusation plutôt que de les poursuivre sommairement, ou encore celles dont les crimes entraînent nécessairement les poursuites les plus formelles et les peines les plus lourdes.

Les *crimes contre la propriété* sont suivis, par ordre d'importance numérique, *par les actes contre la morale et l'ordre public ; les crimes de violence contre les personnes ; les infractions aux lois sur les drogues*. Moins de 1% des femmes condamnées le sont pour des *crimes reliés aux lois sur la circulation, aux affaires, et pour d'autres crimes*.

Voyons maintenant en détail ce que recouvrent ces catégories.

I *Les crimes de violence contre les personnes :*

354 femmes condamnées
 25, pour homicide ;
 14, pour d'autres crimes contre la vie humaine ;
 6, pour crimes sexuels ;
 271, pour lésions corporelles et voies de fait ;
 38, pour vols qualifiés.

II *Les crimes contre la propriété avec et sans violence :*

6,132 femmes condamnées ;
 5,053, pour vols sans violence ;
 594, pour fraude ;
 252, pour recel ;
 130, pour avoir "pénétré par effraction" ;
 103, pour bris volontaires et destructions, incendies volontaires et autres actes prohibés contre les biens.

III *Les crimes contre la morale et l'ordre public :*

462 femmes condamnées.

Dans une première catégorie, qui recouvre surtout les infractions contre la morale, on trouve 120 femmes dont 47 ont été condamnées pour avoir tenu des maisons de débauche, 32 pour avoir participé à des loteries et des jeux et paris, et les autres ont été trouvées coupables en vertu de la loi sur les jeunes délinquants ou pour avoir porté atteinte à la moralité publique.

Dans une seconde sous-catégorie, nous avons classé les méfaits plus directement associés à l'ordre public. On trouve là 342 condamnées dont 30 étaient accusées de méfaits publics, 76 s'étaient évadées d'une garde légale. Les autres s'étaient rendues coupables de voies de fait sur des agents de la paix, de parjure, de faux et usage de faux.

IV. *Les infractions aux lois touchant les drogues :*

280 femmes condamnées :

228 femmes ont été condamnées en vertu de la loi sur les stupéfiants ;

52 en vertu de la loi sur les aliments et drogues.

V. *La criminalité des affaires : 1 condamnée*

Cette catégorie regroupe les infractions aux lois sur la douane, l'accise, l'impôt, les banques, les postes, etc...

Une femme a été condamnée en vertu de la loi sur les postes en 1972.

VI *Les lois sur la circulation : 17 condamnées*

11 femmes ont été reconnues coupables d'avoir conduit leur véhicule alors que leurs facultés étaient affaiblies ;

les autres ont été condamnées pour avoir conduit pendant qu'elles étaient sous le coup d'une interdiction ;

pour avoir omis d'arrêter sur les lieux d'un accident, pour négligence criminelle au volant.

VII. *Les autres crimes : 37 condamnées*

Nous avons logé dans cette catégorie la bigamie, les lettres de menaces, la conspiration, les tentatives criminelles et la complicité, le parjure, les infractions aux lois sur l'immigration et autres.

Les femmes condamnées qui se retrouvent dans cette classe d'actes criminels étaient surtout coupables de tentatives criminelles et de complicité (28), de parjure (6).

Une plus grande proportion de femmes parmi les personnes condamnées pour crimes graves que parmi les personnes condamnées pour délits ?

En 1972, les femmes représentaient 15.97%, de toutes les personnes *condamnées* pour actes criminels, comme le montre le pourcentage entre parenthèses au bas du tableau 8. Leur présence à ce stade du processus pénal est plus importante, proportionnellement, qu'aux niveaux précédents. En effet, en 1972, les femmes ne représentaient que 13.32% des personnes *accusées* en vertu du code criminel et 9.95%, des accusés en vertu des lois fédérales, ces deux familles de loi étant les seules sources d'actes criminels, comme on l'a expliqué précédemment.

Il semble donc qu'au fur et à mesure où l'on avance dans les étapes du processus pénal, passant du stade des accusations à celui des mises en accusation puis des condamnations, la proportion des femmes augmente.

D'autre part, la présence des femmes parmi les personnes condamnées pour actes criminels est proportionnellement plus importante que ne l'est leur participation aux “délits”, c'est-à-dire aux offenses punissables sur déclaration sommaire, comme le démontre le tableau qui suit.

Tableau 9

Personnes condamnées pour offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, par sexe, Canada, 1972 *

[Retour à la table des matières](#)

	H	% H	F	% F	TOTAL	%
Code criminel	100,382	(95.77)	4,443	(4.23)	104,925	(100)
Lois fédérales	27,054	(93.78)	1,795	(6.22)	28,849	(100)
Lois provinciales	1,164,307	(90.86)	17,231	(9.14)	1,281,538	(100)
Règlements municipaux	90,816	(88.86)	11,390	(11.14)	102,206	(100)

* *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), Canada, 1972, p. 148 et 149. Plus d'un million deux cent mille délits sont reliés à la circulation automobile et aux lois sur l'alcool.

Le tableau 9 montre bien que même si le nombre absolu des femmes condamnées pour délits est bien supérieur à celui des femmes condamnées pour actes criminels, le pourcentage des femmes condamnées sommairement, est, dans tous les cas, moins considérable que celui des femmes condamnées pour crimes graves (15.97%).

Au chapitre du code criminel, on trouve 4 fois plus de femmes condamnées pour crimes graves (16.44%) que pour délits (4.23%).

Faudrait-il donc croire que les tribunaux prennent au sérieux les infractions commises par les femmes ? Est-ce là la “représentation sociale et collective” de la criminalité féminine, telle qu'elle ressort des statistiques criminelles ?

Pourrait-on dire, par exemple : “*Les femmes ne constituent que 10% des accusés, mais le moment venu de les poursuivre et de les condamner, on est forcé d'admettre qu'elles commettent des crimes graves et qu'elles sont dangereuses ?*”

Des alternances de sévérité et de mansuétude

Pour qualifier le traitement fait aux femmes par les diverses instances pénales, il faut plutôt utiliser l'analogie avec un paysage de montagnes russes. L'alternance entre la sévérité et la mansuétude est telle qu'il n'est guère possible de dégager une image claire de ce que les législateurs, les agents de répression, les instances judiciaires, tentent d'exprimer dans le traitement qu'ils imposent aux femmes criminelles. Il est certain que le code criminel du Canada considère le vol comme un crime grave. On n'a qu'à lire l'article 294 pour s'en convaincre :

“Sauf disposition contraire des lois, quiconque commet un vol est coupable d'un acte criminel et passible

- a) d'un emprisonnement de dix ans, si le bien volé est un titre testamentaire, ou si la valeur de ce qui est volé dépasse deux cents dollars, ou
- b) d'un emprisonnement de deux ans, si la valeur de ce qui est volé ne dépasse pas deux cents dollars.”

Or, le vol est LE crime que les tribunaux retiennent contre les femmes. Cette même année, alors que les statistiques policières rapportaient que 13,086 femmes avaient été accusées d'infractions contre la propriété sans violence, les tribunaux, pour leur part, condamnaient 5,859 personnes de sexe féminin pour actes criminels, contre la propriété sans violence. Les “voleuses” constituent une proportion beaucoup plus importante des femmes *condamnées pour actes criminels* que les femmes accusées par la police de toute infraction.

Répetons, pour calmer les scrupules des méthodologues, qu'il ne s'agit pas ici de cohortes de personnes. Il s'agit d'*agrégats*. Nous nous contentons de comparer deux ensembles sans prétendre qu'il y ait lien de continuité entre les personnes qui constituent ces ensembles et sans prétendre qu'il s'agit des mêmes personnes.

L'objet de cette analyse des infractions contre la propriété est simple : il vise à montrer qu'un nombre beaucoup trop considérable d'infractions sans conséquences sont traitées avec pompe et mènent à des condamnations dont la sévérité est hors de proportion avec la dange-

rosité de l'infracteur et les dommages sociaux causés par son infraction.

Mais, dira-t-on, la gravité de ces offenses est inscrite dans le code criminel qui prévoit qu'on poursuive par voie de mise en accusation les auteurs de vols simples. Eh bien ! sans doute faudrait-il amender le code criminel, en cette matière et en plusieurs autres.

L'insignifiance relative des crimes pour lesquels les femmes sont condamnées

Essayons de cerner la gravité et la dangerosité relatives des actes criminels dont on a reconnu coupables les femmes condamnées en 1972 :

1. Plus de 80170 des femmes condamnées pour actes criminels le sont suite à des infractions non violentes contre les biens, soit 5,899 femmes. Ce n'est pas sans hésitation que nous qualifions les vols de crimes non violents. En fait, tous les vols, même les plus simples, comportent un élément de violence, une atteinte à la personne de l'autre et une saisie, subreptice, brusque ou habilement dissimulée. La soustraction d'un porte-feuille à un voisin de bureau est sûrement une façon de lui faire violence. Cependant, dans le langage courant, on réserve le mot violence, surtout dans la qualification des infractions, à ces actions qui "violent physiquement" les biens ou les personnes. C'est ainsi que le crime qui consiste à pénétrer par effraction est classé sans hésitation parmi les crimes de violence contre les biens. Le vol qualifié qui comporte un port d'arme ou d'instrument propres à attaquer la victime qui se défend est un crime de violence contre les personnes.

Or, les vols commis par un grand nombre de femmes sont des vols à l'étalage. Sans doute une certaine violence morale se manifeste-t-elle à l'occasion de ces vols : une volonté de s'approprier à tout prix ce qui est injustement distribué ou imprudemment étalé ("Les propriétaires de grands magasins n'ont qu'à surveiller leur marchandise et à ne pas nous tenter et nous

en mettre plein la vue”, nous disaient certaines jeunes filles arrêtées pour vols à l'étalage ; ou encore : “de toutes façons, “ils” vendent si cher que les vols, c'est prévu dans les prix de liste”). La même volonté de blesser, de nuire, de s'approprier ce que l'autre semble avoir en trop, se retrouve dans les faux, la fraude et le recel.

Si, finalement, nous disons des vols simples, de la fraude et du recel que ce sont des crimes sans violence, c'est par égard à l'acception courante du mot violence.

Toutefois, les raisons qui nous font recommander que l'on traite les vols simples comme des délits plutôt que comme des actes criminels tiennent aux faits suivants : la répression de ces infractions n'a pas de support normatif, elle n'est pas soutenue, dans la population, chez les gouvernants, chez les législateurs, par la conviction qu'il s'agit là de crimes graves. Si bien que la répression devient très aléatoire et très inefficace. On ne condamne finalement qu'une fraction de 1% des auteurs de vols simples, et cela vient aussi de ce que le vol est largement répandu dans les affaires, les commerces, les relations interpersonnelles, où certaines pratiques malhonnêtes sont valorisées. Dans ces circonstances, les accusations et les condamnations pour vols ont quelque chose de si peu systématique qu'elles deviennent forcément discriminatoires : on arrête ceux qui ne savent pas bien dissimuler ou qui s'en prennent aux grandes affaires bien organisées et on condamne ceux qui n'ont pas le moyen de se défendre ou de se faire défendre.

Cependant, quelques femmes se rendent aussi coupables de crimes violents contre les biens et nous croyons que celles-là doivent être poursuivies formellement. Elles représentent 3.19% des femmes condamnées.

2. La seconde catégorie d'offenses, en importance, est faite des crimes contre la morale et l'ordre public. S'il convient de traiter sérieusement les évasions des maisons de détention et le fait d'inciter un mineur à la délinquance, sans doute pourrait-on dramatiser le fait de tenir une maison de débauche, de s'adonner

à des jeux de hasard et aux loteries et de commettre des voies de fait sur un agent de la paix.

3. Dans la classe des infractions reliées aux drogues, l'écrasante majorité des personnes, hommes et femmes, accusées de "simple possession" et "possession pour fin de trafic" (3,201 sur un total de 3,666 personnes accusées en vertu de la loi des stupéfiants ⁸) et le grand nombre d'affaires liées au cannabis laissent songeur quant à l'opportunité de poursuivre ces personnes pour acte criminel. Or, on a condamné pour actes criminels 2,477 personnes, donc la très grande majorité des auteurs de crimes de simple possession. En ce qui touche au cannabis, les cas de "simple possession" peuvent être poursuivis sommairement. C'est à la poursuite qu'il revient de choisir le mode de procédure. Les personnes condamnées n'étant pas réparties selon le sexe dans les rapports des infractions à la loi des stupéfiants, il n'est pas possible d'affirmer que ce sont surtout des femmes qui sont coupables des infractions de simple possession et de possession pour trafic.

Comme il est tout à fait justifié de faire l'hypothèse qu'il y a au moins autant de femmes que d'hommes, proportionnellement, mêlées aux affaires de "simple possession" et aux délits reliés au cannabis, nous croyons que la grande majorité des 228 femmes condamnées pour infraction à la loi sur les stupéfiants auraient dû être poursuivies sommairement.

4. En ce qui touche à la criminalité des affaires et aux infractions aux lois de la circulation (négligence criminelle, omission d'arrêter sur les lieux d'un accident, conduite lorsque les facultés sont affaiblies, etc ...) nous croyons que ce sont là des crimes graves. Ils impliquent 18 femmes, soit 0.25 des femmes condamnées.
5. Les crimes de la catégorie résiduelle : le parjure, la tentative criminelle, la complicité, sont aussi, à notre avis, des infractions

⁸ *Statistique de la criminalité et des règlements de la circulation*, (police), 1972.

qu'il convient de sanctionner sévèrement. Ils impliquent 0.51 des condamnées.

6. Mais, dira-t-on, qu'avez-vous fait des crimes de violence contre les personnes ? Ne trouve-t-on pas là près de 5% des condamnées ?

Les femmes et la criminalité de violence contre les personnes

Comme nous le mentionnions dans le commentaire faisant suite au tableau 8, les 354 femmes condamnées pour crimes de violence contre les personnes sont, pour la très grande majorité, coupables d'avoir infligé des blessures et des lésions corporelles (271 condamnées), dont certaines ont entraîné la mort.

Vingt-cinq femmes sont coupables d'homicide, soit : 3 de meurtre non qualifié (c'était là l'appellation juridique de ce crime en 1972 avant la loi C-84) ; 4 de tentative de meurtre ; 17 d'homicide involontaire ; 1 d'infanticide.

On trouvait aussi 14 autres personnes de sexe féminin condamnées pour autres crimes contre la vie humaine : abandon d'enfant, négligence criminelle entraînant la mort, avortement.

Six femmes étaient coupables de crimes sexuels : complicité dans des affaires de viol, inceste, séduction, indécence.

Trente-huit personnes de sexe féminin avaient été condamnées pour vol qualifié et port d'arme illégal.

La violence contre les personnes, les crimes contre la vie humaine, continuent de heurter de front les valeurs d'une grande majorité des citoyens. Il est donc normal qu'on réprime sévèrement ces actes même si par ailleurs la même société, ses gouvernants, ses hommes d'affaires, usent tous les jours de violence.

Il se produit, cependant, à propos des femmes auteurs de crimes de violence contre les personnes et spécialement des femmes auteurs

d'homicide, un “flottement” de la répression qui est fort intéressant à observer. Nous voilà à nouveau engagés dans un voyage au pays des montagnes russes, c'est-à-dire dans l'alternance entre la sévérité et la mansuétude.

La clémence du tribunal à l'endroit des femmes auteurs d'homicide

Dans une étude publiée en 1975, la Division de la statistique judiciaire de Statistique Canada retraçait le cheminement qu'ont parcouru, à travers le système de justice pénal, *toutes les personnes suspectes d'homicide, au Canada, de 1961 à 1974 inclusivement*. Nous inspirant de ce travail et le précisant au besoin pour ce qui touche aux femmes, nous nous attacherons à relever le différentiel dans les traitements imposés aux auteurs des crimes les plus graves, selon qu'ils sont des hommes ou des femmes.

Nous utilisons cette étude et ses résultats comme des documents témoins, *un cas*, à travers lequel le fonctionnement de l'appareil de justice pénal peut être analysé, en fonction des personnes et selon leur sexe.

Voyons donc ce cheminement des personnes soupçonnées de meurtre à travers le processus pénal, tel que décrit dans *L'Homicide au Canada, un tableau synoptique*.⁹

Le pourcentage des femmes parmi les personnes *soupçonnées* (11.42%) est très voisin de celui des *inculpées* (11.91%) ; parmi les personnes *envoyées à leur procès*, les femmes représentent aussi 11.43%. On peut donc dire que la variable “sexe” joue peu aux trois premières étapes du cheminement judiciaire des personnes soupçonnées d'homicide.

Mais à l'étape de la condamnation ou de l'acquittement, la scène change. Les femmes ne représentent plus que 7.68% *des condamnés* alors qu'elles constituent 20.90% *des acquittés*.

⁹ *L'homicide au Canada, un tableau synoptique*, Statistique Canada, division de la statistique judiciaire, pp. 109-111, 113, juin 1976.

Au Canada, seuls les meurtres qualifiés entraînaient, en 1972, les sentences épouvantables que sont la peine de mort et l'emprisonnement à perpétuité. (La première a été abolie en date du 14 juillet 1976, mais la seconde a été étendue à un plus grand nombre de meurtres et autres crimes).

Or, 77 femmes auteurs de meurtres punissables par l'exécution et de meurtres punissables de l'emprisonnement à perpétuité ont été acquittées. Elles représentent 20% des personnes acquittées de ces crimes.

Si les femmes sont acquittées dans des proportions étonnantes d'homicides très graves, quels sont ceux qu'on retient contre elles ? pour quels crimes les condamne-t-on ?

La très grande majorité des femmes condamnées pour homicide n'ont finalement été reconnues coupables que d'homicide involontaire et de délits moindres, en somme de crimes moins graves que le meurtre et qui entraînent des peines beaucoup moins sévères. Mais qu'arrive-t-il à celles qui sont quand même poursuivies pour les meurtres les plus graves ?

De 1961 à 1974, parmi les auteurs des homicides les plus graves, on trouvait 1018 hommes et 93 femmes. Chez ces dernières, 77 ont été acquittées et 16 condamnées tandis que chez les hommes, on en acquittait 305 pour en condamner 713.

On assiste à un renversement complet des politiques d'acquittement et de condamnation, selon le sexe des personnes jugées.

% Personnes jugées pour les meurtres les plus graves

	H	F
<i>Acquittées</i>	30%	83%
<i>Condamnées</i>	70%	17%

Cette différence dans le traitement des personnes poursuivies pour meurtres, selon qu'elles sont des hommes ou des femmes, est très significative au test de Chi-carré (X^2 125.60, df= 1, $p > .001$). Les chances de trouver une différence semblable au hasard sont extrêmement minces pour ne pas dire inexistantes.

Dans le cas des personnes poursuivies pour homicide involontaire, on trouve 6% *des hommes acquittés contre 12% des femmes*, ce qui implique évidemment que 94% des hommes sont condamnés et 88% des femmes. Cette distribution des acquittements et des condamnations n'est pas très frappante en regard de la précédente bien qu'elle soit encore à l'avantage des femmes.

Mais quelles sont les sentences finalement imposées aux hommes et aux femmes condamnés pour homicide ?

Tableau 10

Sentences imposées aux hommes et aux femmes condamnés pour homicide, Canada, 1961-1974 *

[Retour à la table des matières](#)

	% H	% F
Sursis avec ou sans surveillance	2.20	15.95
Moins d'un an	2.55	6.14
1 an à moins de 5	20.89	41.10
5 ans à moins de 10	21.60	19.63
10 ans et plus	15.83	6.14
Perpétuité	32.79	8.59
À mort	0.36	—
À mort		
Emprisonnement à perpétuité	2.91	—
Peine non prononcée, sentence inconnue ou discontinuée	0.87	2.45
	100.00	100.00

* *L'homicide au Canada*, p. 113

Hommes et femmes jugés coupables d'homicides sont condamnés, dans des proportions comparables, à ce que l'on pourrait appeler des "sentences moyennes" (5 ans à moins de 10 ans). Mais les disparités vont en s'accroissant au fur et à mesure où l'on se rapproche de chaque extrémité du continuum : 15.95% des femmes bénéficient du sursis avec ou sans surveillance contre 2.2% des hommes.

À l'extrême opposé, 32.79% des hommes condamnés pour homicide purgent des peines d'emprisonnement à perpétuité contre 8.59% des femmes. La démonstration nous paraît suffisante : les traitements sont clairement différents selon que les meurtriers sont des hommes ou des femmes.

Certes, plusieurs raisons peuvent justifier qu'on n'applique pas les mêmes sanctions à deux personnes ayant commis des actes comparables :

- a) comme le démontre l'étude faite par Statistique Canada, les femmes tuent leur époux, leur concubin, des relations familiales ou d'affaires mais elles sont très rarement mêlées aux meurtres commis à l'occasion d'autres crimes ;
- b) en général, elles n'appartiennent pas à des groupes criminels organisés, même s'il est fréquent de les retrouver comme complices de criminels relativement dangereux.

Les premières considérations peuvent inciter juges et jurés à croire que les femmes sont des criminelles d'occasion. Cependant, en ce qui a trait aux femmes complices d'hommes criminels, la dynamique en jeu est bien différente. Nous avons connu des femmes complices qui sortaient de prison avant leur amant et s'efforçaient de gagner d'importantes sommes d'argent pour payer les frais d'avocat et l'"appel" de leur ami. Ce sont là de puissants motifs de commettre des crimes.

D'autres considérations psycho-sociales peuvent inciter juges et jurés à la clémence dans l'imposition d'une sentence : le fait qu'une condamnée est mère d'enfants en bas âge, par exemple. Cependant, ne devrait-on pas s'interroger sérieusement sur la qualité des relations

entre une mère (qui a, par exemple, tué le père de ses enfants) et ces derniers ? non pour estimer qu'il faut éviter toute relation mais peut-être pour ne pas en sous-évaluer la nature conflictuelle ?

On peut aussi objecter que s'il est bien difficile d'imposer une peine d'emprisonnement à perpétuité à un homme, il est presque impossible de prononcer une semblable sentence à l'endroit d'une femme. Pourtant, si c'est là la peine prévue pour les meurtres les plus graves et que de fait on l'impose aux condamnés masculins, comment éviter de l'imposer aux femmes coupables des mêmes crimes ?

Cependant, la question, à notre avis, n'est pas "ne devrait-on pas l'imposer aux femmes puisqu'on l'impose aux hommes ?" *On ne devrait imposer à personne un emprisonnement à perpétuité qui représente de 15 à 25 ans d'incarcération suivis de surveillance jusqu'à la mort.* C'est l'effet de la nouvelle loi dans les cas de meurtres au premier degré qui sont, à plusieurs égards, les équivalents de l'ancien "meurtre qualifié". Les citoyens à qui on fait ce programme de vie ne pourront jamais rentrer dans la société des vivants.

Le vrai problème, cependant, c'est que les raisons pour lesquelles on épargne à la très grande majorité des femmes homicides les peines les plus cruelles et les plus infâmes ne sont pas les bonnes raisons.

Examinons ces raisons une à une.

1. L'argument qui veut que les femmes souffrent plus de l'incarcération que les hommes n'a jamais trouvé de confirmation dans les faits. Comme l'a démontré Giallombardo (1966) et comme nous l'avons nous-même expliqué (Bertrand, 1976), les femmes habituées à l'enfermement domestique supportent l'emprisonnement plus gaillardement que les hommes et savent se réorganiser une vie domestique à l'intérieur des murs.
2. L'argument des liens familiaux à ne pas briser, de la mère qu'il ne faut pas retirer à ses enfants, est souvent pauvre. De quelle mère s'agit-il ? faut-il croire que toute mère biologique est la personne à qui les enfants doivent être confiés ? quels enfants ? de quel âge ? quels sont leurs liens avec cette mère ?

3. Les motifs qui nous retiennent d'appliquer la peine de mort aux hommes (et qui nous ont fait abolir ces horreurs que sont le fouet et le martinet qui n'étaient appliqués qu'aux hommes) auraient dû nous retenir de leur imposer les incarcérations sans fin suivies de liberté conditionnelle à vie. Le respect de la vie et la crainte des erreurs judiciaires auraient dû nous faire abolir la peine de mort bien avant le 14 juillet 1976 et nous interdire de la remplacer par l'emprisonnement à perpétuité pour qui que ce soit, homme ou femme.

UN RETOUR SUR LA PRATIQUE DES SENTENCES

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons exposé au début de ce chapitre, les femmes sont traitées avec beaucoup plus de mansuétude que les hommes. L'analyse de la nature de leur crime a pu nous amener à croire que c'était le caractère relativement peu dangereux de leurs infractions, dans l'ensemble, qui leur valait d'être peu souvent condamnées à l'incarcération et de se voir souvent accorder des peines légères comme le sursis et l'amende. D'ailleurs, nos propres commentaires sur la criminalité officielle des femmes tendaient à démontrer qu'il est ridicule de poursuivre par voie de mise en accusation des vols simples et des délits contre les mœurs qui ne constituent pas un danger social bien important. Mais en fait, le même manque de dangerosité caractérise une grande part de ce que l'on appelle la criminalité masculine. Certes, une plus grande proportion des infractions commises par les hommes est marquée par une certaine violence contre les biens et contre les personnes mais il nous semble que cette "part" dangereuse et qui heurte de front les valeurs sociales *est sans commune mesure avec la sévérité des peines et le nombre de condamnations à l'emprisonnement qui frappent les hommes.*

D'autre part, l'analyse que nous venons de faire de l'imposition des sentences dans les affaires de meurtres démontre bien que *ce n'est pas*

que la relative absence de dangerosité des crimes que commettent les femmes qui leur vaut d'être traitées avec douceur par les tribunaux. Pour des meurtres équivalement graves, les femmes sont acquittées aussi souvent que les hommes sont condamnés et les sentences que finissent par se voir imposer les rares femmes trouvées coupables d'homicide sont incomparables à celles que l'on impose aux hommes. On poursuit donc les femmes selon les modes les plus incriminants et pour les crimes les plus graves pour finalement les acquitter (dans un nombre de cas important) ou leur imposer des sentences qui ne sont pas considérées comme sévères. C'est ce que nous avons voulu décrire en parlant de "montagnes russes" et d'alternances de sévérité et de mansuétude.

Les sentences imposées aux femmes par les tribunaux canadiens nous paraissent plus raisonnables, plus humaines et plus efficaces que celles que l'on impose aux hommes. D'autres pays d'ailleurs, la Hollande notamment, limitent à de telles proportions le nombre de personnes qu'ils condamnent à l'incarcération et surtout imposent des peines tellement moins longues que celles qui ont cours ici au Canada.

LES FEMMES PARMİ LES PERSONNES INCARCÉRÉES

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports statistiques des institutions pénales constituent une troisième source de données sur le crime et le criminel. Ceux-ci s'intitulent : "Statistique des Établissements de correction". Les derniers à avoir été publiés sont ceux de 1973, mais nous disposons de quelques données préliminaires pour 1976.

Dans ces rapports compilés par Statistique Canada, on trouve quelques données sur les mineurs délinquants placés en Établissements de protection, des relevés succincts de la population des prisons provinciales (nombre d'entrées, sorties, sexe des criminels) mais surtout des faits touchant la population des pénitenciers canadiens puisque la gérance de ceux-ci relève du gouvernement central et du Solliciteur gé-

néral du Canada : crime, durée de la condamnation, âge, sexe, statut marital des détenus, antécédents judiciaires, etc... Les mineurs délinquants placés en institutions de resocialisation font l'objet d'autres rapports intitulés : établissements de protection de la jeunesse, rapports que nous analyserons au chapitre sur les jeunes délinquants.

A) La proportion hommes-femmes parmi les détenus :

Jetons d'abord un regard d'ensemble sur la population incarcérée, selon le sexe et selon le type d'établissement : établissements de protection de la jeunesse, prisons provinciales, pénitenciers fédéraux.

La disproportion entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes incarcérés parmi les adultes criminels est flagrante. En effet, en 1973, on trouve dans les prisons provinciales, où se purgent les peines de moins de deux ans, *1 femme contre 20 hommes* environ. Dans les pénitenciers fédéraux, où se purgent les peines de deux ans et plus, la proportion est de *1 femme contre 50 hommes*.

Chez les jeunes, les pratiques sont bien différentes : on trouve 2 filles contre 3 garçons en écoles de protection. Nous analyserons ce fait étonnant au chapitre sur les jeunes délinquants.

B) Les crimes pour lesquels les femmes sont emprisonnées dans les pénitenciers fédéraux :

L'on retrouve si peu de femmes dans les prisons et pénitenciers qu'il vaut la peine que nous nous arrêtions à considérer ce qui leur a valu des peines d'emprisonnement.

Les crimes qui ont mérité à leurs auteurs féminins d'être incarcérées pour deux ans et plus sont les suivants :

- des offenses reliées à l'usage ou au trafic de stupéfiants ;
- des crimes d'homicide ;
- la fraude ;
- quelques vols qualifiés.

a) *En 1973*, il y eut 89 femmes admises dans les pénitenciers et 4,230 hommes. Parmi ces 89 femmes, on trouve :

- 45 criminelles condamnées en vertu de la loi fédérale sur les stupéfiants ;
- 12 femmes condamnées pour homicide ;
- 10 pour fraude ;
- 8 pour vols qualifiés ;
- 3 pour homicide involontaire.

Ce qui fait un sous-total de 78 détenues. Les onze autres ($78 + 11 = 89$) ont été condamnées pour vol, “blesser”, “bris de prison”(!), “pénétrer par effraction” et “autres” crimes.

b) *En 1976* : 226 détenues.

Puisque nous disposons de données préliminaires plus récentes, voyons si la situation a changé. Pour quels crimes surtout les femmes sont-elles condamnées à purger des peines d'emprisonnement de 2 ans et plus en 1976 ? La distribution de ces motifs d'incarcération est-elle semblable, dans le cas des hommes et des femmes ?

Tableau 11

Principaux motifs d'incarcération en pénitencier pour les hommes et les femmes, en pourcentages, Canada, 1976 *

[Retour à la table des matières](#)

	% H	% F
Stupéfiants	9.70	40.26
Vol qualifié	29.11	12.39
Fraude	4.30	12.39
Homicide involontaire	5.73	9.30
Meurtre et infanticide	7.83	5.31
Pénétrer par effraction	15.72	3.55
Autres	27.61	16.80
	100.00	100.00

* Données préliminaires sur les établissements correctionnels, Statistique Canada, février 1978.

Ainsi, les femmes incarcérées suite à des infractions à la loi sur les stupéfiants représentent plus de 40% de toutes les femmes détenues dans les pénitenciers. Chez les hommes, ce motif d'incarcération n'est responsable que de 9.70% des internements.

Par contre, le vol qualifié et le fait de pénétrer par effraction ont conduit au pénitencier 45% des hommes qui s'y trouvent, contre 16% seulement des femmes.

Le tableau 11 laisse donc entrevoir une structuration particulière de la criminalité des femmes au niveau des institutions pénales, structuration qui ressemble peu à celle des hommes (bien qu'elle semble s'en rapprocher, si l'on compare les motifs d'incarcération des dernières années). Ce qui est surtout frappant dans la "représentation" de la criminalité féminine telle qu'elle ressort des statistiques des institutions pénales, c'est combien l'image de la femme criminelle change aux différents niveaux du système pénal. Nous reviendrons sur ce point.

Enfin, touchant les condamnées pour stupéfiants, les chiffres sont si élevés qu'ils permettent de supposer que la pratique des sentences à ce chapitre n'est pas la même pour les hommes et pour les femmes.

C) La prédominance des délits de drogues chez les femmes détenues dans les pénitenciers canadiens de 1954 à 1964 :

Dans un article consacré aux femmes détenues dans les prisons et pénitenciers de 1954 à 1964, Landreville (1969) confirme la prédominance des crimes liés aux stupéfiants parmi les motifs qui servent à incarcérer les femmes pour des peines de longues durées.

“Entre 1954 et 1964, de 40% à 65% des femmes admises en pénitencier avaient été condamnées pour violation de la Loi sur les stupéfiants”. (p. 22)

Il ajoute : “Le nombre des femmes toxicomanes admises au pénitencier est ou égal ou supérieur au nombre des femmes admises pour violation de la Loi sur les stupéfiants, d'où nous concluons que la plupart de ces dernières sont toxicomanes” (ibid., p. 22).

Nous ne croyons pas qu'une pareille conclusion soit fondée. Rien ne prouve que les qualificatifs “toxicomane” et “alcoolique” qu'on retrouve aux dossiers des détenues sont les résultats de diagnostics sérieux. De plus, certaines institutions pénales canadiennes, notamment celle de Matsqui, ont offert des régimes thérapeutiques intéressants aux détenus dits toxicomanes, ce qui pouvait en inciter un certain nombre à se déclarer tels. Mais les données de Landreville, dont il est le premier à faire la critique (p. 21), sont étonnantes à plus d'un égard. En effet, la “vague” de la drogue n'avait pas atteint le Canada dans les années 1954 et même pas en 1964. C'est vers 1968 ou 1969 que le phénomène de l'usage des drogues à des fins non médicales s'est révélé un “problème” aux yeux des autorités gouvernementales. Il y a fort à parier que les personnes arrêtées pour possession ou trafic de stupéfiants durant la décade 1954-1964 étaient des personnes qui avaient accès aux opiacés par des voies médicales ou qui étaient devenues des toxicomanes suite à des traitement médicaux.

Enfin, Landreville confirme une autre de nos conclusions. Entre 1954 et 1964, la proportion de femmes condamnées à des peines de pénitencier pour stupéfiants est absolument incomparable à la proportion d'hommes condamnés pour ces crimes. Au tableau 11 (p. 11), Il démontre qu'au cours de ces années, 4% des hommes condamnés au pénitencier le sont pour des affaires de stupéfiants contre 50% des femmes, en moyenne. Les opiacés répondent donc de la moitié des longues peines d'incarcération imposées aux femmes depuis au moins trente ans.

D) La durée des peines de pénitencier :

Une plus grande proportion de femmes que d'hommes, parmi les personnes condamnées au pénitencier, y purgent des peines courtes. En 1976, 64% des femmes contre 49% des hommes étaient admis pour des périodes de moins de cinq ans.

Les peines de moins de dix ans étaient le fait de 88% des femmes contre 75% des hommes.

Il faut noter ici que tel n'était pas le cas en 1973 : 20% des hommes contre 8% des femmes purgeaient des peines très courtes. Parmi les personnes incarcérées pour dix ans et plus, on trouvait 6% des hommes mais 11% des femmes. Deux femmes avaient été condamnées à perpétuité, l'une pour meurtre, l'autre pour vol qualifié. Sept femmes auteurs de crimes prévus à la loi des stupéfiants purgeaient des sentences de 10 ans et plus, ainsi qu'une personne reconnue coupable d'homicide involontaire.

E) Les femmes détenues dans les prisons du Québec :

En 1975, on trouvait 80 femmes dans les prisons provinciales du Québec, contre 1,580 hommes. En fait, deux prisons, celle de Montréal et celle de Québec, la maison Tanguay et la maison Gomin, reçoivent à elles seules 75 de ces 80 détenues féminines. Les cinq autres détenues se retrouvent ici et là dans des cellules des prisons de comté (particulièrement Sherbrooke, Saint-Jérôme, etc.).

Il n'est pas possible de savoir pour quels délits ces femmes sont emprisonnées, en étudiant le rapport du ministère de la Justice du Québec ¹⁰.

Deux fois plus de femmes qu'on n'en trouve parmi les personnes condamnées à des peines de prison, proportionnellement, se voient imposer une peine d'un jour. Mais les sentences de 18 à 23 mois, les plus longues qu'on puisse purger dans les prisons provinciales, ne sont pas épargnées aux femmes. Ce patron de douche écossaise - tantôt la clémence, tantôt la sévérité, - se retrouve à propos des congés temporaires et des libérations de jour, auxquels les femmes ont accès dans des proportions plus considérables que les hommes.

F) La Maison Tanguay, prison et pénitencier pour femmes :

Ce livre s'adressant d'abord à un auditoire canadien et francophone, il apparaît utile d'y décrire la population de la Maison Tanguay. En effet, cette institution est, à toutes fins pratiques, LA maison de détention pour femmes francophones, au Canada.

Non seulement la Maison Tanguay reçoit la très grande majorité des femmes québécoises condamnées à des peines de prison (plus de 70% de toutes les personnes condamnées à des courtes peines dans le territoire québécois) mais en vertu d'ententes fédérales provinciales, les femmes condamnées par les tribunaux du Québec (et plus spécialement de la région de Montréal) à de longues peines peuvent être acheminées vers Tanguay.

En effet, étant donné les dimensions du pays et le caractère biculturel de sa population, il était particulièrement pénible *d'envoyer à Kingston, seul pénitencier fédéral pour femmes, toutes les détenues du Canada*, de quelque origine qu'elles soient. La Maison Tanguay accueille donc depuis peu un certain nombre de “détenues fédérales”

¹⁰ Rapport annuel 1975, Gouvernement du Québec, Ministère de la Justice, Direction générale de la probation et des établissements de détention. Cependant, un rapport publié sous les auspices de ce Ministère en 1977 décrit la population de la Maison Tanguay. Nous le résumons ci-après.

(personnes condamnées à de plus longues peines), originaires de Montréal, en grande partie. Elle n'est pas tenue de les recevoir toutes et toutes ne sont pas requises de demeurer à Montréal lorsqu'elles écopent d'une longue peine d'emprisonnement. Il faudra donc se garder de croire que la population de pénitencier que nous décrivons à partir des personnes incarcérées à Tanguay constitue la totalité des femmes originaires du Québec condamnées au pénitencier.

À partir d'une étude effectuée par Denis Caron pour le compte du Ministère de la Justice du Gouvernement du Québec et intitulée "La population de la Maison Tanguay" (juin 1977) on peut résumer ¹¹ ainsi les caractéristiques de la population de la Maison Tanguay entre le 1^{er} mai 1976 et le 30 avril 1977 :

Personnes admises	Lieu de résidence	Langue française	Âge modal
401 prévenues	Montréal 81%	67%	21-25
534 détenues	Montréal 77%	68%	21-25

Ces caractéristiques générales ne s'appliquent pas tout à fait à la population qui purge de longues peines. Parmi les personnes qui devraient se trouver en pénitencier, 15 sont de Montréal ; 4 des autres provinces et 5 de pays étrangers. C'est au niveau de la langue parlée, surtout, que les "détenues fédérales" se distinguent des personnes qui purgent de courtes peines : 14 s'expriment en français contre 12 en anglais seulement. La proportion des Québécoises et surtout des francophones parmi les détenues "fédérales" est nettement plus basse qu'elle ne l'est dans la population en général.

Les crimes et délits pour lesquels ces personnes sont condamnées
- En voici un aperçu synthétique :

¹¹ Ce résumé a été préparé par Renée Collette-Carrière, M.A. Crim., chargée de cours à l'École de criminologie, Université de Montréal.

Les détenues purgeant de courtes peines sont incarcérées surtout pour :

- des crimes contre la propriété sans violence : 38%
- des crimes contre la personne
et contre la propriété avec violence : 6%
- des délits de prostitution, ivresse, inconduite : 11%

Chez les détenues purgeant des peines de pénitencier :

- des affaires de stupéfiants : 50%

Les détenues de la Maison Tanguay, ces dernières années, en étaient-elles à leur première peine de prison ? Dans le cas des personnes purgeant de courtes peines, les renseignements obtenus n'ont guère de valeur car cette donnée n'apparaissait pas dans 40% des dossiers... Pour ce qui est des cas de pénitencier, près de 60% des personnes détenues avaient déjà été incarcérées, soit 15 sur 26.

Quelle est la sentence ? La majorité des détenues provinciales purgent des peines de moins de 4 mois, soit 86% des prisonnières, pour l'année mentionnée. Chez les "fédérales", 75% des personnes purgent des peines de moins de 4 ans, 20% ont des peines de 7 ans (sûrement pour des affaires de stupéfiants qui commandent une sentence fixe) et une des détenues est incarcérée pour 10 ans.

La proportion des détenues de pénitencier semble aller croissant à la Maison Tanguay. Une étudiante de l'université McGill constate, au 20 mars 1977, que cette proportion est de 45% (peines de pénitencier) contre 55% (courtes peines). La population des détenues à cette date était de 72 personnes, à quoi il faut ajouter des prévenues.

Pour des raisons qu'on s'explique mal, la Maison Tanguay n'arrive pas à organiser un programme d'éducation, de travail et de prélibération pour ses détenues. Aussi, le fait d'ajouter à sa population qui purge des courtes peines un nombre de plus en plus important de per-

sonnes qui sont en prison pour plus de deux ans constitue un facteur additionnel de criminalisation et un nouvel obstacle à la ré-insertion sociale de toutes les détenues, spécialement celles qui auront séjourné longtemps dans une prison dont la routine quotidienne ne prévoit pas qu'on travaille ni qu'on reçoive une formation technique ou professionnelle.

G) Nature de la criminalité des détenues selon la langue parlée ;

En mars 1977, alors que 59% de toutes les francophones retenues à Tanguay y étaient pour des crimes sans violence contre la propriété et 18% chez les anglophones : - 53% de ces dernières, les détenues anglophones, étaient condamnées pour des crimes reliés aux lois sur les stupéfiants contre 9% chez les francophones.

Sans doute le lecteur nous dispensera-t-il d'appliquer à ces données des tests statistiques pour le convaincre qu'il s'agit là d'une différence fort significative.

Les affaires de drogues ne sont pas le fait des détenues francophones. C'est pour des délits contre la propriété que les personnes de ce groupe ethnique et linguistique sont condamnées à la prison et, dans le cas des longues peines imposées aux francophones, des crimes contre la personne et des fraudes.

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIALES DES FEMMES CONDAMNÉES ET INCARCÉRÉES

[Retour à la table des matières](#)

Les statistiques des tribunaux nous apprennent peu de choses sur les caractéristiques sociales des personnes condamnées pour actes criminels.

Aussi avons-nous pensé regrouper ces quelques notes avec des données descriptives de même nature touchant, cette fois, les femmes incarcérées.

1. L'âge des personnes condamnées :

La seule caractéristique analysée selon le sexe, chez les condamnés, est l'âge. D'autres faits sociaux fort intéressants font l'objet de tableaux détaillés dans les statistiques des tribunaux. Malheureusement, ces tableaux à double entrée où l'on analyse par exemple le crime en regard de la sentence ou de l'âge des condamnés, ne sont pas détaillés selon le sexe. Sans doute faudrait-il que la Division de la statistique judiciaire de Statistique Canada prévoie des formulaires qui feraient une place constante au sexe des condamnés.

Le groupe d'âge modal (celui où se retrouvent le plus grand nombre de condamnés) est le groupe des 16-19 ans. Chez les femmes, on trouve 23.78% des condamnées dans cet intervalle, et chez les hommes, 29.83% des condamnés. Les deux intervalles suivants : 20-24 ans, et 25-29 ans, regroupent plus de 30% des condamnés de chaque sexe. C'est dire que 60% des hommes et 50% des femmes condamnés avaient moins de 30 ans, en 1972.

Mais les statistiques font état du fait que l'âge de 6,599 des hommes condamnés et de 1,199 femmes est "inconnu", soit 17.21% des hommes et 16.425 des femmes. C'est là une proportion considérable de personnes à propos de qui les tribunaux n'obtiennent même pas les données essentielles.

Il ne s'agit pas de délinquants banals qui ont quitté le tribunal quelques minutes après leur comparution mais de personnes condamnées pour actes criminels et qui ont fait l'objet d'un procès non sommaire. Le pourcentage des faits qu'on ignore à leur sujet est inacceptable.

2. *L'âge, le statut marital et les condamnations antérieures des femmes incarcérées, en 1973 :*

Chez les femmes incarcérées (comme chez les hommes d'ailleurs), c'est le groupe des 20-24 ans qui est le plus nombreux. Les condamnés plus jeunes sont plus rarement envoyés dans les pénitenciers.

Les femmes incarcérées sont souvent célibataires (46.71 %), les femmes mariées ne comptent que pour 27.16%. La proportion des hommes célibataires parmi ceux qui sont incarcérés est plus considérable que chez les femmes : 57.51%. Comme on s'y attend, une plus petite proportion des hommes détenus est mariée : 18.31%.

Alors que 8% des femmes sont décrites comme vivant des unions consensuelles, c'est là la situation maritale de 14.03% des hommes.

Les pourcentages des femmes et des hommes divorcés et séparés sont peu significatifs.

D'après le rapport sur les établissements de correction, 2 fois moins de femmes que d'hommes, parmi les personnes admises au pénitencier en 1973, avaient déjà été incarcérées : 50% des femmes contre 25% des hommes en étaient à leur premier emprisonnement ¹².

3. *“Alcoolisme” et “toxicomanie” chez les détenus :*

Selon les mêmes rapports, plus de 1,000 des 4,230 hommes admis en 1973 étaient soit des alcooliques soit des buveurs-problèmes. Seulement 4 des 89 femmes avaient cette caractéristique ¹³. Cependant, 28 femmes sur 89 sont décrites comme toxicomanes, soit 31 contre 326 hommes sur 4,230, soit environ

¹² *Statistiques des établissements de correction*, 1973, p. 32.

¹³ *Statistiques des établissements de correction*, 1973, p. 32.

8% ¹⁴. Mais la proportion des sans-réponse à ces deux questions est si élevée que l'on ne peut trop se fier à ces chiffres. L'on ne sait d'ailleurs pas s'il s'agit seulement d'auto-confessions ou si les détenus ont été diagnostiqués alcooliques et toxicomanes par des personnes compétentes.

CONCLUSION

1. Réponses aux questions posées au début du Chapitre II

[Retour à la table des matières](#)

Le chapitre II s'ouvrait sur une série de questions assez typiques des interrogations que nous avons l'habitude d'entendre à propos de la criminalité des femmes. Étudiants, amis, collègues, journalistes s'expriment souvent dans ces termes lorsqu'ils veulent comprendre un peu le phénomène étrange de la criminalité féminine : “Quelle sorte de crimes les femmes commettent-elles surtout ?” - “Est-il vrai que le nombre des fraudeuses augmente considérablement ?” - “La criminalité des femmes doit être à la veille d'égaliser la criminalité des hommes ?” - “Les femmes qui apprennent le judo et le karaté doivent être de redoutables criminelles ?”, questions qui, d'ailleurs, sont souvent marquées au coin de l'ironie condescendante.

C'étaient là les interrogations que nous tentions de résumer dans les huit “questions naïves” du début de ce chapitre. Mais, comme le lecteur s'en souvient peut-être, nous avons dû faire la critique de ces questions naïves, substituer aux termes vagues ou à double signification (les mots crimes et criminels, par exemple) des notions univoques et des réalités mesurables qui se prêtent aux descriptions factuelles.

Les questions reformulées ont fait l'objet de notre attention pendant plusieurs pages. Avons-nous réussi à y apporter des réponses ?

¹⁴ Ibid., [Tableau 13](#).

Nous croyons que oui. Aux cinq premières de ces huit questions, les pages qui précèdent apportent des réponses. Mais ces réponses sont complexes. Nous allons maintenant nous efforcer de les résumer en quelques paragraphes.

1. À la question “quelle place les femmes occupent-elles parmi les accusés ?” nous avons répondu, particulièrement à l'aide des tableaux ¹⁵ 3 à 5, qu'en 1975 les femmes représentaient 10% des accusés de toutes les “familles” d'infractions, au Canada. Elles sont un peu plus nombreuses proportionnellement parmi les personnes accusées d'infractions au code criminel (11% et 12%).

La réponse à la question “quelle place occupent-elles parmi les personnes condamnées ?” supposait des distinctions quant à la gravité des condamnations. Nous savons assez bien quelle place les femmes occupent parmi les personnes condamnées pour les crimes les plus graves, c'est-à-dire par voie de mise en accusation pour acte criminel. En 1972, les femmes représentaient 15% de ces personnes. Nous savons un peu moins bien quelle proportion des personnes condamnées pour offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité elles représentent. En effet, les statistiques touchant ces dernières offenses sont comptabilisées par infractions. Les femmes y représentent 9% des auteurs d'infractions, mais il est fort probable qu'elles récidivent moins que les hommes. D'autre part, les petits délits aux règlements de la circulation routière, qui constituent plus d'un million d'infractions aux lois provinciales en 1972, sont parmi ceux que l'on répète. Il est donc fort possible que les statistiques des offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sous-estiment le *nombre de personnes distinctes*, et donc des femmes.

Une troisième sous-question, qui n'était pas explicite dans notre préambule au chapitre II, porte sur la place des femmes

¹⁵ Les tableaux 3 à 11 constituent la matière essentielle de nos réponses. En les résumant, nous omettons ici les décimales et arrondissons à l'unité la plus proche, pour faciliter la mémorisation.

parmi les personnes incarcérées. Les femmes représentaient en 1973 au Canada, 2% de la population qui purge les peines de pénitenciers, et 5% de la population des prisons provinciales, dans tout le pays.

2. À la question : “pour quelles infractions les femmes sont-elles surtout arrêtées ?” nous répondons par les tableaux 4, 6 et surtout 7. Ce dernier propose une nouvelle classification des infractions en sept catégories. Les chefs d'accusation retenus contre les femmes sont, dans l'ordre, les infractions contre la propriété avec et sans violence (36% des accusées) ; les délits contre la morale et l'ordre public (26%) ; les infractions à la circulation (16%) ; les offenses reliées aux lois sur les drogues (7%) et les crimes de violence contre les personnes (5%).

Le moment venu de répondre à la question “pour quelles infractions les femmes sont-elles surtout condamnées ?” il faut distinguer entre les condamnations pour actes criminels et les condamnations pour délits. Dans la catégorie des crimes graves, les femmes sont massivement condamnées suite à des infractions à cette partie du code criminel qui traite des offenses contre la propriété avec et sans violence (84% de toutes les femmes condamnées). Suivent trois catégories également insignifiantes : les crimes contre la morale et l'ordre public (6%), les crimes de violence contre les personnes (5%) et les affaires liées aux drogues (4%) (tableau 8).

Au chapitre des offenses punissables sur déclaration sommaire, les lois provinciales et municipales sur l'alcool et la circulation expliquent la très grande majorité des condamnations (tableau 9).

Nos tableaux nous permettent aussi de préciser pour quels crimes on incarcère les femmes dans les pénitenciers fédéraux : plus de 40% des femmes qui purgent des peines de plus de deux ans ont été condamnées pour des affaires de stupéfiants, tant en 1973 qu'en 1976. Deux autres groupes de détenues sont constitués par des femmes condamnées pour fraude (12%) et pour vol qualifié (12%). Les auteurs d'homicide involontaire constituent

un petit contingent de 9%. Les auteurs de meurtre, 5% (tableau 11.).

3. À la question : “les femmes sont-elles traitées moins durement que les hommes pour des crimes analogues ?” nous avouons qu’il est bien difficile de répondre, dans l’état actuel des statistiques criminelles. En effet, les sentences sont réparties selon les crimes et les criminels mais ceux-ci ne sont pas distribués dans ces mêmes tableaux selon le sexe. D’autre part, ce qui ajoute à la confusion et nuit à l’étude de “crimes analogue”, c’est la qualification, dans le code criminel, des offenses de vol. Celles-ci doivent être poursuivies par mise en accusation en un grand nombre de cas. Si bien que la majorité ou la presque totalité des actions illégales commises par des femmes en rapport avec le code criminel, bien que relativement insignifiantes aux yeux de la majorité des citoyens (croyons-nous) sont, littéralement, des actes criminels. Les femmes constituent donc une proportion assez importante (15%) des auteurs d’actes criminels, mais c’est suite à cette caractérisation juridique des infractions contre la propriété “sans” violence.

Il est certain que les femmes ne se retrouvent pas dans les institutions pénales à purger des peines d’emprisonnement dans des proportions analogues à celles qui caractérisent leur présence parmi les personnes condamnées pour actes criminels. Et elles se voient imposer deux fois plus souvent que les hommes les sentences les plus douces. D’autre part, il tombe sous le sens qu’on ne devrait pas faire subir une sentence d’emprisonnement à quelqu’un qui a commis un vol sans violence. Or, c’est là le “crime” de 5,000 des 7,000 femmes condamnées pour actes criminels en 1972... (voir page 71).

Pour obvier aux lacunes des statistiques criminelles et aux incohérences du code criminel, nous faisons une “étude de cas”, détaillée selon le sexe, du sort de toutes les personnes soupçonnées d’homicide au Canada de 1961 à 1974. Il en ressort que les femmes sont vraiment traitées très différemment des hommes dans le, cas d’homicide (tableau 10).

4. À la question : “qui sont les femmes criminelles ?” nous pouvons à peine répondre. En effet, les statistiques des tribunaux, qui abondent en analyse de variables sur les condamnés, ne distribuent pas la population analysée selon le sexe sauf à propos de l'âge. C'est le groupe de 16 à 19 ans qui réunit le plus grand nombre de femmes condamnées, suivi des deux intervalles suivants : 20-24 et 25-29.
5. À la question : “qui sont les femmes incarcérées ?” nous pouvons répondre sommairement : elles ont un âge modal de 20 à 24 ans, elles sont surtout célibataires mais le sont moins “massivement” que les détenus masculins ; 50% d'entre elles n'ont pas d'antécédents judiciaires (les détenus masculins des institutions fédérales sont plus souvent des récidivistes) ; leurs problèmes d'alcoolisme, dont on ne sait pas d'ailleurs s'ils ont été évalués scientifiquement, sont moins fréquents que chez les hommes, mais elles sont plus souvent “toxicomanes”.

Nous ne savons pas grand'chose de la population pénale des institutions provinciales au Québec, sinon l'âge des détenus par sexe et la durée de leur détention. Un grand nombre de femmes purgent dans les prisons provinciales des peines très courtes pour ne pas dire ridiculement courtes (un jour). Mais on ne leur épargne pas les peines les plus longues, soit celles de 18 à 23 mois. D'autre part, elles sont plus souvent qu'à leur tour, proportionnellement, les bénéficiaires de congés temporaires.

Dans les pénitenciers fédéraux, les femmes purgeaient des peines tantôt longues, tantôt courtes, en 1973 et le patron de douche écossaise, dont nous avons parlé ailleurs à propos des pratiques pénales appliquées aux femmes, se retrouve là aussi.

Ces éléments de réponse laissent en friche un grand nombre de questions légitimes, les unes tenant aux contradictions que révèlent les “représentations sociales” que nous venons de résumer, les autres découlant des limites temporelles et spatiales de nos données.

Traitions d'abord des contradictions.

Pour le lecteur qui nous a suivi jusqu'à maintenant, il devient clair que les femmes criminelles dont on peut parler à partir des rapports de la police ne sont pas tout à fait celles dont il est question dans les statistiques des personnes condamnées pour actes criminels ; à leur tour, ces dernières, les femmes condamnées pour les crimes les plus graves, semblent avoir disparu avant l'entrée dans les institutions pénales où l'on ne retrouve pas du tout la même "structure" de criminalité ou, si l'on veut, la même "représentation" de la criminalité des femmes que projettent les tribunaux.

Toutes les accusées ne doivent sûrement pas faire l'objet de poursuite par voie de mise en accusation et être condamnées pour actes criminels. Les différences dans les représentations ou structures de ces deux premiers niveaux s'expliquent donc partiellement. Mais on comprend moins bien que les pénitenciers reçoivent une population féminine qui n'a aucune parenté avec la population des femmes condamnées pour actes criminels. Alors que 85% des condamnées l'étaient pour des crimes contre la propriété, de 40% à 60% des femmes incarcérées dans les pénitenciers (depuis 1954, comme le démontre Landreville) le sont pour des infractions aux lois fédérales sur les stupéfiants et de 20 à 30%, pour des crimes violents contre les personnes.

La structure de la criminalité des femmes, comme phénomène officialisé, est donc fort différente aux différents niveaux du système pénal. Nous résumons ces différences dans le tableau qui suit.

La structure de la criminalité des femmes qui apparaît à l'analyse de la population de la prison Tanguay, à Montréal, se rapproche un peu de la représentation du phénomène selon les statistiques de la police. Mais on ne peut généraliser à partir des données en provenance d'une seule prison provinciale.

Tableau 12

Répartition pourcentuelle des femmes accusées, condamnées et incarcérées, par familles d'infractions, Canada, 1972-1976 *

[Retour à la table des matières](#)

	Accusées		Condamnées pour actes criminels	Incarcérées dans les pénitenciers	
	(1972) %	(1976) %	(1972) %	(1973) %	(1976) %
Violence contre la personne	5 *	5	5	27	34
Propriété	36	36	84	12	20
Morale et ordre public	24	25	6	-	-
Drogues	6	6	4	51	40
Circulation	17	16	1	-	-
Affaire		-	-	-	-
Autres	12	12	-	10	6
TOTAL	100	100	100	100	100

* Tous les pourcentages ont été arrondis.

2. Trois représentations de la criminalité des femmes

Il s'agit donc vraiment de trois images, de trois représentations différentes de la criminalité des femmes. Comme le montre le tableau 12, la délinquance féminine se présente de façon multiforme dans les statistiques de la police, pour se voir réduite à UNE donnée importante et englobante dans les statistiques des personnes condamnées pour actes criminels. Enfin, celui qui s'aventurerait à faire l'analyse de la criminalité des femmes à partir de la population féminine des pénitenciers canadiens, conclurait que ce sont les infractions à la loi sur les stupéfiants et les crimes de violence contre les personnes qui “résument” la criminalité féminine, alors que ces deux familles d'infractions ne représentent que 5 ou 6% de la criminalité des femmes, aux deux niveaux antérieurs.

Nous connaissons des avocats criminalistes qui nous recommanderaient de ne pas nous étonner de ces manques de convergences : ils sont inscrits dans le code criminel... Cette réponse avocassière ne peut satisfaire personne. S'il est vrai que des peines terriblement élevées sont prévues pour importation de stupéfiants, 7 ans minimum, le meurtre et le vol qualifié étaient passibles d'emprisonnement à perpétuité, se traduisant en un minimum de 10 ans (cela, avant la loi C-84, juillet 1976). Mais les femmes soupçonnées de meurtre ont été souvent acquittées depuis 15 ans ou reconnues coupables de crimes moins graves et de toute façon ne subissent pas de très longues peines d'emprisonnement, sauf de rares exceptions.

On aurait donc pu traiter les femmes reconnues coupables de trafic, de culture, ou de possession pour fins de trafic, comme on traite les femmes auteurs de vols qualifiés, de meurtre ou d'homicide involontaire, et vraisemblablement, comme on traite les hommes reconnus coupables d'infractions à la loi sur les stupéfiants (Landreville, 1969).

L'existence, voire la co-existence simultanée de trois "structures" différentes de la criminalité des femmes, de trois représentations également officielles et si peu convergentes, doit nous rendre bien prudents dans nos généralisations sur ce phénomène. De quelle criminalité parlons-nous ? de celle que connaît le tribunal ? de celle qui aboutit en prison ? de celle qu'on rapporte aux policiers mais dont le quart seulement donne lieu à des accusations ?

LA FEMME ET LE CRIME

Chapitre III

Les variations temporelles et spatiales

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la criminalité officielle des femmes dans le chapitre II soulève bien des questions. Que peut-on conclure de chiffres ne portant que sur une ou deux années ? et tirés des statistiques d'un seul pays ?

Nous avons partiellement répondu à la seconde de ces questions en rapportant, au chapitre I, les conclusions de notre étude sur la criminalité féminine dans six pays. Bien que les pourcentages cités n'aient couvert que les années 1962 à 1966, ils établissaient hors de tout doute qu'en Europe de l'ouest, en Europe de l'est et en Amérique latine, la criminalité des femmes mesurée par les statistiques des condamnations ne constitue qu'une part relativement insignifiante de l'ensemble, comme c'est le cas au Canada.

Cette part, avons-nous rappelé, varie de 3 à 25%, selon les pays et les années.

Dans le chapitre III, nous allons relever la participation des femmes à la criminalité officialisée par les tribunaux canadiens sur une période de quatre-vingt-dix ans. Nous serons ainsi en mesure de répondre aux dernières questions soulevées au début du chapitre II : la criminalité des femmes augmente-t-elle ? croît-elle à un rythme plus rapide que celle des hommes ? peut-on attribuer ces changements au mouvement de libération des femmes

Le Canada, d'ailleurs, n'est pas un tout homogène. Des variations de la répression sont observables selon les régions, leur niveau de développement, leur densité démographique, leur degré d'urbanisation. Nous relèverons aussi ces différences “dans l'espace”, qui affectent non seulement le taux de répression mais, de façon spécifique, la place que les policiers et les tribunaux font aux femmes dans leurs activités de contrôle social.

LES VARIATIONS DANS LE TEMPS

[Retour à la table des matières](#)

C'est au premier de ces deux problèmes que nous voulons nous attaquer d'abord, les variations temporelles du phénomène de la criminalité officielle des femmes. Si nous savons peu de chose de la criminalité “réelle” des hommes et des femmes de notre époque, malgré les indices additionnels que nous apportent les enquêtes sur la criminalité auto-révélee et les études sur les victimes de crimes, faut-il ajouter que nous ignorons tout de la criminalité “réelle” des Canadiens de la fin du XIXe siècle.

La fidélité des mesures officielles, en effet, est influencée par une multitude de facteurs dont le poids nous échappe d'autant plus que le temps qui nous sépare de ces phénomènes joue contre notre analyse. Par exemple, la visibilité des femmes, le nombre des policiers, leur niveau d'instruction et leur capacité de rapporter correctement les faits qu'ils observaient ; les valeurs dominantes qui avaient un impact direct sur l'efficacité des contrôles que la société canadienne, ses gouvernements ou ses législateurs tentaient d'exercer sur le comportement des

femmes, par exemple l'avortement, l'infanticide ; la fidélité des rapporteurs greffiers, seuls maîtres des données qui fondent les statistiques judiciaires, tous ces facteurs et tant d'autres ont fait varier ce que Robert (1977) appelle la reportabilité des crimes depuis 1890.

Il est donc impensable d'inférer quoi que ce soit à propos de la criminalité "réelle" à partir des chiffres touchant la déviance officialisée d'il y a cent ans.

Cependant, les longues séries continues de statistiques officielles ont de grands avantages. Lorsque les phénomènes rapportés se présentent avec une certaine constance, c'est que les facteurs de variation énumérés plus haut ou bien se maintiennent, ou bien se compensent les uns les autres. En d'autres termes, quelque'éloignés de la "réalité" des crimes que soient les chiffres faisant état des condamnations pendant cent ans, les rapports entre ces chiffres constituent des "représentation" sociales fort importantes.

Les statistiques judiciaires de 1880 à 1972

Au Canada, l'on dispose de près de cent ans de statistiques en provenance des tribunaux de juridiction criminelle. Elles décrivent les auteurs des infractions selon une quantité de variables fort intéressantes : l'âge, le sexe, le niveau éducationnel, la religion, l'origine ethnique, le pays d'origine, le métier, etc...

À travers ces recueils de données sur les criminels, on entrevoit de larges tranches de l'histoire du Canada, après le pacte confédératif. C'est tantôt l'histoire des institutions familiales qui nous apparaît ; les principales étapes de la scolarisation des citoyens, le passage de la ruralité à l'urbanisation ; tantôt l'histoire de deux guerres et de leur impact sur la présence et l'absence des hommes du pays, l'évolution des familles et du nombre d'enfants ; l'histoire des migrations, etc...

Cependant, dans les rapports de 1880 à 1948, l'unité de base n'est pas la personne du condamné mais la condamnation. Les auteurs d'infractions criminelles y sont comptés aussi souvent qu'ils sont condamnés. Cela donne lieu à des doubles comptes qui affectent (en moins) le

nombre des femmes auteurs de crimes car elles sont moins souvent que les hommes des récidivistes.

À compter de 1949, cependant, la première partie des recueils de statistiques en provenance des tribunaux criminels porte uniformément sur les personnes et ne contient plus de doubles comptes. Une seconde partie continue la série sur les condamnations, ce qui permet de poursuivre l'analyse commencée en 1880, et de comparer des représentations sociales identiques.

Puisque dans cette étude nous nous intéressons au sexe des condamnés, cette discontinuité dans l'unité de base affectait nos travaux. Trois possibilités s'offraient à nous :

La première : ne faire porter notre analyse que sur les années 1949 à 1972. La seconde : “corriger” la série 1880 à 1948 en fonction des distorsions observables entre 1949 et 1972, c'est-à-dire calculer un facteur de duplication quand les actes plutôt que les personnes sont comptés et l'appliquer aux années antérieures à 1949. La troisième : utiliser les chiffres des condamnations plutôt que des condamnés pour toute la série et informer le lecteur des conséquences de ce choix.

Nous avons opté pour la deuxième et la troisième voies, ce qui nous permet de tirer un parti maximum des données de 1880 à 1948. De plus, cette solution apportait un peu d'unité dans l'ensemble de l'étude historique. En effet, comme on s'en souvient peut-être, les auteurs des offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité sont de toute façon sujets au double compte, si le délinquant récidive. Ce sont des statistiques qui ne portent que sur les condamnations.

Les auteurs d'actes criminels de 1880 à 1970

Quelle part les femmes ont-elles prise à la criminalité officielle depuis 100 ans ?

Vue dans l'ensemble des condamnations, c'est une participation généralement insignifiante, qui va de 5%, à son point le plus bas, à 15% dans les années les plus récentes. Les nombres absolus varient de

4,000 ¹⁶ à 44,000 condamnés chez les hommes ; de 350 à 7,700 chez les femmes, mais les proportions hommes-femmes changent peu. Une variation de 10%, en cent ans, dans le taux de la criminalité féminine, nous paraît relativement peu importante.

Les auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, de 1900 à 1970

C'est à compter de 1900 que le sexe des auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité est clairement indiqué dans les statistiques des tribunaux.

La participation des femmes à ces délits mineurs, loin d'augmenter, semble aller en décroissant. Les infractions aux lois de la circulation prennent de plus en plus de place dans cette masse de délits et, comme nous l'expliquions au chapitre II, les délits de circulation sont aisément "répétable". C'est aussi un fait connu que les hommes passent plus d'heures au volant que les femmes et font plus souvent l'objet d'inculpations.

Les nombres que représentent ces pourcentages sont toujours élevés. On devine que les petits délits sont plus nombreux que les actes criminels. En 1900, on trouvait 32,165 hommes, auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire et 3,720 femmes. En 1970, on compte 1,333,270 auteurs masculins et 118,673 femmes.

Ces délits sont donc 40 fois plus nombreux en 1970 qu'ils ne l'étaient au début du siècle.

Mais, dans l'ensemble, la participation des femmes à ce genre de criminalité est mince.

De toute façon, *depuis 80 ans, les femmes n'ont jamais représenté que de 5 à 15% des auteurs de tous les crimes et délits au Canada.*

¹⁶ Nous arrondissons les chiffres pour faciliter la lecture. Le facteur de redoublement est assez insignifiant chez les femmes : 3 ou 4% en moyenne, mais il atteint 10% chez les hommes, ce qui confirme l'hypothèse du récidivisme masculin.

Mais, dira-t-on, c'est là une analyse bien globale, bien “grossière” de la participation des femmes à la criminalité officialisée par les tribunaux.

Ne pourrait-on chercher la part qu'ont prise les femmes à des familles de délits et de crimes ?

Ne pourrait-on, de plus, isoler certaines périodes où le mouvement que subit le taux de participation des femmes à la criminalité officialisée par les tribunaux est plus marqué, plus important ?

La “montée” des 13 dernières années

Un mouvement ascendant s'est amorcé, au cours des dernières années. Le nombre des femmes criminelles augmente, alors que celui des hommes demeure presque stable.

Examinons d'abord la part que prennent les femmes à la commission d'actes criminels, de 1960 à 1972.

Les femmes parmi les personnes condamnées pour actes criminels, de 1960 à 1972

Parmi les auteurs des crimes les plus graves ou qualifiés comme tels dans le code pénal, les femmes représentent un contingent de plus en plus important, de 1960 à 1972.

Cette fois, puisque nous nous situons après 1949 où le double compte attribuable aux statistiques basées sur les infractions s'accompagne d'un compte par personnes condamnées, nous utiliserons cette dernière unité, comme d'ailleurs dans le chapitre II.

Plutôt que d'analyser, sous forme de pourcentage, ce que représentent les femmes condamnées par rapport à l'ensemble des personnes reconnues coupables d'actes criminels, voyons maintenant le nombre même des condamnés des deux sexes, pour chacune des 13 années.

Tableau 13

Personnes condamnées pour actes criminels, Canada, 1960 à 1972 inclusive-
ment *

[Retour à la table des matières](#)

Années	Hommes condamnés pour actes criminels	Femmes condamnée pour actes criminels
1960	32,891	2,552
1961	35,516	3,163
1962	35,513	3,150
1963	39,178	3,736
1964	37,927	4,170
1965	36,992	4,840
1966	39,941	5,729
1967	39,887	5,816
1968	43,776	6,187
1969 **	32,950 **	5,067 **
1970	38,883	6,967
1971	40,139	7,735
1972	38,331	7,283

* *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1960 à 1972 incl.

** À partir de l'année 1969, les statistiques touchant les personnes condamnées au Canada ne comprennent pas le Québec et l'Alberta.

S'il est permis de juger de l'augmentation de l'activité criminelle d'un groupe par le nombre de personnes officiellement condamnées pour actes criminels, il faudrait conclure que la criminalité des femmes a crû deux fois et demie plus vite que celle des hommes, au Canada, au cours des années 1960 à 1972 inclusivement. En effet, le nombre de femmes condamnées en 1972 égale près de trois fois ce qu'il était en 1960. Chez les hommes, par contre, le nombre de personnes condamnées en 1972 égale 116 pour 100 de ce qu'il était en 1960.

Si l'on divise cette période de treize ans en deux tranches, on constate que de 1960 à 1966, le nombre de femmes condamnées pour actes

criminels passe déjà du simple au double (100 pour 100 : 1960 ; 224 pour 100 : 1966) tandis que la criminalité masculine connaît une augmentation de 21 pour 100 (100 pour 100 : 1960 ; 121 pour cent : 1966).

La deuxième moitié de ces treize ans (1967 à 1972) doit être analysée avec circonspection puisqu'il manque, à compter de 1968, le compte d'une, puis de deux provinces. Cette soustraction fait varier en moins le nombre d'hommes jugés criminels tandis que celui des femmes augmente de 25 pour 100.

Au chapitre des crimes définis par le code criminel ¹⁷, ce sont les crimes contre la propriété sans violence qui sont surtout responsables de l'augmentation de la criminalité chez les femmes adultes. En effet, ce type de criminalité répond à lui seul de 70 pour 100 de la criminalité féminine.

Or, le nombre de femmes condamnées pour crimes contre la propriété sans violence est passé de 1,701 à 5,900 au cours de ces treize ans, c'est dire qu'il est 3 fois et demie ce qu'il était. Pendant ce temps, le nombre de femmes condamnées pour crimes contre la personne augmentait de 30 pour 100, et celui des femmes condamnées pour crimes contre la propriété *avec* violence de 50 pour 100.

Chez les hommes, le nombre de personnes condamnées pour ces deux derniers crimes est *moins considérable* en 1972 qu'en 1960. Quant au nombre de crimes contre la propriété sans violence, il représente, en 1972, 115 pour 100 de ce qu'il était en 1960.

Voici les données pertinentes à cette analyse.

¹⁷ Nous n'avons pu appliquer aux données de 1960 à 1972 la typologie utilisée au chapitre II. Il nous a fallu reprendre ici telles quelles les catégories des statistiques judiciaires.

Tableau 14

Nombre de personnes condamnées * pour trois types de crimes : contre la personne, contre la propriété avec violence, contre la propriété sans violence, par sexe, Canada, 1960 à 1972 inclusivement **

[Retour à la table des matières](#)

		Hommes	Femmes
Contre la personne	1960	4,777	235
	1972	4,693	316
Contre la propriété avec violence	1960	7,537	105
	1972	6,665	162
Contre la propriété sans violence	1960	16,610	1,701
	1972	18,719	5,900
* En vertu du code criminel seulement.			
** <i>Statistique de la criminalité</i> , (tribunaux), années 1960 à 1972 incl.			

Certes, la diminution du nombres d'hommes condamnés pour les crimes de violence contre la personne et contre les biens est artificielle. Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, depuis 1969 les statistiques sur les personnes condamnées n'incluent pas les rapports du Québec et de l'Alberta. Mais cette lacune s'applique aussi aux femmes.

Si l'on peut se fier, par exemple, à la courbe allant de 1960 à 1968, dernière année pour laquelle on ait les rapports de toutes les provinces, on doit conclure que l'absence du Québec et de l'Alberta des statistiques a plus d'impact sur la criminalité masculine que féminine, spécialement au chapitre des crimes contre la personne.

Tableau 15

Nombre de personnes condamnées * pour trois types de crimes, selon le sexe, Canada, 1960 à 1968, inclusivement **

[Retour à la table des matières](#)

		Hommes	Femmes
Contre la personne	1960	4,777	235
	1968	6,627	303
Contre la propriété avec violence	1960	7,537	105
	1968	8,898	153
Contre la propriété sans violence	1960	16,610	1,701
	1968	20,466	4,040
* Code criminel seulement			
** <i>Statistique de la criminalité</i> , (tribunaux), 1960 à 1968 incl.			

Ainsi, quand toutes les provinces sont incluses, le nombre d'hommes condamnés pour crimes contre la personne augmente de 39 pour 100 entre 1960 et 1968, de 18 pour 100 dans le cas de crimes contre la propriété avec violence. Chez les femmes, les augmentations sont de 29 pour 100 et de 46 pour 100 respectivement, pour ces deux crimes.

En ce qui a trait aux criminels condamnés pour crimes contre la propriété sans violence, l'augmentation chez les hommes est de 23 pour 100 en 1968 par rapport à 1960, tandis qu'elle est de 138 pour 100 chez les femmes (1968 : 238 pour 100 quand 1960 : 100 pour 100).

Que l'on considère en bloc les treize dernières années pour lesquelles on dispose des statistiques par rapport aux personnes condamnées ou qu'on les répartisse en deux tranches à peu près égales, le mouvement d'augmentation amorcé chez les hommes se révèle différent de celui que l'on observe chez les femmes condamnées.

Une représentation graphique de l'évolution du nombre des condamnés (pour actes criminels) de 1960 à 1972

L'évolution que connaissent la criminalité des hommes et celle des femmes au cours de la période la plus récente, celle des treize dernières années, serait plus facile à saisir si on l'exprimait graphiquement.

Graphique 1

Personnes condamnées pour actes criminels,
Canada, années 1960 à 1972 incl. *

[Retour à la table des matières](#)

* Source : *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), pour les années 1960 à 1972 incl. - Québec et Alberta non compris après 1968.

Commençons avec les nombres totaux de condamnés de chaque sexe, schématisés sur le même diagramme, de façon à illustrer les changements survenus dans chaque groupe sexuel.

Les échelles sont proportionnelles au rapport entre le nombre des condamnés masculins et féminins en 1960, l'année de base (IF / IOH).

Le graphique I illustre clairement l'augmentation du nombre absolu des femmes condamnées pour actes criminels et la stagnation du nombre des hommes.

Ainsi, même si les pourcentages représentant les femmes parmi les condamnés ne varient que de 8% (passant de 7% à 15% entre 1960 et 1972), *cette augmentation peu perceptible lorsqu'elle est exprimée en rapports ou en pourcentages est très visible quand on l'analyse en termes absolus* et sur une échelle appropriée.

En d'autres termes : quand on mesure la criminalité des femmes selon des critères et un paramètre propres, son évolution est fort visible. Les changements sont moins frappants et moins appréciables si on s'obstine à situer les femmes criminelles dans l'ensemble des personnes condamnées. D'où la nécessité de deux paramètres, de deux mesures.

En utilisant deux échelles, l'une aux intervalles de 10,000 et l'autre aux intervalles de 1,000 dans le diagramme I, nous avons respecté les caractéristiques des deux phénomènes. En effet, les femmes ont représenté, pendant de longues années, environ 10% des condamnés. Une échelle exprimant cette réalité permet d'illustrer plus correctement l'évolution spécifique de la criminalité des femmes, appréciée cette fois selon des critères internes.

Le graphique I montre bien qu'entre 1960 et 1972, le nombre des femmes condamnées pour actes criminels a plus que triplé alors que le nombre d'hommes, après avoir légèrement augmenté entre 1960 et 1968, a décru entre 1968 et 1972 (suite, on s'en doute, à l'absence du Québec et de l'Alberta des statistiques judiciaires, depuis 1969).

Voyons maintenant l'évolution de la criminalité des femmes dans certaines familles de crimes.

Graphique 2

Évolution du nombre d'hommes et de femmes condamnés pour trois grandes catégories d'actes criminels, de 1960 à 1968 et de 1968 à 1972, Canada*

[Retour à la table des matières](#)

Source : *Statistique de la criminalité (tribunaux)*, pour les années 1960, 1968 et 1972. Le Québec et l'Alberta sont exclus des comptes après 1968.

Le graphique 2 illustre le mouvement que subit le nombre d'hommes et le nombre de femmes condamnés, pour des infractions de trois types : contre la personne, contre la propriété avec violence et contre la propriété sans violence.

L'évolution du nombre de femmes condamnées pour crimes contre la personne et contre la propriété

Le graphique 2 montre combien insignifiante est la pari prise par les femmes à la criminalité violente, entre 1960 et 1972. Le nombre des condamnées pour crimes contre la personne et crimes contre la propriété avec violence est si mince qu'il rend leur représentation graphique presque impossible. Il s'agit, dans un cas, de 300 personnes et dans l'autre de 100.

Par contre, la criminalité qui s'exprime par des infractions contre la propriété sans violence est en pleine expansion. Le nombre des femmes condamnées pour de tels crimes a presque quadruplé en treize ans, croissance qui serait sûrement plus marquée s'il ne manquait le compte de deux provinces, depuis 1969.

Chez les hommes, ces trois formes de criminalité, après avoir connu une légère augmentation entre 1960 et 1968, se stabilisent ou régressent dans les statistiques de 1972, sans doute à cause de l'absence des données en provenance du Québec et de l'Alberta.

Ces quelques démonstrations graphiques nous auront probablement convaincu que de 1960 à 1972 inclusivement, au Canada, le nombre de femmes condamnées pour actes criminels a augmenté plus vite que le nombre d'hommes. En fait, il a presque triplé, et cela malgré l'absence dans les statistiques des dernières années de deux provinces. Pendant la même période, le nombre d'hommes condamnés croissait de 16 pour 100.

Cette augmentation considérable et accélérée de la criminalité des femmes par rapport au rythme de croissance de la criminalité masculine, tels que mesurés par le nombre de personnes condamnées pour actes criminels, ne réussit cependant pas à faire de la criminalité féminine un phénomène *relativement* important. En effet, même en 1972, les femmes ne représentent que 16 pour 100 des condamnés pour actes criminels et la très grande majorité de leurs crimes sont des offenses contre la propriété sans violence c'est-à-dire des vols simples et des délits de fraude. L'augmentation des condamnations sous ces chefs

est responsable de l'accroissement de la criminalité des femmes, puisqu'on trouve 3 fois et demie plus de femmes condamnées pour ce type d'infractions en 1972 qu'en 1960. Certes, il y a augmentation du nombre des criminelles condamnées pour offenses contre la propriété avec violence et même pour crimes contre la personne. Les augmentations sont respectivement de 50 pour 100 et de 30 pour 100. Mais les femmes condamnées pour ces crimes ne représentent que 2 pour 100 et 5 pour 100 des femmes condamnées, tandis que les personnes de sexe féminin condamnées pour crimes contre la propriété sans violence constituent encore, en 1972, 70 pour 100 de l'ensemble des femmes condamnées en vertu du code criminel.

L'évolution du nombre des femmes reconnues coupables de délits ou offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité de 1960 à 1972

Au cours de ces mêmes années, le nombre des auteurs de délits évoluait de façon assez différente, comme le montre le graphique 3.

Il est évident, lorsqu'on analyse le diagramme 3, que non seulement l'absence du nombre des condamnées du Québec et de l'Alberta affecte l'évolution de cette délinquance mineure, mais qu'antérieurement à 1969, en 1967 et 1968, des modifications dans les pratiques de répression ou dans la législation ou les deux facteurs combinés ont entraîné une baisse considérable du nombre des personnes condamnées pour offenses punissables sur déclaration sommaire.

Dans le cas des délits, cependant, la courbe qui marque l'évolution du nombre (les condamnés des deux sexes est semblable, à quelques années près. Les femmes y demeurent fidèles à leur propre "norme" : elles sont presque toujours responsables de 10% seulement de l'ensemble des condamnations sommaires.

Ne convient-il pas de mentionner au passage combien il est ridicule et coûteux d'employer l'appareil de justice pénal pour "corriger", en des affaires insignifiantes, la conduite de MILLIONS de citoyens ? En 1965, par exemple, 4,000,000 d'infractions ont fait l'objet de poursuites et de condamnations sommaires. Toutes sommaires qu'elles

aient été, ces affaires ont nécessité une intervention policière, une ou des accusations, un procès, une sentence, le temps du juge, le salaire du greffier et des officiers de la cour, etc... Le moment n'est-il pas venu de porter un très grand nombre de ces petits incidents devant les instances administratives qui procéderaient sans le faste des tribunaux ?

Graphique 3

Les auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, Canada, 1960 à 1972 incl. *

[Retour à la table des matières](#)

* *Statistique de la criminalité*, (tribunaux) années 1960 à 1972 incl. - Québec et Alberta non inclus après 1968.

Et d'ailleurs, faut-il réprimer un si grand nombre d'actions ? N'avons-nous pas dépassé le seuil de "l'obéissable" en multipliant par vingtaines de mille les prohibitions ?

*CONCLUSION sur les variations dans le temps
de la criminalité féminine (telle que mesurée
par le nombre de femmes condamnées)*

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de cette brève analyse de la courbe d'évolution de la criminalité des femmes telle qu'elle se présente à travers les statistiques sur les personnes condamnées, plusieurs points méritent d'être soulignés :

1. les femmes, depuis cent ans, n'ont jamais représenté plus de 16% des personnes condamnées pour actes criminels et 10%, des auteurs d'offenses punissables sur déclaration sommaire ;
2. cependant, cette perspective de la criminalité officielle des femmes, dans un rapport pourcentuel à l'ensemble des condamnés, occulte le mouvement réel de la criminalité féminine. En effet, deux paramètres, deux mesures, ou deux échelles sont requises pour représenter deux phénomènes aussi distants l'un de l'autre par leurs dimensions respectives que le sont la criminalité officielle des hommes et celle des femmes ;
3. lorsqu'on la replace sur une échelle qui lui sied, la criminalité féminine trouve son mouvement propre. Spécialement au cours des treize dernières années pour lesquelles on a cité les statistiques sur les personnes condamnées, si on utilise une échelle appropriée, on voit que le nombre des femmes condamnées pour actes criminels croît considérablement, même en l'absence de données du Québec et de l'Alberta ;
4. ce qui fait passer le nombre des condamnées féminines du simple au triple, ce sont les crimes contre la propriété sans violence ; cette augmentation est bien visible au cours des années 1960 à 1972 inclusivement ;

5. en ce qui touche aux délits, le nombre des condamnées féminines passe de 32,000 à 134,000 en 80 ans, mais cette augmentation est à peine comparable, même proportionnellement, à celle que connaît le nombre de condamnés masculins. Au cours des 13 dernières années, le nombre des auteurs de délits, tant féminins que masculins, est allé en décroissant, suite, probablement, à l'absence du Québec et de l'Alberta des comptes officiels mais aussi en raison d'autres facteurs dont l'influence a précédé cette disparition.

Augmentation réelle du nombre des femmes condamnées ?

L'augmentation du nombre des femmes condamnées en regard de l'augmentation démographique

La population adulte canadienne a vu ses rangs envahis par une montée inhabituelle de nouveaux citoyens après 1966. En effet, c'est vers 1967, '68 et '69 que sont devenus majeurs les jeunes nés durant l'après-guerre, cette période d'explosion démographique.

Quel fut donc le taux de croissance de la population adulte entre 1960 et 1972, années sur lesquelles nous avons fait porter l'analyse plus détaillée de l'évolution de la criminalité officielle au Canada ?

Les recensements évaluent le nombre des plus de 16 ans à 11,700,000 ¹⁸ en 1961 et à 14,700,000 en 1971. Il s'agit d'un taux d'accroissement de 26%.

Cependant, si l'on veut pouvoir comparer l'augmentation démographique au cours de ces années à l'évolution du nombre des condamnés, il faut soustraire du total des personnes adultes en 1971 les chiffres représentant la population du Québec et de l'Alberta puisque ces provinces ne sont plus incluses dans les statistiques des tribunaux après 1968. La population adulte du Québec étant estimée à 4,

¹⁸ Chiffres arrondis. Le critère "plus de 16 ans" est d'ailleurs lui-même assez peu précis. On est majeur pénal à 16, 17 ou 18 ans selon les provinces, au Canada.

100,000 en 1971 et celle de l'Alberta à 1,100,000, nous restons avec une population de 9,500,000 personnes adultes pour les 8 autres provinces en 1971. Ce dernier chiffre, 9,500,000, égale 81% de la population adulte des dix provinces en 1961.

Quelle a été l'évolution du nombre des condamnés pour infractions sommaires et pour actes criminels de 1961 à 1971 en regard des changements démographiques ainsi modifiés pour tenir compte des limites des données de la statistique criminelle ?

Le tableau 16 apporte une réponse à cette question.

Tableau 16

Évolution du nombre des condamnés en regard de l'évolution démographique, Canada, 1961 versus 1971

[Retour à la table des matières](#)

Années	Condamnés pour actes criminels		Condamnations sommaires		Population de 16 ans et +
	H	F	H	F	
1961	32,891	2,552	2,918,895	190,388	11,700,000
1971	40,139 *	7,735 *	1,363,532 *	123,480 *	9,500,000 *
1971 / 1961	122% **	303%	47%	65%	81%

* Populations du Québec et de l'Alberta exclues.
 ** Tous les pourcentages sont arrondis.

Le tableau 16 établit :

1. qu'il y a augmentation réelle du nombre des personnes condamnées pour actes criminels, en regard de l'évolution démographique, de 1961 à 1971. En effet, le nombre des hommes condamnés pour crimes graves a augmenté de 22% et celui des femmes de 203% alors que la population adulte canadienne, amputée du

Québec et de l'Alberta, est égale à 81% de ce qu'elle était 10 ans plus tôt ;

2. que l'augmentation du nombre de femmes condamnées pour actes criminels est égale à 9 fois celle des hommes ;
3. qu'il y a diminution absolue et réelle du nombre des auteurs d'infractions sommaires, en 1971, par rapport à 1961. Chez les hommes, les chiffres de 1971 égalent moins de la moitié de ceux de 1961. Chez les femmes, la diminution est moins sensible puisque le nombre des auteurs d'infractions sommaires en 1971 égale 65% de ce qu'il était en 1961. Mais chez les deux sexes, la diminution du nombre des auteurs de délits est plus importante que l'abaissement de la population suite à l'absence de deux provinces.

En somme, le nombre des femmes condamnées pour actes criminels croît réellement entre 1961 et 1971 malgré l'absence du Québec et de l'Alberta des totaux de cette dernière année. Il croît neuf fois plus vite que le nombre des hommes condamnés pour actes criminels. L'évolution démographique loin d'expliquer cette évolution vers le haut en accroît l'importance et la réalité. En effet, la population des huit provinces qui sont comptées dans les statistiques judiciaires de 1971 est inférieure à celle des 10 provinces qui font partie de ces statistiques criminelles en 1961.

Il y a diminution réelle du nombre des condamnations sommaires entre 1961 et 1971, la diminution étant moins importante chez les femmes que chez les hommes et incomplètement expliquée par l'absence de deux provinces des statistiques judiciaires en 1971.

LES VARIATIONS DANS L'ESPACE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons résumé, au chapitre I, les conclusions de nos études sur la criminalité officielle dans six pays différents. Les régimes socio-économiques, la densité démographique mais surtout le niveau de développement industriel influencent sensiblement la participation des femmes à la vie sociale et économique, conditionnent leur visibilité et, selon toute vraisemblance, font varier l'efficacité de la répression qui s'exerce sur elles dans les matières pénales. C'est ainsi que les femmes délinquantes du Vénézuéla, de la Colombie, de la France, de la Belgique ; de la Pologne et du Canada représentaient entre 1962 et 1966, de 3 à 25% de l'ensemble des personnes condamnées.

Ces variations ont été relevées par plusieurs auteurs avant nous. Pour ne mentionner que le plus célèbre et le plus contemporain, nous nous limiterons à Lombroso (1911) et à Lopez-Rey (1970).

Dans *Crime, its causes and remedies* (1911), Lombroso consacre tout un chapitre à l'écart entre la criminalité des hommes et des femmes. En pourcentages, les femmes représentent de 3.6% à 21% des "criminels". Le ratio hommes-femmes, c'est-à-dire le rapport entre le nombre des "criminels" d'un sexe et de l'autre est, en conséquence, de 1 / 3.8 à 1 / 25, et ce, dans douze pays différents.

Plus près de nous, un juriste et criminologue de réputation internationale et qui a fait une partie de sa carrière dans les organismes de prévention du crime des Nations-Unies, Lopez-Rey, cite dans *Crime : an analytical appraisal* (1970) des différences qui rejoignent nos propres observations. Parlant de la période qui s'étend de 1957 à 1967, Lopez-Rey relève que le ratio femmes-hommes parmi les condamnés varie de 1/20 à 1/5. Il remarque que le pourcentage de femmes décroît au fur et à mesure que l'on approche de la condamnation et des sentences les plus longues.

À l'échelle nationale

Dans cet énorme pays qu'est le Canada, des régions entières, fortement industrialisées, ont adopté des modes de vie les apparentant aux sociétés les plus avancées tandis qu'une économie de type rural marque encore les rapports sociaux de certaines provinces. Les types de conduite criminelle, le style et l'efficacité de la répression se ressentent de ces différences tout autant que la vie familiale, les migrations, le chômage et le niveau de scolarisation pour ne mentionner que quelques-uns des aspects de la vie sociale et culturelle.

Il ne nous appartient pas, à l'intérieur d'une étude sur la criminalité des femmes, de faire l'analyse des taux différentiels de répression eu égard aux niveaux de développement économique, d'industrialisation et d'urbanisation du pays. C'est là un travail passionnant que d'autres ont entrepris et mèneront à bon port.

Mais il nous revient de souligner la sur-différenciation de la répression qui s'exerce à l'endroit des femmes, selon les provinces.

Nous ne disposons pas pour l'instant d'une carte du Canada qui le partage en unités économiques, industrielles et de niveau d'urbanisation nous permettant de formuler des hypothèses raffinées sur les différences régionales de la répression et, à l'intérieur de ces unités, de bien démarquer la répression des illégalités commises par des femmes.

Nous ne ferons qu'amorcer ici, bien modestement, l'étude des différences régionales en passant par celles qui se manifestent entre les provinces en 1972.

Tableau 17

Personnes condamnées pour actes criminels, par province et par sexe, Canada, 1972 *

[Retour à la table des matières](#)

	Hommes	Femmes	Total	% F
Terre-Neuve	760	117	877	13.34
Ile du Prince Édouard	13	-	13	-
Nouvelle Écosse	1,915	345	2,260	15.26
Nouveau Brunswick	1,590	213	1,803	11.81
Ontario	20,045	3,940	23,985	16.42
Saskatchewan	3,011	530	3,541	14.96
Manitoba	2,932	484	3,416	14.17
Colombie-Britannique	7,683	1,626	9,309	17.47
Territoires du N.O. et Yukon	382	28	410	6.83
TOTAL	38,331	7,283	45,614	15.97

* *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1972.

En 1972, le pourcentage qui marque la présence des femmes parmi les condamnés de chaque province varie de 11.81% pour le Nouveau Brunswick (si l'on ne compte pas les Territoires du Nord Ouest où le nombre de condamnés est bien mince) à 17.47% pour la Colombie Britannique. C'est là un écart bien moins considérable que celui qui sépare les pays peu développés des plus avancés, mais c'est quand même une marge importante. Certes, notre hypothèse à l'effet qu'on observerait dans les provinces moins industrialisées (les Maritimes et les Prairies), en 1972, un taux moins élevé de criminalité féminine officielle que dans les provinces dites centrales marquées par l'industrialisation et l'urbanisation est bien faiblement supportée par le pourcentage de condamnés de la Nouvelle-Écosse, par exemple. On peut cependant dire, suite à la lecture du tableau 17, que l'Ontario et surtout la Colombie Britannique manifestent, tel qu'attendu, un certain état de développement auquel les femmes participent d'une façon qui les rend

plus visibles parce que plus présentes à la vie sociale et économique qu'elles ne le sont ailleurs au Canada.

Dans les dernières statistiques judiciaires auxquelles le Québec était intégré, celles de 1968, le pourcentage des femmes parmi les condamnés était de 11.26%. La moyenne nationale, sans le Québec, était alors de 13.16% comme on peut le voir à l'Appendice 4, A et B.

Mais ne peut-on pousser un peu plus loin l'analyse de la pratique pénale des provinces ?

Quel pourcentage des accusés les tribunaux de chaque province condamnent-ils ?

Quand la poursuite décide de procéder contre un accusé par voie de mise en accusation et qu'elle amène le présumé coupable devant un juge avec ou sans jury, ceux-ci peuvent acquitter, condamner l'accusé, le libérer conditionnellement ou inconditionnellement, arrêter les procédures, surseoir, etc... en somme prendre l'une ou l'autre des mesures dont on a fait l'analyse au chapitre II. Hommes et femmes sont condamnés pour actes criminels dans des proportions analogues, par les tribunaux, en 1972, Ils sont acquittés dans des proportions identiques.

Cependant, les autres mesures dont il est fait mention plus haut leur sont appliquées assez inégalement (p. 69).

C'était là, pour l'ensemble, la suite donnée aux mises en accusation par les tribunaux de juridiction criminelle au Canada en 1972.

Mais qu'en est-il dans chaque province ?

Condamne-t-on hommes et femmes contre qui la poursuite procède par vole de mise en accusation avec une égale sévérité ?

Le tableau 18, ci-après, fait l'analyse du résultat des accusations par province.

Tableau 18

Nombre et pourcentage des personnes condamnées parmi les accusés d'actes criminels, par province et par sexe, Canada, 1972 *

[Retour à la table des matières](#)

	HOMMES			FEMMES		
	Accusés	Con- damnés	% Con- damnés	Accu- sés	Con- damnés	% Con- damnés
Terre Neuve	809	760	93.94	137	117	85.40
Ile du P.E.	14	13	92.85	—	—	—
Nouvelle Écosse	2,160	1,915	88.66	381	345	90.55
Nouveau Brunswick	1,737	1,590	91.53	248	213	85.88
Ontario	24,663	20,045	81.27	4,971	3,940	79.25
Manitoba	3,872	2,932	75.72	716	484	67.59
Saskatchewan	3,341	3,011	90.12	592	530	89.52
Colombie Britannique	9,321	7,683	82.42	2,105	1,626	77.24
Yukon	223	174	78.02	11	8	72.72
Territoires du N.O.	217	208	95.85	23	20	86.95

* *Statistique de la criminalité*, (tribunaux), 1972, pp, 26, 27, 28, 29.

Il est assez intéressant de constater que, cette année-là en tout cas, les tribunaux retiennent moins souvent les mises en accusation faites contre les femmes que celles qui sont portées contre les hommes. Sauf en Nouvelle-Écosse où 90% des femmes accusées sont condamnées contre 89% des hommes, c'est le cas de toutes les provinces.

C'est à Terre-Neuve et au Manitoba que l'écart entre hommes et femmes condamnés parmi les accusés est le plus grand : 8%. C'est en Saskatchewan qu'il est le plus mince : moins de 1%. En Colombie Britannique, on condamne 82% des hommes accusés mais 77% des femmes ; au Nouveau Brunswick, 91% des hommes mais 85% des femmes, etc...

Les pratiques policières sont-elles différentes de province à province ?

L'étude globale des modalités de la répression telle que la pratiquent les différents corps de police dans les différentes régions du pays est déjà entreprise et largement facilitée par les statistiques très détaillées que fournissent les différentes forces policières depuis 1971. Mais encore une fois ce qui nous intéresse ici c'est la sur-différenciation des pratiques d'arrestation et d'inculpation selon le sexe des suspects, par province.

En 1975, par exemple, des variations s'étendant sur pas moins de 10% séparaient les pourcentages des femmes parmi les inculpés selon les provinces. C'est en Colombie Britannique que les femmes sont les plus nombreuses parmi les accusés (15%) et c'est à l'Île du Prince Édouard qu'elles le sont le moins (2%).

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Dans un premier temps, ce chapitre a voulu replacer la part prise par les femmes condamnées à l'intérieur d'une longue séquence largement dominée par la criminalité des hommes : les femmes condamnées pour actes criminels et infractions sommaires n'ont jamais représenté plus de 15 ou 16% de l'ensemble des condamnés, depuis 100 ans, au Canada. Elles répondent plus souvent de 10% ou moins de la criminalité officielle.

Dans un deuxième temps, nous avons analysé de façon plus détaillée l'évolution du groupe des femmes condamnées pour actes criminels, de 1960 à 1972. Nous avons constaté une augmentation réelle de leur nombre, augmentation proportionnellement supérieure au nombre des hommes condamnés, et non attribuable à des changements démographiques. Mais c'est l'accroissement de la criminalité la moins violente, la moins dangereuse qui explique totalement cette augmenta-

tion. Le vol est de plus en plus l'explication dominante de la criminalité féminine officielle.

Dans un troisième temps, nous avons vérifié l'ubiquité de l'écart entre la criminalité des hommes et des femmes. Lombroso, Lopez-Rey nous ont rappelé que cet écart était universel et permanent : les ratios cités par Lombroso pour les années 1890 ressemblent étrangement à ceux que rapporte Lopez-Rey en 1970.

Mais ce dernier apporte un support additionnel à nos thèses lorsqu'il rappelle que, dans tous les pays, la proportion des femmes parmi les criminels diminue au fur et à mesure où se resserre l'étau de la répression pénale.

Cette excursion dans l'espace, nous la faisons aussi à travers le Canada, pour constater que les pratiques policières et judiciaires - qui varient sûrement d'une région à l'autre - sont aussi différenciées selon le sexe.

En somme, nous avons démontré que les variations attribuables à la région, à la culture, à la densité démographique, au système politique, au niveau de développement dans le système pénal sont toujours et partout puissamment surdéterminées et sur-différenciées par le sexe des suspects, des accusés et des condamnés.

LA FEMME ET LE CRIME

Chapitre IV

Les filles dites délinquantes au Canada et au Québec ¹⁹

[Retour à la table des matières](#)

Si insignifiant que soit le monde des femmes adultes vu à travers leur banale performance criminelle, il est moins ahurissant que celui des jeunes filles, tel que ce dernier apparaît à la lumière de leur délinquance et de son traitement par les organes de justice. Les mesures de “protection” (placement de 20 ou 40 mois en institution de re-socialisation sans fait pénal), les sanctions “mitigées”, c'est-à-dire adoucies mais allongées, les internements préventifs, c'est déjà, pour les filles, le prélude à l'enfermement qu'ont connu leurs mères. Le droit à leur corps leur est nié, leurs tentatives de mobilité sont punies (“vagabondage”, “autre forme de vice”). Mais, dira-t-on, n'est-ce pas là la condition de tous les mineurs, des deux sexes, qu'ils tombent ou non sous le coup des lois pénales ?

¹⁹ Une partie de ce chapitre a fait l'objet d'une pré-publication dans la revue *Dé-viance et société* sous le titre “Le caractère discriminatoire et inique de la justice des mineurs : les filles dites délinquantes au Canada”, Genève, 1977, pp. 187-202.

“Justice des mineurs”... ou injustice ?

[Retour à la table des matières](#)

L'expression “justice des mineurs” est assez courante dans le milieu des travailleurs sociaux, des criminologues et des spécialistes de la rééducation. Elle désigne cette portion de l'appareil de justice pénale qui s'adresse de façon exclusive ou quasi exclusive aux moins de 16, 17 ou 18 ans mis en contact avec les appareils répressifs. En effet, des policiers, magistrats, agents de probation, éducateurs se spécialisent dans le traitement des mineurs délinquants. Depuis peu, dieu merci, on trouve aussi quelques avocats dans ce secteur, s'occupant de la défense des jeunes devant le tribunal ²⁰.

Ainsi, plusieurs groupes de professionnels consacrent tout leur temps à la jeunesse délinquante.

C'est après la deuxième guerre mondiale surtout, et dans les pays d'Europe de l'ouest particulièrement touchés par les conséquences de ce grand chaos économique, social et politique, que l'augmentation de la délinquance juvénile s'est fait sentir. Elle coïncidait, comme de juste, avec la montée du groupe des 0 à 16 ans dans la population, un accroissement sans précédent.

L'irruption de milliers de jeunes voleurs, vandales et vagabonds dans l'Europe d'après-guerre a fait naître, en contrepartie, une cohorte de magistrats, de travailleurs de rue, d'éducateurs de jeunes, peu ordinaires et décidés à s'occuper tout autant du milieu social et familial des jeunes que de leurs délits. On pense avec admiration aux Joubrel, Chazal, en France ; Veillard, en Suisse ; aux Gendreau, Mailloux, Guindon, au Québec et même au Canada car leur influence a largement débordé le Québec. On pense à l'œuvre inoubliable de Aichhorn (1925), *Wayward Youth*, qui proposait, au lendemain de la première guerre mondiale, une méthode de rééducation entièrement nouvelle,

²⁰ On en trouvait auparavant qui s'occupaient de la poursuite...

largement inspirée de la psychanalyse. Aichhorn raconte comment il traitait, dans des camps de réfugiés, des dizaines d'enfants caractériels et névrotiques. Leurs agissements agressifs ne se voyaient pas opposer des sanctions de l'extérieur mais des contrôles construits par les jeunes eux-mêmes, de l'intérieur. L'expression de l'anxiété n'était pas punie mais on en apprenait ensemble la signification.

Des congrès internationaux d'un extraordinaire dynamisme ont réuni les magistrats de la jeunesse, les éducateurs de jeunes délinquants et ici, au Québec, les directeurs des Écoles de protection, *depuis les années 1950*.

Il s'agit là, on ne le dira jamais assez, d'un mouvement sans précédent, d'une grande générosité et marqué au coin d'un humanisme de plus en plus éclairé, capable d'auto-critique, soucieux de méthode et d'évaluation.

Les préoccupations, cependant, étaient-elles axées sur le droit ? sur l'équité ? sur la justice des mineurs ? ²¹ Il faut bien répondre par la négative.

L'absence d'un droit des enfants

À dire vrai, on aurait tort de s'étonner de cette absence. La doctrine du “*parens patriae*”, chère au XIX^e siècle et à la première moitié du XX^e siècle, faisait des enfants la propriété des parents et, à leur défaut, des institutions d'état. Elle régnait en maîtresse sur tout cet univers de la jeunesse dite délinquante ou mésadaptée et de ses ré-

²¹ Au dernier congrès international de l'A.I.M.J. (Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse), à Montréal, en juillet 1978, le juge Marcel Trahan s'inquiétait de ce que la nouvelle loi 24 du Québec sur la protection de la jeunesse laisse “peu de place au paternalisme des juges” et citait le magistrat français Xuereb qui aurait écrit : “la référence à l'autorité et à la norme *incarnée par le juge* paraît indispensable pour résoudre les conflits qui mettent l'enfant en danger”. Et, de fait, il est fort important pour beaucoup de jeunes accusés que le juge se présente comme un substitut paternel et un agent de socialisation qui propose ses propres valeurs comme modèles. Mais s'il faut comprendre et éduquer, il faut aussi juger sur des faits.

éducateurs. L'important n'était pas tant de bien vérifier les faits pénaux que de trouver, par l'entremise du tribunal, l'occasion d'intervenir *TÔT* dans la vie de l'enfant, pour le soustraire aux influences néfastes de son environnement, le placer, le rééduquer. La doctrine du "parens patriae" subissait ainsi quelques gauchissements étranges dont on n'a pas assez parlé, me semble-t-il.

Dans *The Child's Savers*, Platt (1974) montre bien comment la cour juvénile américaine créée à Chicago à la fin du XIXe siècle répondait à l'idéal bienfaisant de bonnes dames de classe moyenne. Certes, leur but était absolument louable et judicieux : soustraire les enfants à l'appareil traumatisant qui régit la justice criminelle à l'endroit des adultes. Tel était aussi l'objectif des inventeurs des détentions pour mineurs, à New-York, avant la moitié du XIXe siècle : soustraire les enfants aux prisons pour adultes où les attendaient des spectacles et des exemples déplorables. Mais les "benevolent ladies" qui ont contribué à la création de la première cour juvénile américaine et les fondateurs de la première détention séparée pour "jeunes repris de justice" joignaient à leurs intentions protectrices des visées propres à leur classe sociale : juges, dames bienfaitrices, éducateurs et plus tard travailleurs sociaux avaient en tête un enfant idéal et modèle. A travers toute cette entreprise de création d'une "justice pour mineurs", c'était l'enfant scolarisé, propre, poli, travailleur, soumis, que ces représentants des classes sociales moyennes s'efforçaient de reproduire en "traitant" le délinquant des Houses of Refuge et de la cour juvénile de Chicago.

La situation n'était pas plus équitable en Europe. Travailleurs sociaux et agents de probation des deux continents rivalisaient d'ingéniosité afin de trouver des placements adéquats à ces pauvres enfants dont les pères étaient alcooliques et les mères coureuses, souvent sans se demander au nom de quelle morale et de quel droit ils opéraient ces placements. Ils exigeaient aussi des juges que la Cour coupe les contacts entre parents pernicioseux et enfants pré-délinquants, dans l'intérêt de ces derniers...

Les crimes commis au nom de la prévention

Que de crimes on a ainsi commis au nom de la prévention de la délinquance juvénile ! voire de la prévention de l'inadaptation des jeunes !

On pense par exemple aux travaux empiriques des époux Eleanor et Sheldon Glueck qui ont mis sous verre, pour ainsi dire, pendant dix et vingt ans, des cohortes de jeunes prédestinés (selon leurs tables de prédiction) à la délinquance pour comparer leur cheminement à celui de cohortes de non-prédestinés et aboutir à la constatation que leur prophétie avait valeur efficace et créatrice.

On pense à la facilité avec laquelle on décernait les étiquettes d'“inadapté”, de “mésadapté”, de “pré-délinquant” à gauche et à droite, durant les années '50 spécialement, pour distribuer ensuite avec une pareille libéralité les traitements sous forme de placements en foyers nourriciers, en orphelinats, en centres de rééducation, en établissements spécialisés. Le Québec a d'ailleurs détenu le record de tels placements, il y a quelques années à peine.

On pense aux travailleurs de rue et éducateurs partant comme des croisés dans les quartiers défavorisés pour y “sauver” les enfants issus de familles générant l'inadaptation et la délinquance...

Les droits des jeunes filles, deux fois bafoués

Dans le cas des jeunes filles, cependant, le manque de respect des orientations personnelles et des origines socio-économiques était poussé plus loin que dans le cas des garçons. Ceux-ci, de toute façon, donnaient et donnent encore plus de prises juridiques à l'action du tribunal en commettant des infractions bien “réelles”.

Les filles posent un “problème” plus grave : leur comportement personnel ne donne presque jamais prise directe à l'intervention judiciaire. C'est au nom des problèmes de leurs parents que travailleurs

sociaux, agents de probation et magistrats se reconnaissent le droit d'intervenir, comme on le verra ci-après. Ou c'est suite à leurs "vices" et à leur "conduite immorale" que la loi sur les jeunes délinquants permet de les arrêter.

De plus, ce sont des filles.

Des circonstances analogiquement délétères entoureraient les garçons que ce ne serait pas un drame. Mais des filles ! Un père alcoolique ne risque-t-il pas d'être incestueux avec une fille ? Une mère de mœurs légères n'est pas une source de graves problèmes pour un garçon : il en verra bien d'autres et, de toute façon, il court la rue. Mais les filles, elles sont à la maison et s'il fallait qu'elles prennent exemple sur la mère ?...

La double discrimination expliquée par des spécialistes américains

[Retour à la table des matières](#)

"Quand une fille délinquante est amenée devant le tribunal, les chances qu'elle soit envoyée en internat ou même détenue avant procès sont plus grandes que si c'était un garçon. Si on la retient en détention ou en maison de correction, ce sera pour un temps plus long et dans des institutions offrant plus de mesures sécuritaires (plus semblables à des prisons) que si c'était un garçon. La vérité toute nue, c'est que cette jeune femme qui en guise de crime n'a rien fait d'autre que de s'enfuir de la maison a bien des chances d'être traitée aussi durement que le jeune homme qui a commis un vol à main armée dans un magasin". (John Rector, du Bureau de la Justice des mineurs et de la Prévention de la délinquance juvénile, E.U., cité dans le Boston Evening Globe, 18.07.78).

Cette déclaration récente d'un criminologue américain de bonne réputation, faite à Washington lors d'une conférence nationale sur la délinquance des jeunes, nous paraît bien intéressante. Notre expérience et nos recherches, résumées ci-après, confirment en tout point ce pronostic. *Il y a deux systèmes de justice des mineurs, l'un pour les garçons, l'autre pour les filles. Celui qui s'exerce à l'endroit des gar-*

çons n'est pas souvent respectueux de l'équité. Mais celui qu'on observe à l'œuvre à l'endroit des filles ne l'est pas du tout.

C'est à la démonstration de cette double iniquité que ce chapitre s'attache.

La méthode d'analyse

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pages qui suivent, les instruments privilégiés dans la démonstration du caractère discriminatoire du traitement des filles délinquantes au Canada sont les statistiques fédérales canadiennes.

Ces chiffres ayant trait au nombre des jeunes pris en charge par le tribunal sont un peu le fruit du hasard : des caprices innombrables, des chances et des malchances, des pratiques informelles ²², l'ignorance comptable des rapporteurs font que les statistiques sur la délinquance juvénile sont d'une fiabilité nulle. “Ces statistiques ne valent pas le papier sur lequel elles sont rapportées”, dit l'un des interlocuteurs de Guy Tardif, dans une étude encore inédite, faite à l'été 1975 auprès de 26 municipalités du Québec.

Mais, répétons-le, ce qui nous intéresse dans cette partie de notre étude, ce n'est pas tant le chiffre officiel de la délinquance que la *proportion* des activités que la police et les tribunaux consacrent aux filles en regard de celles qu'ils consacrent aux garçons.

D'autre part, comme je le rappelais dans l'introduction, antérieurement à mes travaux sur les rapports officiels de la criminalité, je me suis située pendant plus de dix années en amont de la production sta-

²² On peut relever une dizaine de ces pratiques informelles qui vont de la simple admonestation à l'incarcération dans les cellules de la police, en passant par la confiscation des objets volés. Si ces pratiques ont pour but avoué d'éviter au jeune d'être officiellement jugé, elles constituent aussi une “justice policière” souvent discutable.

tistique, là où s'élaborent les comptes officiels et les étiquettes criminalisantes.

C'est d'un travail clinique, au sens strict, auprès de quelques centaines de jeunes délinquants et délinquantes, dans le tête-à-tête où le sujet et ses parents donnent leur version du “problème” et des faits incriminants, que sont nées mes premières hypothèses quant au poids des variables religieuses et culturelles, puis sexuelles, dans la détermination des délits. C'est du contact quasi-quotidien avec magistrats, officiers de probation, policiers et parents qu'est venue la constatation de l'étiquetage différentiel. Dans un deuxième temps, l'analyse des textes mêmes des lois sur les jeunes délinquants dans certains de leurs articles est venue éclairer les différences observées entre la délinquance féminine et la délinquance masculine.

Cet examen témoignait de telles inégalités qu'il me tardait de voir si des documents aussi officiels que les statistiques de la délinquance et de son traitement réussiraient à les occulter. Certes, une bonne part des tracasseries vexatoires imposées aux filles, et non aux garçons, dans le processus de criminalisation et de correction, n'apparaît pas dans les statistiques officielles. Mais les “représentations sociales” que sont les statistiques ajoutent à la démonstration des injustices et discriminations qui marquent le traitement pénal des mineurs.

Les trois principales sources de données sur la délinquance des filles

[Retour à la table des matières](#)

On trouve, au Canada comme presque partout ailleurs, trois structures à partir desquelles s'élaborent le compte et la description de la délinquance des mineurs. Ce sont, dans l'ordre chronologique : les services de police, les tribunaux et les établissements de protection de la jeunesse. Les services de probation commencent à peine de fournir des rapports utilisables pour la recherche.

C'est la proportion des filles parmi les mineurs inculpés, amenés devant la cour, jugés délinquants, soumis aux mesures, les plus douces et les plus sévères, qui nous intéresse ici. Nous voulons aussi cerner, le mieux possible, la “nature” de la délinquance des filles, telle que perçue et sanctionnée, et la comparer à celle des garçons. En d'autres termes, ce qui nous intéresse, c'est l'aspect différentiel du traitement des délinquants selon leur sexe.

Toutes les données dont nous allons nous servir dans ce chapitre ont été colligées par une même agence centrale, Statistique Canada. Les statistiques de la police, déjà citées dans les chapitres précédents, s'intitulent : *Statistique de la criminalité et de l'application des règlements de la circulation*. Nous avons puisé dans celles de 1975. Les rapports des tribunaux pour mineurs sont publiés sous le titre : *Jeunes délinquants*. Les derniers parus sont ceux de 1973. Enfin, les centres de resocialisation des différentes provinces font aussi tenir à Statistique Canada des rapports dont l'ensemble porte le titre : *Établissements de protection de la jeunesse* ²³. À propos des jeunes délinquants et des mineurs placés en établissements de protection de la jeunesse, nous utiliserons les rapports de 1960 à 1973 pour fins de comparaison.

LES FILLES DÉLINQUANTES PARMI LES PERSONNES INCULPÉES

[Retour à la table des matières](#)

Comme on l'a vu au chapitre II, 79 pour 100 de toutes les personnes accusées, au Canada, ces dernières années, étaient des hommes adultes ; 10 pour 100, des jeunes gens ; 9 pour 100, des femmes adultes et 2 pour 100, des jeunes filles (tableau 3).

²³ Ces différentes publications portent des numéros de catalogue, toujours les mêmes au cours des années. On peut donc les désigner en référant au catalogue. Celles qui proviennent des cours juvéniles : 85-202 ; celles qui portent sur les internats pour mineurs délinquants : 85-208.

Cette insignifiance de la délinquance des filles se révèle aussi, et de façon encore plus précise, par les taux de criminalité de chaque sexe et groupe d'âge, c'est-à-dire le nombre de personnes accusées par 100,000 personnes du même sexe et du même groupe d'âge dans la population canadienne.

En 1971, les taux pour chaque sexe et groupe d'âge étaient de :

6,461.7, pour les hommes adultes ;
2,436.9, pour les jeunes garçons ;
662.6, pour les femmes adultes ;
et 457.3, pour les jeunes filles.

Ainsi, les chances d'être accusée d'un délit, si l'on est une fille de moins de 16, 17 ou 18 ans ²⁴, sont donc de moins de la moitié de 1 pour 100.

Ces chiffres indiquent bien le peu d'importance de ce groupe d'âge et de sexe (combinés) au regard des corps policiers. Qu'en est-il devant le tribunal ?

La loi des jeunes délinquants et ses clauses morales

Au Canada, comme en plusieurs autres pays, lorsqu'un jeune est un “mineur pénal” (âgé de moins de 16, 17 ou 18 ans, selon les provinces) et que la Cour fait la preuve de son crime ou de son délit, il n'est pas “déclaré coupable” et “condamné”. Il est “déclaré jeune délinquant” et la Cour prend une décision ou rend une ordonnance à son sujet.

Cependant, les jeunes Canadiens, en plus d'être astreints à toutes les lois qui régissent la conduite des adultes, se voient assujettis aux diktats d'une loi additionnelle, la Loi des jeunes délinquants ²⁵, qui

²⁴ L'âge de la majorité pénale varie au Canada : il est de 16, 17 ou 18 ans selon les provinces.

²⁵ Loi sur les jeunes délinquants, S.R.C. 160, 2(1) : “jeune délinquant signifie un enfant qui commet une infraction à quelqu'une des dispositions du Code criminel ou d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance

stipule que l'“immoralité sexuelle” et “toute autre forme de vice”²⁶ donnent aux agences de répression le droit d'intervenir dans la vie des mineurs.

Ces clauses, dont l'imprécision, le caractère moral et englobant ont été critiqués depuis au moins 20 ans sans qu'on y change quoi que ce soit, font penser aux lois d'attitudes. Elles imposent l'obligation d'être chaste, voire vertueux, plutôt qu'elles ne décrivent des faits, des actes précis, seuls objets d'une loi équitable. Le pouvoir discrétionnaire des services de répression et du système de justice (policiers, agents de probation, juges des mineurs) s'étend ainsi considérablement. On verra que dans le cas précis qui nous intéresse, ce sont les jeunes filles surtout que l'on étiquette “délinquantes” à partir de leur “immoralité sexuelle” et de leur “incorrigibilité”. Ce sont elles surtout qui sont jugées délinquantes pour vagabondage et inconduite, clauses non moins vagues faisant partie de la catégorie “autres crimes” du code criminel.

d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute autre forme semblable de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, est passible de détention dans une école industrielle ou maison de correction pour les jeunes délinquants, en vertu d'un statut fédéral ou provincial...”

À l'article 3 de la même loi, on lit : “Le fait pour un enfant de commettre les actes énumérés à la définition de jeunes délinquants au paragraphe 2(1) constitue une infraction désignée sous le nom de délit...” La Loi sur les jeunes délinquants constitue le chapitre J-3 des lois fédérales qui s'ajoutent au Code criminel du Canada. Elle devrait être remplacée “incessamment” par la Loi sur les jeunes contrevenants, mais cette modification est attendue depuis au moins dix ans.

²⁶ La jurisprudence a, bien sûr, développé des modes d'interprétation de ces clauses. C'est ainsi que l'immoralité sexuelle se réduit dans la plupart des tribunaux pour mineurs au Canada, à ce que des juges ont convenu d'appeler un “commerce charnel” ou “des relations sexuelles”. En pratique, cependant, ces “relations” et ce commerce sont interprétés de façon assez large et englobent des apparences et des intentions, ou la simple admission imprudente des faits par une adolescente.

LES FILLES PARMİ LES DÉLINQUANTS

[Retour à la table des matières](#)

En 1973, 44,153 garçons et filles ont été déclarés jeunes délinquants par les Cours juvéniles du Canada.

De ce nombre, 8,095, soit 1 contre 4.5, étaient des filles.

Il est intéressant de noter que de 1960 à 1973 inclusivement, le nombre des garçons déclarés délinquants est passé de 12,386 à 36,058 et celui des filles de 1,579 à 8,095, marquant donc une augmentation bien plus considérable.

C'est ce qu'illustre le tableau 19, ci-après.

Tableau 19

Jeunes déclarés délinquants, Canada, 1960 à 1973 inclusivement *

[Retour à la table des matières](#)

	Garçons	Filles
1960	12,386	1,579
1961	13,504	1,711
1962	14,769	1,839
1963	15,594	1,962
1964	18,968	2,492
1965	15,930	2,422
1966	17,625	2,685
1967	18,100	2,643
1968	23,990	3,152
1969	25,415	3,611
1970	28,322	5,748
1971	26,001	5,423
1972	30,915	6,325
1973	36,058	8,095

* Jeunes délinquants, années 1960 à 1973 incl.

On a donc “déclaré délinquants” presque trois fois plus de garçons en 1973 qu'en 1960 mais cinq fois plus de filles. *L'augmentation accélérée de la délinquance officielle des filles par rapport à celle des garçons est donc, tout aussi évidente que celle des femmes adultes par rapport aux hommes.*

Alors que les filles représentaient 11.31% des délinquants au début des années soixante, elles constituent 18.33% des jeunes déclarés délinquants en 1973.

Non seulement la délinquance des filles croît plus vite que celle des garçons, mais l'augmentation de la criminalité de violence est appréciable, chez les filles. C'est surtout leur participation aux crimes contre les personnes qui a évolué. Alors qu'elle constituait 4% de l'ensemble au début des années '60, elle en représente plus de 13%, en 1973. La participation des filles aux crimes contre la propriété avec violence, cependant, demeure négligeable.

En définitive, *les délits de mœurs (immoralité, incorrigibilité), les délits contre la propriété sans violence et les offenses aux lois provinciales sur l'alcool répondent de 80 pour 100 de la délinquance des filles en 1973.*

En somme, la délinquance officielle des filles reproduit la criminalité connue des mères...

Au risque de nous répéter, rappelons ce que ces statistiques signifient et surtout ce qu'elles ne signifient pas. On ne peut certes pas démontrer, sur la base de ces chiffres, que “la délinquance augmente”, et ces rapports officiels ne permettent pas d'affirmer que “la délinquance des filles croît deux fois plus vite que celle des garçons”, comme plusieurs auteurs l'ont prétendu à la légère. Cette présence accrue des filles parmi les délinquants officiels pourrait s'expliquer, entre autres, par leur plus grande visibilité, la participation plus active des jeunes filles à la vie extra-familiale, c'est-à-dire aux activités éducatives, commerciales, de loisirs, de travail, etc... Elle peut aussi procéder d'une vigilance nouvelle des corps de police et des tribunaux à l'endroit de personnes jusqu'ici présumées inoffensives. Parmi les consta-

tations fermes que ces augmentations nous autorisent à émettre, il s'en trouve deux : la délinquance juvénile officielle (celle des deux sexes) est passée du simple au triple, au Canada, entre 1960 et 1973, et dans ce phénomène en expansion, les filles ont occupé, au cours des années, une place de plus en plus grande, dépassant leur contribution antérieure. Ces deux faits méritent sûrement d'être relevés, mais dans l'analyse des hypothèses qui concourent à les expliquer, il faut *d'abord* reconnaître que les services pour mineurs “produisent” eux-mêmes la délinquance officielle.

La nature de la délinquance des filles

- a) En 1973, les filles représentaient 11 pour 100 ²⁷ des jeunes amenés devant la Cour pour infraction au Code criminel. Mais alors qu'elles ne constituaient que 4 pour 100 des auteurs de crimes contre la propriété avec violence, elles représentaient 16 pour 100 des jeunes délinquants reconnus coupables d'offenses contre les biens sans violence. Dans le domaine des crimes contre la personne, 13 pour 100 des jeunes condamnés étaient des filles. Le contraste avec 1960 est assez frappant à cet égard puisque les filles, cette année-là, ne constituaient que 4 pour 100 des jeunes reconnus coupables de crimes contre la personne.
- b) Au chapitre des lois fédérales comprenant entre autres la loi sur les jeunes délinquants, la loi sur les stupéfiants, la loi sur les aliments et drogues, les filles représentaient, en 1973, 30 pour 100 des jeunes reconnus délinquants. Cette proportion élevée ne s'explique que par leur sur-représentation parmi les jeunes tombant sous le coup de la seule loi des jeunes délinquants. Cette loi reprend à son compte toutes les dispositions du code criminel, mais seules ses clauses additionnelles sont invoquées, c'est-à-dire l'immoralité sexuelle et l'incorrigibilité. Or, ce sont là des “délits féminins” : 70 pour 100 des jeunes déclarés délinquants

²⁷ Les pourcentages ont été arrondis.

pour motifs d'“immoralité sexuelle” et d'“incorrigibilité” ²⁸ sont des filles. Quant aux autres lois fédérales : loi sur les stupéfiants, loi sur les aliments et drogues, elles n'impliquent pas une proportion importante de filles au Canada. Celles-ci sont sous-représentées à propos de ces délits.

- c) Les statuts provinciaux qui servent à amener les jeunes devant la Cour des mineurs sont surtout les lois sur l'alcool ; à ce chapitre, les filles constituent 37 pour 100 des mineurs juges délinquants pour avoir consommé de l'alcool dans des endroits prohibés ou sans avoir atteint l'âge requis.
- d) Quant aux infractions aux ordonnances municipales, elles impliquent si peu de jeunes que nous ne jugeons pas utile de détailler l'analyse de leurs délits.

En somme, la délinquance juvénile, telle qu'elle apparaît devant les tribunaux pour mineurs, est largement masculine. *La combinaison des deux facteurs : âge (jeune) et sexe (féminin), conduit à une probabilité infime d'être inculpé et jugé pour comportement antisocial violent. Par 100,000 personnes de ce sexe et de cet âge, cette délinquance est presque impossible à mesurer tant elle est insignifiante, surtout en ce qui a trait aux délits qui constituent un réel danger social.*

Pourtant, on verra que les tribunaux pour mineurs recourent dans des proportions étonnantes à des mesures d'internement, et de longue durée, dans les cas des jeunes filles, même après avoir décrit et jugé leur comportement comme non-dangereux.

²⁸ La clause d'incorrigibilité ne se retrouve pas littéralement dans la loi sur les jeunes délinquants. C'est une façon de se saisir des “récidivistes”, nous dit-on.

JUGEMENTS ET DISPOSITIONS DANS LES CAS DES JEUNES DÉLINQUANTS

[Retour à la table des matières](#)

Tout un arsenal de mesures et de modalités de jugements est mis à la disposition du juge des mineurs qui a à connaître les affaires des jeunes accusés de délinquance.

En ce qui concerne les *jugements*, la plus utilisée des modalités est probablement l'*ajournement sine die* (21.9 pour 100 des cas, en 1973). Pour ce qui est des dispositions, les plus utilisées sont la *probation* (23.4 pour 100), l'*amende* ou la *restitution* (23.4 pour 100) et la *décision suspendue* (15.8 pour 100).

En général, le rapport fille-garçon (1 fille contre 4.5 garçons pour l'ensemble des provinces) se retrouve à propos des différentes dispositions.

Cependant, les garçons, plus souvent que les filles, sont soumis à la probation ; en outre, les juges imposent plus d'amendes et de restitutions aux filles (proportionnellement) qu'aux garçons. Les mesures les plus graves : renvoi devant la Cour des adultes et détention indéterminée s'appliquent à environ 200 mineurs seulement (0.5 pour 100) et les garçons y sont soumis significativement plus que les filles, ce qui confirme encore l'impression d'insignifiance et la non-dangerosité de la délinquance des filles, aux yeux mêmes des juges des mineurs.

LA PLACE OCCUPÉE PAR LES FILLES DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE PROTECTION DE LA JEUNESSE

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les mesures auxquelles le tribunal peut recourir pour assurer la réhabilitation des jeunes délinquants, on trouve les *Établissements de protection de la jeunesse*.

1. Proportion garçons-filles dans les Établissements de protection

Contrairement à ce qu'aurait pu nous laisser prévoir l'analyse qui précède, le moment venu d'utiliser la mesure la plus "contrôlante" qu'ils aient à leur disposition, les juges y recourent très souvent pour les filles (proportionnellement). En effet, parmi les délinquants qui se retrouvent en internats de rééducation, on trouve une fille contre trois garçons.

Mais les choses s'aggravent encore du fait que le juge peut recourir à une telle mesure privative pour des non-délinquants, ce que les magistrats font généreusement pour protéger les filles contre le danger de devenir délinquante. Si bien qu'en 1973, on trouvait un peu plus de filles que de garçons dans les Écoles de protection du Québec et une fille pour deux garçons dans les Établissements de protection de l'Ontario, comme le montre l'histogramme I.

Cette pratique québécoise du placement en internat, pour les filles spécialement, et pour des séjours de longue durée (relativement), est bien particulière.

Des raisons morales, religieuses semblent l'inspirer, mais il conviendrait de l'analyser dans la perspective plus vaste de l'utilisation qu'a faite le Québec des institutions de toutes sortes : orphelinats, crè-

ches, pensionnats, spécialement depuis le début du siècle et jusqu'aux années soixante.

À l'endroit des filles dites délinquantes et des cas de protection, cependant, il est clair que même en 1973 les pratiques des tribunaux québécois étaient discriminatoires.

2. Motifs de placements en établissements de protection

Tous les enfants qui se retrouvent en établissements de protection n'y sont pas nécessairement placés par ordre du tribunal et tous n'y sont pas après avoir été déclarés jeunes délinquants et en vue d'une réhabilitation dont la durée a été imposée par la Cour. Par exemple, en 1973, 3,561 enfants ont été admis dans des établissements de protection de la jeunesse dont 1,897 seulement pour cause de délinquance.

Histogramme 1

Nombre et sexe des enfants placés en établissements de protection,
au Québec et en Ontario, en 1973 *

[Retour à la table des matières](#)

* Source : *Établissements de protection de la jeunesse*, Canada, 1973, p. 12

On trouve au tableau 20, les motifs qui ont déterminé le placement dans les institutions de protection, par province.

Tableau 20

Motifs de placement des enfants admis en établissements de protection de la jeunesse, par province et par sexe, 1973 *

[Retour à la table des matières](#)

Province	Total	Délin- quance	Protec- tion	Retour d'un pla- cement	Sur de- mande	Autres
Total, Canada	3,561	1,897	878	325	34	427
GARÇONS	2,146	1,452	235	155	28	276
Terre-Neuve	59	50	2	1	—	6
Nouvelle-Écosse	135	131	—	—	1	1
Nouveau-Brunswick	86	9	0	5	17	
Québec	632	406	208	-	12	6
Ontario	1,124	704	16	153	6	245
Manitoba	44	42	—	1	1	—
Saskatchewan	35	31	—	—	3	1
FILLES	1,415	445	643	170	6	151
Terre-Neuve	23	15	5	1	2	—
Nouvelle-Écosse	86	53	27	—	—	6
Québec	694	96	597	7		
Ontario	581	266	10	160	—	145
Manitoba	31	15	4	8	4	—

* Source : *Établissements de protection de la jeunesse*, 1973. p. 12.

La Colombie-Britannique et l'Alberta n'ont pas soumis de déclaration en 1973. La Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick n'avaient pas d'établissements de protection pour filles.

Le tableau 20 est éloquent à plus d'un titre :

1. Les filles qui représentaient 18 pour 100 de tous les jeunes amenés devant les tribunaux pour mineurs, constituent plus de 23 pour 100 des délinquants placés en Établissements de protection ; au surplus, elles représentent 40 pour 100 de la population placée en internat sous tous chefs ;
2. *la majorité* d'entre elles ne sont pas internées suite à un délit mais plutôt suite à l'application de lois de protection ;
3. *le Québec, pour sa part, est responsable de la presque totalité des internements pour raisons de protection.* En effet, 805 des 878 garçons et filles qu'on retrouve en Établissements suite à l'application des lois de protection proviennent du Québec. De ce nombre, *597 sont des filles* ;
4. l'Ontario est la seule province à faire un usage Important de deux motifs particulièrement imprécis. En effet, les Établissements de l'Ontario reçoivent 313 cas de “retour d'un placement” (“essai” en foyer nourricier, voire dans son foyer familial, dont le juge ou l'officier de probation croit que c'est un échec) et 390 cas pour “autres” motifs. De ces 703 enfants placés en Établissements pour des motifs aussi peu rassurants, *305 sont des filles*, soit près de 44 pour 100.

En résumé, les filles sont internées dans les Établissements de protection de 2 à 3 fois plus souvent que ne le laisserait prévoir leur présence parmi les jeunes amenés devant la Cour. Elles sont internées sans fait pénal beaucoup plus souvent que les garçons.

L'Ontario et le Québec se distinguent par l'utilisation de motifs faibles, peu clairs sur le placement des jeunes, spécialement des filles, dans les Établissements de protection.

Voyons un peu de quelle durée sont les placements pratiqués par ces deux provinces.

3. *Durée des placements*

Le tableau 21 et les graphiques 4 et 5 illustrent la durée des internements, au Québec et en Ontario, en 1973.

Tableau 21

Durée des séjours en établissements de protection, par sexe, Québec et Ontario, 1973 *

[Retour à la table des matières](#)

Nombre de mois		-3 mois	3 à 6	6 à 9	9 à 12	12 à 15	15 à 18	18 à 24	24 à 36	36 et +
GARÇONS										
Québec total	708	142	208	53	38	30	40	94	83	20
Ontario total	1,682	619	413	369	174	57	12	11	18	9
FILLES										
Québec total	769	477	74	29	36	11	19	38	58	25
Ontario total	784	323	195	173	58	20	6	6	3	—

* Source : *Établissements de protection de la jeunesse*, 1973, p. 22

Graphique 4

Durée des séjours en établissements de protection de la jeunesse,
pour les garçons de l'Ontario et du Québec.
(Nombre d'enfants exprimé en %), Canada, 1973. *

[Retour à la table des matières](#)

* Source : *Établissements de protection de la jeunesse*, Canada, 1973, p. 22

Graphique 5

Durée des séjours en établissements de protection dans le cas des filles du Québec et de l'Ontario, 1973, nombre d'enfants exprimé en % *

[Retour à la table des matières](#)

* Source : *Établissements de protection de la jeunesse*, 1973, p. 22

Au premier abord, les graphiques 4 et 5 témoignent surtout de l'existence de patrons propres à chaque province. En Ontario, 85 pour 100 des garçons et des filles placés en Établissements le sont pour des séjours inférieurs à neuf mois. Au Québec, c'est le cas de 75 pour 100 des filles et 57 pour 100 des garçons. Mais alors que les séjours de 2 ans et plus ne sont imposés qu'à 1 pour 100 des garçons et filles de l'Ontario, c'est là le sort de 14 pour 100 des garçons et de 11 pour 100 des filles au Québec.

Mais n'est-ce pas là une vue trop linéaire du fonctionnement de ces prisons pour jeunes ? Puisque l'Ontario tente des placements à l'extérieur de ses Établissements pour ensuite ramener plus de 300 mineurs en Établissements (tableau 20), les séjours ainsi cumulés ne sont pas brefs.

Les courbes illustrant la durée des placements en Établissements de protection en 1973 sont-elles typiques ?

Une analyse diachronique révèle que l'accent s'est considérablement déplacé au cours des années, passant de courbes trimodales, en 1963 ²⁹ par exemple, où les placements les plus longs étaient les plus fréquents dans les deux provinces et pour les deux sexes, à des courbes bi-modales, pour en arriver à des distributions en “L” caractérisées par le recours aux placements de 3 mois et moins.

Mais tout au cours de cette évolution qui tient à de multiples facteurs culturels et économiques, les distributions font toujours état de pratiques analogues pour les garçons et les filles d'une même province, pratiques commandées par des motifs qui n'ont rien à voir avec la gravité des conduites reprochées et qui ne reproduisent en rien la courbe de la délinquance officialisée par le tribunal.

Augmentation du nombre des filles placées, diminution du nombre des garçons

Au cours des années 1963 à 1973, le nombre des jeunes confiés aux Établissements de protection de la jeunesse est demeuré à peu près stable, se situant autour de 3,500 enfants ³⁰. *Mais alors que le nombre de garçons détenus tend à décroître depuis 1970, celui des filles augmente.*

Ainsi, le Québec et l'Ontario qui avaient 305 et 385 filles en Établissements en 1963, en détenaient deux fois plus en 1973, soit 694 et

²⁹ Voir la série des statistiques sur les *Établissements de protection de la jeunesse*, de 1963 à 1973.

³⁰ 3,490 en 1963 contre 3.561 en 1973. La seule année qui fait vraiment exception est 1968 avec 4,300 jeunes.

581. Il serait intéressant de voir l'évolution de ces pratiques jusqu'à plus récemment.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Ce sont des critères d'adultes mâles qui président, bien sûr, à la définition et au traitement de la déviance des mineurs, et ces critères varient selon qu'il s'agit de déterminer et de traiter les garçons et les filles.

Largement sous-représentées parmi les auteurs de crimes graves et d'ailleurs de délits de tout genre, les filles dites délinquantes sont prises en main par l'appareil de justice qui utilise d'autres normes que le fait pénal pour intervenir dans leur vie. Entrées dans le système par la petite porte, les filles sont cependant sur-représentées parmi les mineurs qui font l'objet d'un placement. Elles sont finalement astreintes à des mesures de traitement et d'internement d'une durée analogue à celle qui caractérise les placements en institution imposés aux garçons et elles le sont plus souvent que les garçons, malgré l'insignifiance de leurs délits.

Ces propos ne visent certes pas à défendre les placements de longue durée pour les délinquants "durs". Les internements de mineurs devraient être abolis (progressivement et rapidement) puisque les "meilleures" institutions, celles qui font du reconditionnement, ne peuvent même pas justifier leur coercition par leur taux de succès ³¹.

³¹ Certains Établissements affichent des taux de succès de l'ordre de 90 pour 100, voulant signifier par là que 9 sur 10 des jeunes qui ont complété leur programme de traitement étant, jusqu'à ce jour, demeurés hors du circuit pénal adulte, manifestent une certaine adaptation socio-économique et affective. Encore que ce succès mérite d'être analysé et a fait l'objet de sérieuses études qu'il serait trop long de rapporter ici, il faut bien admettre que les critères de sélection de ces Établissements et le filtrage que constitue le programme lui-même ferment de tels internats à un grand nombre de jeunes délinquants qui contribueraient puissamment à leur taux d'échec.

Les Établissements de protection sont des moratoires pénaux injustifiables, pour les garçons tout comme pour les filles. Mais l'utilisation de cette mesure de traitement est particulièrement injuste lorsqu'elle trouve son point d'ancrage dans l'humeur du juge, le rejet des parents, leur inconduite et leur absence du foyer. Or, pour ce qui est des filles, comme le montre le tableau 20, *pour l'une d'elles* confiée aux Établissements suite à un délit, *on en trouve 6 autres* placées dans les mêmes institutions en raison de circonstances familiales ou sociales.

Le “*parens patriae*”, que les Français désignent du nom de “puissance paternelle” (!), est donc abondamment utilisé, au Québec, pour se saisir des jeunes filles, les contrôler, les placer en internat, quelques unes jusqu'à leur majorité pénale, “pour leur bien”.

Ne peut-on parler ici d'attitudes patriarcales et sexistes de la part des magistrats, agents de probation et autres auxiliaires de la “justice des mineurs” ?

LA FEMME ET LE CRIME

Chapitre V

La criminologie contemporaine et la littérature féministe

vers une théorie de la criminalité féminine ?

[Retour à la table des matières](#)

Quel(s) lien(s) peut-on discerner entre ces milliers de chiffres et de faits auxquels nous avons été exposés dans les chapitres II, III et IV ? Quel(s) sens peut-on dégager de ces “représentations sociales” que sont les statistiques criminelles ? S'en trouve-t-il un dont la cohérence ne soit pas le fruit de notre imagination ou de notre besoin de tout rationaliser ? Quelle(s) théorie(s) pourrait à la fois rendre compte de l'insignifiance relative de la participation des femmes à la criminalité officielle, de la clémence des sentences qui leur sont imposées et de la sévérité avec laquelle les groupes sociaux réagissent à la délinquance ou même à la pré-délinquance des jeunes filles ?

De quel secours peuvent être la criminologie contemporaine, celle des vingt dernières années notamment, et les écrits sur la femme et sa condition, dans notre recherche d'une synthèse explicative de la criminalité féminine

LA CRIMINOLOGIE CONTEMPORAINE

[Retour à la table des matières](#)

Les explications théoriques et les hypothèses qui avaient été avancées par les criminologues de toute obédience, jusqu'aux années 1955-60, nous laissaient bien insatisfaits ou même irrités. Marquées au coin du sexisme et des autres “ismes”, elles expliquaient la criminalité des femmes par leur sexualité déficiente et, en conséquence, concédaient la qualité d'héroïnes du crime aux femmes viriles et sexuellement surdouées. Les sceptiques, pour leur part, soupçonnaient que les femmes commettaient tranquillement leurs crimes derrière le voile de leur naturelle capacité à mentir.

Ces préjugés, rappelions-nous, et ce sexisme, ne s'éloignaient guère des théories de l'époque sur la femme en général et sur sa sexualité. Les criminologues de la fin du XIXe siècle et de la première moitié du XXe n'étaient probablement pas plus ignorants ou remplis de préjugés que la majorité de leurs contemporains mais ils semblent l'avoir été au moins autant.

Au cours des vingt dernières années, la criminologie a subi l'assaut d'influences fort différentes de celles qui l'avaient dominée depuis deux siècles. Un renouvellement de la méthode, puis de l'épistémologie elle-même, s'est amorcé qui éloignait la criminologie traditionnelle de ses perspectives habituelles. Pour n'en donner qu'un indice, mentionnons que des études récentes ont fait une place réelle à la vision qu'a le délinquant de ses propres comportements et de leur finalité, alors qu'auparavant ces réalités n'étaient abordées que de l'extérieur du sujet lui-même. La criminalité des affaires, dont on a vu dans les statistiques qu'elle est infiniment discrète, les crimes des nations, les génocides, les guerres, ont commencé d'être étudiés sérieusement, comme de vrais crimes. Les démarches et l'orientation, voire l'intention de la criminologie, s'en sont trouvées modifiées, en tout cas en certains milieux.

Le vent nouveau n'a pas soufflé partout avec une égale force.

Ou faut-il croire que certaines institutions s'en sont protégées avec une efficacité peu commune... ?

Lorsqu'on tente de résumer les changements qui s'opèrent dans la pensée scientifique, on risque toujours de réduire et de généraliser.

Réduire des mouvements et des hypothèses complexes, fruits de luttes communes et de longs cheminements, à une étiquette simpliste. Faire de la taxonomie ?...

Généraliser l'impact de courants nouveaux qui finalement ont une influence locale et n'atteignent profondément que des groupes restreints ?...

Essayons d'éviter l'un et l'autre piège.

Trois nouvelles voies criminologiques

Trois nouvelles vagues de pensée sont, selon nous, largement responsables des transformations dans l'univers intellectuel de certains criminologues.

Ces courants sont : l'analyse symbolique, le criticisme et les mouvements dits radicaux qui se subdivisent selon les groupes nationaux italien, américain, allemand, québécois, etc...

Voyons rapidement la nature de ces mouvements de pensée et l'intérêt qu'ils présentent pour la criminalité féminine.

I. L'ANALYSE SYMBOLIQUE :

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin des années '30 naissait aux États-Unis un courant de pensée issu de la psychologie sociale. Son fondateur, Herbert Blumer, l'a lui-même baptisé : l'interactionnisme symbolique (1969). Tournés vers l'univers subjectif de la personne en situation et acceptant de se laisser guider dans leur compréhension des événements par la version qu'en donne celui qui en a fait directement l'expérience, les partisans de cette méthode et de ce courant de pensée ont réussi, dans un premier temps, à revaloriser le vécu comme fondement des études psychosociales. Dans un second temps, c'est à l'effet des étiquettes posées par les institutions sociales sur les patients des asiles, les détenus des prisons, les déviants recherchés par la police, les membres des minorités ethniques, les immigrants, etc... que se sont attachés les sociologues qu'on appelle maintenant les tenants de la théorie de l'étiquetage (labelling theory). C'est ainsi que Becker a produit une étude assez révolutionnaire par son titre et la perspective subjectiviste qu'elle annonçait : “Outsiders”, les exclus (1963).

Lindesmith retraçait la carrière des opiomanes, dans les termes des sujets eux-mêmes (1947). Goffman procédait à une description phénoménologique des asiles comme institutions “étiquetantes” renforçant les comportements qu'elles prétendaient traiter (1961). C'est à Goffman que l'on doit d'avoir intégré au vocabulaire des sciences humaines le concept de stigma, cette étiquette dégradante et indélébile, dont il explique que certaines institutions sociales excellent à l'imprimer sur leurs clients (1963).

Les familiers de l'histoire de la philosophie auront reconnu dans les premières orientations de l'analyse symbolique l'influence du subjectivisme, de l'existentialisme et de la phénoménologie. Les professionnels de la psychanalyse, de leur côté, connaissent bien les réalités qu'expriment en d'autres mots les spécialistes de l'étiquetage. En effet, Erikson (1964), par exemple, a puissamment analysé l'effet détermi-

nant du regard de l'adulte sur l'enfant, l'identité qui naît, qui se perd ou se déforme en se voyant reflétée dans le miroir qu'est le jugement des parents.

George Mead (1934), chez les philosophes sociaux, a proposé une notion extraordinairement féconde et très proche des précédentes avec son “generalized other”, cette représentation mentale que chacun de nous se fait de ce qu'il voit dans les yeux d'un groupe d'autres. Cooley (1964) ajoute encore à cette tradition avec sa notion du “looking glass self”.

Le courant interactionniste, l'analyse symbolique, l'étiquetage procédaient d'un long cheminement et puisaient dans une longue tradition humaniste.

Les perspectives ainsi proposées à la criminologie étaient bien rafraîchissantes et bien éloignées des préoccupations empiriques des étiologues dont nous avons décrit les travaux au chapitre I. Ceux-ci, en effet, s'étaient souvent limités à rechercher les déterminations biologiques, psychologiques, socio-économiques responsables de l'installation de la délinquance chez un être humain. Il est difficile de surestimer l'effet de renouvellement de l'analyse symbolique sur la criminologie positiviste.

Cependant, le subjectivisme et les perspectives qu'il a inspirées ont aussi leurs limites (Spector, 1977, Van Outrive, 1977). En ce qui touche à la sociologie de la déviance, par exemple, *il ne suffisait pas de déplacer l'attention jusque-là centrée sur le délinquant pour faire porter l'analyse sur les institutions, sources de déviance*. Les institutions sociales elles-mêmes tirent leur pouvoir définitionnel de l'État et celui-ci, on s'en doute, obéit à des contraintes internationales politico-économiques qui rétrécissent singulièrement ses corridors d'action.

L'analyse symbolique est, d'ailleurs, elle aussi empirique. La méthode d'étude et la perspective ont changé, mais la recherche systématique de données à partir desquelles on tente d'induire quelque théorie demeure la même. Et Dieu sait si certains interactionnistes, avec leurs longs rapports d'observations et d'entrevues en profondeur, nous font plonger dans cet univers empiriste.

L'analyse symbolique s'est-elle intéressée aux femmes auteurs de crimes ? aux filles délinquantes ?

L'interactionnisme symbolique, cette approche si rafraîchissante pour l'ensemble des études criminologiques, ou bien n'a rien à dire sur les femmes ou bien tombe dans le piège qui consiste à résumer la délinquance féminine par la prostitution et l'immoralité sexuelle.

C'est ce que fait Matza, par exemple (1969, p. 88 et 89), tout en prétendant dénoncer cette centration discriminatoire, dans trois fables qui considère être l'illustration des trois grandes tendances explicatives du comportement déviant. Les paraboles portent sur trois jeunes filles et les trois deviennent enceintes, la première parce que sa famille lui a enseigné les comportements déviants, la deuxième parce qu'elle s'associe à des gangs délinquants, la troisième parce qu'on lui prédit un comportement déviant.

L'un des grands précurseurs du courant subjectiviste et phénoménologique, W.I. Thomas, dans *The unadjusted girl* (1923), prétend que c'est l'intensité du besoin de mater, chez la jeune fille et chez la femme, qui les pousse au crime.

Raisonnant à partir des valeurs mâles et de classe moyenne, Thomas considère que la fille pré-délinquante doit être retirée de son milieu dès qu'elle apparaît comme “unadjusted”. On doit alors entreprendre sur elle un travail social en vue de la “réajuster”...

On objectera que W.I. Thomas, s'il est un théoricien et un méthodologue brillant qui a renouvelé les perspectives et les approches en sociologie, n'était qu'un précurseur du mouvement interactionniste et que ses autres travaux, sur les paysans polonais, par exemple, sont fascinants. Mais c'est justement là l'une des limites de la symbolique interactionniste : les Noirs, les opiomanes, les aliénés, les paysans polonais, les héros, les méchants, les clowns ³² ont tous été des objets d'étude désintéressée pour les partisans de l'analyse symbolique mais non les femmes délinquantes.

³² O. Klapp : *Heroes, villains and fools* (1962)

S'il est regrettable de voir vieillir le courant de l'analyse symbolique sans qu'il ait produit d'études importantes sur les femmes et les filles délinquantes, il n'est pas moins pénible de constater qu'une partie de la perspective psychanalytique qui s'apparente à la théorie de l'étiquetage n'a pas non plus exploré sérieusement l'univers des filles délinquantes et des femmes criminelles. Dans le cas du courant psychanalytique qui passe par Erikson, cela est d'autant plus regrettable et incompréhensible que le monde des garçons délinquants a bénéficié d'une longue et patiente application de ces théories. En effet, grâce à Mailloux (1962) au Québec spécialement, la théorie de l'identité négative a fait l'objet de travaux de recherches très méthodiques, et laissé sa marque opérationnelle dans des méthodes de rééducation (Gendreau, 1974) (Guindon, 1970).

Chez les filles, rien encore. Les méthodes de rééducation imaginées pour les garçons et les étapes de cette rééducation ont été appliquées aux jeunes filles dans quelques centres québécois, sans qu'on s'interroge d'abord sur la dynamique propre et l'univers mental des femmes.

Il y a fort à parier que la vogue de l'analyse symbolique et du courant psychanalytique ériksonien s'essouffleront avant qu'une grande œuvre inspirée de la phénoménologie et de la compréhension empathique n'ait été consacrée aux femmes et aux filles dites déviantes.

2. LE CRITICISME :

[Retour à la table des matières](#)

C'est en Grande-Bretagne, dans les années '70, qu'est né le mouvement intellectuel que certains désignent du nom de *criminologie critique*. "La Conférence nationale sur la déviance" (National Deviancy Conference), qui réunit depuis plusieurs années les criminologues britanniques et les sociologues de la déviance, semble à l'origine de ce mouvement.

Deux volumes ont pour ainsi dire encapsulé la pensée des criminologues britanniques d'obédience critique. Le premier s'intitule : *The New Criminology* (1973). Le second : *Critical Criminology* (1975).

The New Criminology est une revue critique de la criminologie traditionnelle. Les auteurs y dénoncent les courtes vues de la criminologie positiviste dont nous avons parlé au chapitre I. Le second, *Critical Criminology*, est un recueil de textes dont les uns complètent et justifient *The New Criminology*, les autres constituent un début de manifeste radical.

The New Criminology, "la nouvelle criminologie", ne s'intéresse nullement à la criminalité des femmes et ne fait même pas mention des biais empiriques et des vices de pensée de la criminologie traditionnelle en cette matière. Le second volume : *Critical criminology* contient des articles de criminologues de toutes origines et n'est pas spécialement britannique. On n'y voit rien qui touche l'état de la criminologie traditionnelle dans son discours sur les femmes.

Il est vrai que la criminologie traditionnelle avait été peu prolifique sur ce sujet. Mais quand les criminologues du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle ouvraient la bouche, c'était pour dire de telles énormités sur les femmes criminelles et les filles délinquantes qu'il aurait été impérieux de faire aussi la critique de cette dimension de leur œuvre.

Cependant, dès 1968 paraissait dans le *British Journal of Sociology* un article intitulé : "La déviance des femmes, une critique et une enquête" (B.J.S., 19, 2) dont nous avons fait mention à la fin du chapitre I. L'auteur, Frances Heidensohn, rappelle que le concept de déviance étant fondé sur celui de normes et les normes imposées aux femmes n'étant pas celles imposées aux hommes, on ne saurait mesurer la déviance des femmes à l'échelle qui sert à estimer celle des hommes.

C'est aussi à une Britannique que l'on doit la plus récente et plus complète étude de la criminalité féminine : *Women, Crime and Criminology, a Feminist Critique*, publiée à Londres, en 1976, dans laquelle l'auteur, Carol Smart, rappelle combien l'absence de la femme dé-

viante des études criminologiques est significative d'autres absences des femmes et formule les vœux suivants :

1. “que la criminologie soit autre chose que l'étude de l'homme criminel ;
2. que la criminologie féminine s'inspire à des sources explicatives très vastes qui réfèrent à la condition socio-économique des femmes.”

Ainsi, le courant britannique ou en tout cas la sociologie de la déviance en Grande-Bretagne aura probablement été indirectement à l'origine de deux œuvres marquantes pour la criminologie féminine.

3. LES MOUVEMENTS RADICAUX :

[Retour à la table des matières](#)

Nous parlerons du *groupe américain* et du Groupe européen d'étude sur la déviance et le contrôle social. Ce dernier réunit depuis peu des criminologues italiens, allemands, scandinaves, britanniques, ainsi que quelques américains et québécois.

Le groupe américain

Le groupe dont il s'agit est celui de Berkeley, car c'est à l'École de criminologie de cette université qu'il revient d'avoir entretenu la flamme d'une pensée criminologique différente, pendant dix ans, soit de 1965 à 1975. L'École est fermée depuis 1975.

L'analyse symbolique, née à Chicago, s'est transportée assez tôt sur les campus de l'Université de Californie. Herbert Blumer a enseigné plusieurs années à Berkeley même, y formant des disciples qui ont appliqué à la déviance les perspectives symboliques. En effet, peu après son départ de Chicago pour Berkeley, Blumer est rejoint dans cette dernière université par Goffman, Arle Daniel, Thomas Scheff, Joan Emerson et John Lolland (qui y gradue en 1960). On soupçonne

que ces disciples ont rejoint Blumer en Californie à l'invitation de celui-ci (Mullins, 1973, p. 92).

Mais l'analyse symbolique n'était pas une revision radicale de l'épistémologie et surtout de l'intention criminologiques. Elle ne faisait qu'amorcer cette revision en s'attaquant aux définisseurs plutôt qu'aux "définis".

Cependant, comme le note Sohet (Acosta, Bertrand, Légaré et Sohet, 1973 : "Les différentes orientations de la nouvelle criminologie", rapport photocopié), les contestations étudiantes du printemps 1964 qui avaient donné lieu, à Berkeley, au Free Speech Movement, les manifestations contre la guerre au Vietnam qui avaient puissamment contribué à la politisation des étudiants et de professeurs de tous les états américains, avaient eu ceci de particulier qu'elles avaient provoqué l'arrestation et l'emprisonnement d'étudiants et de professeurs. Ces expériences se sont répétées en 1969, avec les incidents du "People's Park" où des étudiants et professeurs de la même université se sont opposés aux autorités qui avaient décidé de détruire un immense terrain de campement populaire pour en faire une surface asphaltée pour stationner les automobiles ou pour y construire un édifice universitaire.

En ces occasions, des étudiants, souvent des sous-gradués en 1964, gradués en 1968 ou même jeunes professeurs, et des professeurs chevronnés ont connu eux-mêmes l'expérience de la brutalité policière, des arrestations abusives (un professeur sera emprisonné pour avoir empêché des policiers de frapper des étudiants) et finalement de l'emprisonnement. Ils s'en souviendront longtemps.

Dans ce contexte mouvementé, on comprend qu'une École qui se voue à l'étude du crime trouve des champs d'observation bien vivants. Mais ce qui caractérise le groupe de professeurs et d'étudiants de l'École de criminologie de Berkeley, qui se constitua plus tard en l'"*Union des criminologues radicaux*" (Union for Radical Criminology), c'est qu'ils ne se sont pas contentés d'étudier froidement cette réalité : ils l'ont vécue, ils s'y sont mêlés, ils y ont livré des combats.

Tout militants qu'ils étaient, les étudiants et les professeurs de l'École de criminologie de Berkeley ont beaucoup écrit. En effet, ils ont créé deux périodiques dont nous rappellerons brièvement les préoccupations touchant la femme et la déviance.

Issues in Criminology et *Crime and Social Justice*

Dans la revue *Issues in Criminology* (spécialement le volume 8, no. 2, 1973), les étudiants de l'École de criminologie de Berkeley abordent la criminalité féminine d'une façon franchement inusitée pour l'époque. Une forte tendance féministe marque la contribution des différents auteurs qui ont collaboré à ce numéro spécial sur la criminalité des femmes. On les trouve particulièrement critiques et sarcastiques à l'endroit des explications fournies par les sciences humaines traditionnelles à propos de la déviance des femmes (Klein, 1973). Ils notent les effets de renforcement des rôles sexuels que favorisent les 'traitements imposés aux femmes par les appareils de justice pénale (Chesney-Lind). Leur critique de la littérature dite scientifique à propos de la nature de la criminalité des femmes est percutante et bien appuyée, spécialement en ce qui touche Pollak (Hoffman-Bustamante).

Dans *Crime and Social Justice*, la revue fondée en 1974 par l'Union des criminologues radicaux de Berkeley, on trouve une littérature de combat. Un manifeste radical témoigne, entre autres, de la volonté de dénoncer le sexisme comme un crime au même titre que le racisme (Platt, 1974). On analyse la situation de femmes qui ont contre-attaqué leurs agresseurs sexuels et on invoque en leur faveur la légitime défense. Des groupes de prisonniers dénoncent le viol comme le crime sexiste par excellence (1975).

Les femmes victimes de crimes y voisinent avec les femmes criminelles (1976) et la logique qui sous tend ce rapprochement est tout simple : le monde du crime et le discours sur le crime appartenant aux hommes, les femmes en sont souvent exclues comme agents, parce qu'elles sont ou invisibles, ou jugées incapables ou irresponsables, mais on a trop souvent oublié de dire qu'elles sont aussi oubliées comme victimes. Leur invisibilité s'étend jusque là. Ce silence de la

criminologie à propos des femmes victimes est d'ailleurs souligné, quelques années plus tard, par Carol Smart (1976, p. 178).

Voilà lancées, en dix ans, quinze ans peut-être, plus d'idées sur les femmes et leur "déviante" ; voilà proposées plus d'hypothèses ; voilà re-situés plus de débats que n'en avait abordés la criminologie traditionnelle en 200 ans.

On objectera que les problèmes ne sont pas tous bien situés, loin de là. Que le marxisme des berkeleyiens est simpliste, leur analyse de la société américaine bien naïve. Tout cela est vrai. Les protagonistes eux-mêmes de l'Union for Radical Criminology l'admettent sans peine ³³. Le militantisme n'inspire pas toujours le détachement théorique et la neutralité (?) que recommandent certains sociologues assis dans leur fauteuil (armchair sociologists, comme les appellent les Schwendinger (1974)).

Cependant, depuis la fermeture de l'École par les Régents de l'Université de Californie, des professeurs et des gradués continuent la publication de *Crime and Social Justice* dont certains numéros témoignent de la capacité d'auto-critique des membres de l'U.R.C. et des progrès de leur analyse socio-politique.

Le groupe européen d'étude sur la déviance et le contrôle social

Ce groupe, créé en 1972, a tenu son premier congrès à Florence en 1973.

Comme le remarque Fernando Acosta dans "Les différentes orientations de la criminologie radicale" (Acosta, Bertrand, et al. 1977), "le manifeste de 1972 n'était guère une pièce révolutionnaire... et le congrès de 1973 ne fut rien d'autre qu'une occasion pour les membres du groupe de prendre connaissance de la situation de la criminologie dans les différents pays d'Europe" (p. 36, op. cit.). Mais la scène change assez rapidement et, après la rencontre de Colchester où les

³³ A. Plat, lors de sa visite à l'École de criminologie de Montréal, en mars 1978, a fait une auto-critique très serrée des orientations du groupe auquel il appartient.

Britanniques engagés dans la révision critique de la criminologie décident plus ou moins de se joindre au Groupe européen, l'éclairage sur la problématique criminelle se fait non plus à partir du déviant mais de l'État, définisseur ultime de toute marginalité.

Au tout premier congrès, je soumettais une communication intitulée "L'insignifiance de la criminalité des femmes, un effet secondaire de la définition des rôles sexuels par les hommes et de la privatisation des femmes ou de leur transformation en propriétés privées par le mariage" (Bertrand, 1973).

Cette communication connut un certain succès et fut reprise et critiquée par les auteurs qui ont écrit sur la criminalité féminine depuis 1973, notamment Carol Smart.

Entre 1973 et 1976, le Groupe européen, préoccupé de sa nouvelle orientation théorique, ne fait guère de place à la recherche d'une problématique appropriée à la criminalité des femmes. Cependant, en 1977, à Barcelone, une communication-clé est présentée par deux femmes : "Le contrôle social exercé sur les femmes dans les pays socialistes et capitalistes" (A. Vander Plas et M. Schouten, Hollande).

En 1978, d'autre part, un atelier sur les femmes et le contrôle social s'organise et les leaders en préparent la tenue par l'envoi d'une lettre collective dont nous citons in extenso le passage qui touche les femmes et la déviance :

"Le groupe de travail sur la femme et le contrôle social" s'est rencontré à Barcelone. Victoria Greenwood y a présenté de façon très vivante un rapport résumant l'histoire de ce groupe. Elle constate que l'intensité de la discussion effectuée à Amsterdam ne s'était pas retrouvée à Vienne. Le fait d'avoir peur de perdre contact avec l'ensemble de la conférence et le fait d'être intéressés par des travaux d'autres groupes semblent être les raisons du manque de centration sur les problèmes des femmes. À Barcelone, un sentiment d'impuissance a surgi, les travaux recueillis ne continuant pas la discussion d'Amsterdam. Nous pouvons invoquer la raison suivante : le fait de n'avoir pu réussir à colliger et transmettre les résultats de nos discussions. Le travail de Vander Plas et Schouten "Social control over women in capitalist and socialist countries" demeurerait trop restreint et stéréotypé. Il est nécessaire de se questionner sur la façon dont sont exclues les femmes du processus de production et sur leurs difficultés à offrir leur

“main d'œuvre” (woman power) au marché du travail... Il n'est pas suffisant (par exemple) d'expliquer les lois restrictives (sur la prostitution, l'avortement, etc...) durant les guerres par la volonté intéressée de la classe dirigeante à ce qu'il y ait plus de naissances et qu'on s'assure par le fait même un plus grand contrôle des femmes. Restreindre la liberté d'action et de décision des femmes signifie toujours une augmentation de la pression de la part des hommes, du moins pour la classe ouvrière. L'oppression sexuelle et sa superstructure idéologique sont reliées à l'exploitation et à la reproduction du pouvoir masculin et ce n'est pas possible de faire la même analyse pour les femmes. En analysant par exemple la criminalisation de l'avortement, il n'est pas suffisant de se plaindre de l'hostilité que cette criminalisation signifie. Il faut rechercher les intérêts sous-jacents à cela. Le second travail théorique préparé par Aino Saarinen “On the family, and its development” démontre comment la réflexion sur les fonctions biologiques bloque toute tentative d'analyse des rapports sociaux.

De plus, j'ai eu l'impression qu'à Barcelone nous n'avons pas réussi à examiner la pertinence des théories sur le contrôle social non plus qu'à analyser le rôle social de la femme. La réalisation des buts du groupe de travail n'est pas si facile étant donné que plusieurs sciences s'emploient à nier les problèmes des femmes...

... J'espère qu'à Bremen, il y aura suffisamment d'entente entre nous pour que nous entrions dans un nouveau processus. Je demeure convaincue que les travaux de ce groupe vont amener des résultats positifs...

À Barcelone, durant la dernière rencontre de l'atelier sur les femmes, nous avons choisi de travailler sur le thème suivant lors de la prochaine conférence : “Pathologisation du comportement déviant de la ,femme” et en lien avec ceci, le traitement des femmes délinquantes en prison et à la cour.

Extrait du bulletin de liaison entre les membres du Groupe européen, avril 1978, notre traduction.

On trouve, dans ces lignes, les contradictions et les embûches qui attendent les groupes de recherche qui s'attachent à la spécificité féminine d'un phénomène : crainte de se voir coupés du reste du Congrès et de ses préoccupations “importantes”, difficulté à garder le feu sacré allumé grâce à une contribution qui semble marquer un point tournant.

Cependant, ce message renferme des parenthèses qui permettent un certain espoir : la volonté de dépasser la banale constatation de l'oppression des femmes et de chercher ce que telle oppression particulière a d'avantageux pour les groupes au pouvoir.

Enfin, le thème choisi pour le congrès de 1978 à Bremen, “la pathologisation des comportements déviants féminins”, était prometteur. Mais ces réflexions sur la femme, à Bremen, n'ont occupé qu'un atelier de femmes, tandis que le Congrès, le vrai, s'intéressait au terrorisme. Les organisateurs y ont toutefois introduit une séance sur les femmes et le terrorisme.

LA LITTÉRATURE FÉMINISTE

[Retour à la table des matières](#)

Le discours sur la femme et sa condition peut être classé en trois grands genres : le littéraire proprement dit, le scientifique et le militant. Ce n'est pas sans hésitation que nous avons coiffé cet ensemble du titre “littérature féministe”. Chez plusieurs, en effet, ces mots évoquent les œuvres de combat destinées à promouvoir l'égalité des sexes. Notre perspective en étant une d'analyse, ce sont les écrits sur la femme et sa condition en général qui retiennent ici notre attention.

1. *Le genre littéraire*, pour sa part, a souvent fait à la femme criminelle une place remplie d'ambiguïté morale. Il serait fascinant de relever toutes les contradictions des Antigones insoumises, depuis celle de Sophocle jusqu'à celles de Cocteau et d'Anouilh ; des Judiths, meurtrières mais vertueuses et admirables, celle de la Bible et celle de Giraudoux ; des Jocastes, incestueuses sans le savoir. Il est vrai que certaines héroïnes comme la marquise de Merteuil dans *Les Liaisons dangereuses* de Choderlos de Laclos ont l'avantage d'être “clairement” perverses. À leur tour, la peinture, la sculpture, la musique ont fait une place aux femmes malfaisantes s'inspirant surtout de la mythologie. Mais si l'on cherche dans la littérature et les diverses représentations artistiques l'équivalent de la femme criminelle contemporaine, c'est

peut-être chez les sorcières et les courtisanes qu'on le trouve. Ces modèles-là ne sont pas non plus dépourvus d'ambiguïté : toutes “méchantes” ou “effrayantes” que soient ces femmes, elles sont nécessaires...

La richesse évocatrice de ces images, de ces modèles négatifs projetés dans la littérature et les représentations artistiques est considérable. C'est la complexité des attentes sociales à l'endroit des femmes qui nous paraît s'y refléter, ainsi que les contradictions et la satire qui trouvent toujours à s'exprimer quand on parle de la condition féminine.

[Retour à la table des matières](#)

2. Le discours scientifique sur la femme est multiple et nous n'avons pas la prétention d'en épuiser ici le contenu et la signification. Nous nous attacherons à quelques œuvres-clés et surtout à quelques thèmes.

Les rôles sexuels, des réalités mouvantes...

C'est à l'anthropologie qu'il revient d'avoir secoué les certitudes quant au fondement biologique de l'attribution des rôles sociaux. Si l'on en croit Margaret Mead dans *The Coming of Age in Samoa* (1928) et dans *Sex and Temperament in Three Primitive Societies* (1935), les règles, que nous avons tendance à croire universelles et éternelles, selon lesquelles les travaux durs et productifs reviennent aux hommes et les corvées routinières et domestiques aux femmes, sont culturellement déterminées. Les rôles “féminins” et “masculins” sont appris plutôt qu'innés.

En effet, chez les Arapesh de Nouvelle Guinée, tous, hommes et femmes, sont tendres et doux. Chez les Mundugumor, au contraire, tous sont féroces et agressifs. Chez les Chambuli, les hommes jouent, à plusieurs égards, le rôle dévolu aux femmes en d'autres sociétés : ils se soucient beaucoup de leurs costumes, ils sont les musiciens et les danseurs de service, passent une bonne partie de leur temps à orner leur personne. Ils ont gardé pour eux (ou “on” leur a attribué ?) les

rôles expressif dont Parsons (1949) dit qu'en nos cultures ils sont dévolus aux filles.

Si Margaret Mead ébranle nos faciles certitudes sur le caractère immuable des rôles sexuels, Bruno Bettelheim secoue nos convictions sur l'infériorité fondamentale de la femme ou, en tout cas, sur la perception que l'homme en a.

Dans *Symbolic Wounds* (1962), il attaque les anthropologues qui ne voient dans la circoncision qu'un rite de passage, et les psychanalystes qui interprètent cette cérémonie comme un substitut symbolique de la castration. S'appuyant sur son travail clinique auprès d'adolescents, Bettelheim émet l'hypothèse que les hommes, envieux des organes et des fonctions sexuels de la femme, s'efforcent en quelque sorte de se les approprier ou d'en rendre l'accès possible au jeune garçon, par le rite et les cérémonies de la circoncision.

“Distinguer la part des constructions de l'esprit par rapport à la réalité des faits biologiques et sexuels” (Mead, 1963, viii), constater que chaque société a, d'une façon ou de l'autre, codifié les rôles respectifs des hommes et des femmes, voilà qui résume, bien succinctement, quelques-uns des apports de l'anthropologie culturelle au domaine qui nous intéresse.

Sociologues et psycho-sociologues se sont aussi intéressés à la théorie des rôles liés au sexe. On connaît la théorie de Bales et Parsons (1955) sur les modèles fort différents proposés aux filles et aux garçons américains au cours de leur socialisation, et celle de Clinard (1957). L'intériorisation d'un idéal de conformité est, selon ces auteurs, facilitée aux filles parce que celles-ci, à la différence des garçons, n'ont pas à substituer au premier objet d'amour (la mère) un parent de l'autre sexe, le moment venu de se trouver une identité sexuelle. Les filles sont aussi invitées, à la suite des mères, à assumer des rôles de soumission, de conformité et des rôles expressifs pendant que les garçons se voient proposer de lutter, d'entrer en compétition, et de produire.

Récemment, des études empiriques sur le langage différencié, que tout le tissu social entretient autour des enfants de chacun des deux

sexes, sont venues appuyer énergiquement la thèse de l'acquis versus l'inné dans les comportements des filles et des garçons. Dans *Du côté des petites filles*, Belotti (1974) relève avec humour la sémantique “rose” du langage adulte à l'endroit des filles et Dunnigan (1975), dans *Analyse des stéréotypes masculins et féminins dans les manuels scolaires* (au Québec), démontre de façon convaincante comment le système d'éducation renforce, entretient, surdétermine chez les enfants des attitudes, des comportements, des idéaux différenciés, selon le sexe.

Une thèse analogue est développée par Putnam (1910) dans *The Lady*. Les femmes des classes sociales élevées, dans huit sociétés, y sont décrites avec les coutumes qui les caractérisent. Les croyances qui moulent leurs comportements y sont analysées. Leurs vêtements, leur milieu de vie, leurs maisons, sont décrits, et le pouvoir conditionnant de ces éléments de la culture apparaît clairement.

La vision des hommes québécois sur les femmes de leur temps, les rôles auxquels des écrivains et des éducateurs influents vouaient les femmes ont été relevés par Gagnon (1974) dans *Les femmes vues par le Québec des hommes*. Trois idéologies, selon l'auteur, auraient dominé l'organisation de la vie des femmes, au Québec, de 1940 à 1970. L'idéologie traditionnelle : la femme au foyer. L'idéologie de rattrapage : la femme symbiose. L'idéologie moderne : vers une indifférenciation sexuelle. Puissamment orientées vers ces modèles de comportement féminin aux époques mentionnées, les femmes québécoises se voyaient fixer par le clergé, les “penseurs”, les éditorialistes, l'État, les éducateurs masculins, le comportement et la carrière adéquats... qui variaient selon les années.

L'infériorité de la femme, une réalité éternelle ?

L'œuvre de Emily Putnam, et à certains égards celle de Mona-Josée Gagnon, nous invitent à regarder ce que les historiens ont à nous dire sur la condition de la femme. Son infériorité est-elle inscrite dans la nuit des temps ? Date-t-elle d'une époque identifiable ?

Certains auteurs ont soutenu que la période contemporaine, dont on peut dire en général qu'elle est marquée par la domination des hom-

mes (patriarcat), avait été précédée par de longs siècles de matriarcat. Rachofen (1861), dans *Das Muterecht*, discerne des stades où l'organisation de la famille est dominée par les femmes. Cette thèse a été fort discutée, en particulier par de Beauvoir (1949), dans *Le deuxième sexe*.

Pour expliquer l'infériorité de la femme, d'ailleurs, *historiens, philosophes, sociologues* se tournent tantôt vers l'institution familiale comme telle, tantôt vers le mariage (Bebel, 1918), tantôt vers la famille et la propriété privée (Engels, 1884), la prohibition de l'inceste (de Riencourt, 1974), les religions (Lahy-Hollebecque, 1953). Les explications varient mais le constat est le même : quelle qu'en soit la cause, la femme est vouée à la condition d'être inférieur. Quelles en sont les conséquences ?

Laissons parler Simone de Beauvoir à qui il revient d'avoir réouvert avec une énergie et une intelligence remarquables le débat sur l'infériorité de la femme. L'humanité, dit l'auteur, est mâle. L'homme, le masculin, définit le féminin. Si encore l'homme définissait la femme en elle-même... Mais c'est par rapport à lui que l'homme définit la femme. Elle n'est pas un être autonome. Elle est accidentelle. *La femme est pour l'homme comme le Nègre pour le Blanc, l'autre, qui doit accepter une infériorité dont la seule compensation est l'irresponsabilité*. Si la femme tente de dépasser sa condition (par l'indépendance professionnelle, par exemple), l'homme, menacé dans sa suprématie, s'efforce de compliquer son accession à l'égalité. La femme doit alors se réfugier dans la passivité frustrante ou l'agressivité de réaction, toutes deux inauthentiques.

La sociologie, depuis quelques années, multiplie les tentatives d'explications de la condition féminine dans d'autres sphères que celles des rôles sociaux : analyse comparée trans-culturelle, études de stratification sociale et de mobilité, ségrégation occupationnelle et au sein des structures éducatives.

Une revue s'est créée (1976) qui se consacre entièrement au problème féminin abordé sous tous les angles sociologiques possibles (Signs). Des tables rondes, des conférences, des numéros entiers des plus fameux périodiques, par exemple, *American Journal of Sociology*

(1974), *Tel quel* (1977) portent sur la question féminine, la ségrégation occupationnelle en particulier. Les sociologues découvrent, enfin ! que leurs études sur la stratification sociale n'ont tenu compte que des catégories masculines d'emploi et n'ont inclus la majorité des femmes qu'à titre d'"épouses de..."

Le droit, la science juridique, s'intéresse depuis peu au caractère unisexe de ses impératifs (Kanowitz, 1969), aux clauses discriminatoires et protectionnistes (Ortego, 1978).

La psychanalyse, dont une lecture peu poussée a le don de susciter la colère des féministes, fait l'objet d'un ré-examen : ses postulats fondamentaux sur la sexualité féminine sont critiqués et défendus (Mitchell, 1974), élargis et renouvelés (Granoff, 1976).

À travers l'analyse qu'il fait de l'inconscient de Freud (!), Granoff relève ce qui demeure non explicite, non dit, à propos de la bisexualité chez Freud en particulier (et dont témoigne, entre autres, sa Correspondance avec Fliess) et chez chacun de nous. Il souligne aussi, soit à partir d'articles, soit à partir de lettres de Freud, l'importance que prend la représentation (symbolique) des organes féminins chez celui-ci et l'universalité de ces fantasmes, rejoignant ici en quelque façon l'hypothèse de Bettelheim sur les préoccupations "féminines" chez les hommes et leur désir ou leur envie de la féminité.

À leur tour *la médecine, la biologie, la physiologie, la gynécologie et l'obstétrique* manifestent récemment une certaine ouverture à des perspectives moins exclusivement mâles, spécialement depuis la généralisation de la contraception, la lutte pour l'avortement sur demande, les organisations contre le viol et pour la défense des personnes violées. *La psychiatrie*, déjà secouée par les attaques des anti-psychiatres Szasz (1961), Cooper (1972), Foucault, (1961), se fait maintenant assaillir par les féministes, notamment Chesler (1972) qui lui reproche entre autres :

1. d'imputer plus souvent la folie aux femmes qu'aux hommes à partir d'une symptomatologie équivalente ;
2. d'abuser sexuellement des patientes féminines ;

3. d'utiliser des critères mâles et sexistes pour juger des guérisons.

Mais avec Chesler, nous voilà déjà dans la littérature de combat !

3. Les militantes

[Retour à la table des matières](#)

Depuis les suffragettes des années 1800 jusqu'aux féministes néomarxistes des années 1975 en passant par les militantes première vague et Betty Friedan (1963), les “deuxième vague” et Germaine Greer (1970), - les femmes engagées dans l'abolition des discriminations fondées sur le sexe ont combattu avec une habileté inégale, et *un insuccès égal* : l'écart entre hommes et femmes s'accroît avec les années, dans les salaires, le pouvoir lié aux occupations, la participation au pouvoir politique.

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les luttes des féministes, mais il faut sûrement en rappeler les enjeux majeurs : le droit à son propre corps et à ses maternités ; l'accès aux postes de pouvoir, aux connaissances et aux compétences sans égard au sexe ; l'égalité dans les salaires à travail égal ; le rattrapage dans l'éducation sociale, politique et économique ; la fin des discriminations fondées sur des lois protectionnistes, etc.

Ces actions ont une influence considérable sur l'objet qui nous occupe, la nature et le volume de la criminalité officielle des femmes, non pas toujours directement, mais à cause de la visibilité qu'elles entraînent chez les femmes, et suite aux nouveaux rapports que ces combats engendrent entre les femmes en voie de libération et les organes de répression témoins de leurs combats.

Une littérature de combat :

Chez les militantes, le combat prend toutes sortes de formes, en fait, toutes les formes utiles. Le pamphlet, l'analyse scientifique engagée, le roman à thèse, la chanson, la pièce de théâtre, les lettres écrites

en prison, etc... Mais la plupart des féministes ne se contentent pas de ce combat avec la plume ou la voix. Elles sont au cœur d'actions vigoureusement menées : lutte contre le viol, promotion des garderies, combat pour l'égalité des chances au travail, fondation de maisons d'éditions pour les femmes, troupes de théâtres, collectifs divers, etc... Elles contestent avec les prostituées, les femmes de prisonniers, les assistées sociales, les femmes chefs de famille. Ces engagements polymorphes ne caractérisent-ils pas la vie de Friedan, Beauvoir, Greer, Millet, Lessing, Firestone, Marie Cardinal, Annie Leclerc, Michèle Perrein, et plus près de nous Mona-Josée Gagnon, Hélène David, Andrée Yanacopoulos, Pauline Julien, Louky Bersianik ? Il y a tant à faire pour la cause des femmes qu'on voudrait pouvoir travailler sur tous les fronts !

Les œuvres écrites des militantes se ressentent d'ailleurs vivement du rapport dialectique que leurs auteurs entretiennent entre leur pensée et une praxis. Mais *quels sont les sentiers, quelles sont les perspectives, s'il s'en trouve, que les militantes féministes ouvrent à notre réflexion sur le difficile problème de la non-criminalité des femmes ?*

Quels sont les grands axes de la littérature de combat des féministes de ces dernières années ?

Il nous semble pouvoir regrouper autour de quatre thèmes principaux les analyses, les démonstrations et les appels au combat des militantes.

1er thème : la parole féminine n'intéresse pas les hommes

Ce premier thème, à vrai dire, est un peu gênant. Il rappelle trop les éternels sentiments de persécution des groupes infériorisés et colonisés. Mais comment y échapper ? Si les femmes sont “les autres”, comme dit de Beauvoir, leur langage, leurs préoccupations peuvent-ils se situer ailleurs qu'à côté... de l'essentiel ? Voici comment s'expriment Marie Cardinal et Annie Leclerc dans *Autrement dit* (1977) :

“Annie : Quand l'écriture est pointée comme écriture de femme : “ça c'est un livre de femme”, est-ce que ce n'est pas toujours une façon pour les hommes de ne pas se sentir concernés ?...”

Marie : Je ne cois pas qu'il y ait une écriture féminine ou une écriture masculine. Mais je crois qu'il y a une lecture différente selon que les mots ont été écrits par un homme ou par une femme. Le sachant, ou le sentant, les femmes, consciemment ou inconsciemment, si elles veulent être comprises (par les hommes et aussi par les femmes qui ont pris les habitudes des hommes), ont tendance à masquer, maquiller, apprêter leur écriture. Pour s'approprier les grands concepts, les grandes idées, les "gros mots", les femmes, souvent, les ornent d'adjectifs, d'explications, comme pour s'excuser, comme pour réduire ces grandeurs (habituellement manipulées par les hommes) à leur taille de femmes. Elles emploient d'ailleurs le même processus explicatif quand elles veulent, au contraire, donner de la valeur aux "petits mots" de leur univers. Cela donne parfois des écritures ornées, imagées, brillantes, à colifichets, à dentelles... qui sont immédiatement stigmatisées par les directeurs de lecture, frappées de "ravissantes"... ou même "savantes" mais qui n'ont pas la force brutale des écritures d'hommes... ”
(pp. 83-84)

Dans *Ainsi soit-elle*, B. Groult (1975) fait le procès de la masculinité du langage, dont elle essaie, dès le titre de son livre, de dégager sa propre écriture, pour ensuite relever par petites touches toute l'“insignifiance” du discours féminin aux yeux (aux oreilles ...) des hommes. Elle raconte, par exemple, que la majorité des hommes qui lui parlent de ses œuvres antérieures sont incapables d'en citer le titre (*Journal à quatre mains*). Elle évoque la tyrannie de la socialisation au rôle des femmes, ce qu'elle-même, comme fille, ne pouvait se permettre ; les répressions qu'on exerce sur sa propre fille, etc...

2ème thème : le langage qui forclot les femmes ou les subordonne

Le langage n'est pas qu'un instrument de socialisation aux rôles prescrits par le sexe (Dunnigan, 1975). C'est aussi un puissant moyen d'assujettir. Certains langages scientifiques infantilisent la femme ou lui nient toute dignité. Luce Irigaray analyse ce phénomène dans *Ce sexe qui n'en est pas un* (1977). S'attaquant à la théorie freudienne, l'auteur écrit :

“Mais le vrai du vrai sur la sexualité de la femme s'énonce encore avec plus de rigueur quand la psychanalyse prend comme objet de ses investigations le discours lui-même. Là, plus d'anatomie qui viendrait tant soit peu servir de preuve-alibi à une différence effective des sexes. Ceux-ci ne

se définissent que de leur détermination dans et par le langage. Dont il ne faut pas oublier que les lois sont prescrites, depuis des siècles, par des sujets masculins” (p. 86).

Et l'auteur continue : “Cela donne donc : *il n'y a de femme qu'exclue de la nature des choses qui est la nature des mois... Voilà qui est clairement énoncé. Les femmes sont en position d'exclusion...* Et qui peut savoir ce qu'il en est de cette exclusion. Et qui, d'ailleurs, la perpétue... Cette exclusion est interne à un ordre auquel rien n'échapperait : celui de son discours. À l'objection qu'il (ce discours) n'est peut-être pas tout, il sera répondu que c'est *elles* qui ne sont *pas-toutes*” (p. 86).

Dans *Science/s, femme/s, idéologie/s*, Liliane Stéhelin (1977) fait éclater l'illusion qu'entretennent les femmes “scientifiques” de pouvoir combattre dans les rangs des féministes : “ ... ayant procréé, la femme scientifique doit continuer, *néanmoins*, à jouer un jeu aux règles masculines. Certaines y parviennent. Tant mieux pour elles ? Tant mieux pour la science en tout cas, et donc pour l'idéologie, et doublement d'ailleurs : d'une part parce qu'elles constitueront une main d'œuvre définitivement acquise, c'est-à-dire aliénée à l'entreprise scientifique, d'autre part parce qu'elles seront la meilleure garantie dans l'éducation qu'elles prodigueront à leurs enfants (et surtout à leurs filles) de la perpétuation du système” (p. 78).

3ème thème : le statut de victime et de malade, des rôles proprement féminins ?

Les femmes, socialisées à la dépendance, à la soumission, à la passivité, à la patience au sens littéral, adopteraient des formes de retrait ou de déviance conformes à cette socialisation. L'agir agressif et anti-social n'étant pas dans leurs possibilités psycho-sociales, elles opteraient pour le statut de victimes et de malades, physiques et mentales, ou s'y laisseraient contraindre.

Tel est, croyons-nous, le parti qu'on a voulu tirer en certains milieux des thèses de Brownmiller dans *Le viol* et de Chesler dans *Les femmes et la folie*.

Mais est-ce bien ce que les auteurs examinent et ces hypothèses rencontrent-elles les leurs ? Nous ne le croyons pas.

Dans *Le viol* (1975), Browmiller réussit à démontrer comment ce crime est beaucoup plus que l'acte singulier d'un homme à l'endroit d'une femme. Les guerres et les occupations qu'elles entraînent, les invasions, les colonisations ont toujours et partout été l'occasion pour des hommes, vainqueurs et dominateurs, de violer les femmes des hommes vaincus et colonisés. Avec la terre et les biens - les épouses et les jeunes filles et parfois les enfants deviennent les terrains d'occupation et la nouvelle propriété des vainqueurs. Possédées par leur père, puis par leur mari, et dans quelques civilisations par leurs fils et leurs frères, les femmes sont aussi dominées par les étrangers qui occupent leur pays.

Dans *Les femmes et la folie*, Phyllis Chesler (1975) propose que l'on examine l'hypothèse à l'effet que ces femmes qui refusent les rôles que leur impose la civilisation se voient traitées de folles et internées.

Elle cite l'exemple des célèbres femmes auteurs féminins, britanniques et américaines : Elizabeth Parker, Ella Fitzgerald, Ellen West, Sylvia Plath, que leur conjoint ou leur entourage a effectivement définies comme malades mentales ou coupables d'inconduite et fait interner ou interdire. Le crime de ces femmes ? Avoir beaucoup de talent littéraire et artistique, et, pour certaines, s'autoriser d'une liberté sexuelle qui n'appartenait qu'aux hommes. D'où la nécessité de les éloigner, de les faire soigner, d'empêcher leurs enfants de les approcher.

Phyllis Chesler affirme qu'il y a beaucoup plus de femmes que d'hommes livrés aux hôpitaux psychiatriques, et que les cliniques privées regorgent de patientes féminines. Bien que les données sur lesquelles elle s'appuie ne soient pas très convaincantes, ses "intuitions" semblent justes. Dans notre milieu québécois et en général en Amérique du nord, on estime que la clientèle des bureaux privés de psychologues et de psychiatres est très majoritairement féminine. Des périodiques montréalais ont avancé le pourcentage de 90 (90% des patientes).

tes en psychothérapie, psychanalyse, cure psychiatrique privée seraient des femmes) sans citer leurs sources ³⁴.

À vrai dire, seule l'utilisation des dossiers de l'assurance-maladie permettrait de confirmer ou d'infirmer ces chiffres. Mais les patientes des psychanalystes n'utilisent pas, normalement, leur carte d'assurance-maladie...

D'autres données, cependant, sont plus faciles à obtenir. L'Addiction Research Foundation de l'Ontario note, dans ses dernières études, que les Canadiens qui abusent le plus massivement des barbituriques et tranquillisants sont les femmes.

Chesler termine son livre sur un cri de combat : les femmes doivent reprendre la maîtrise de leur corps, cesser, de dépendre de tous et des pilules, chercher des modèles chez les femmes fortes, voire chez les Amazones... Elle écrit : “Les miracles de la conscience mis à part, je ne vois aucune façon pour les femmes de mettre un terme au règne de la violence sans prendre le pouvoir...” (p. 250). Enfin : “Les femmes comme les hommes doivent être capables d'être violentes... Tandis que l'égalité, la justice et la paix sont plus “morales” que leurs contraires, de tels concepts constituent des idéaux mâles (ou de pouvoir) mais non des pratiques mâles” (p. 250-252).

De son côté, Brownmiller, après avoir abondamment démontré que les victimes de viol sont soumises à des procès qui les incriminent *el-*

³⁴ Comment mesurer l'incidence de la maladie mentale ? Si les statistiques officielles ne peuvent rien dire des patients qui consultent les psychologues et psychiatres de leur choix, peut-on se fier aux sondages et à la révélation volontaire que les gens feraient de leurs difficultés psychiques ? Un long débat s'est engagé sur cette question. En effet, tout comme pour les actes criminels, il convient de se demander si hommes et femmes s'auto-confessaient avec une égale fidélité. Certains auteurs ont prétendu que non, soutenant que les femmes admettaient plus facilement que les hommes qu'elles étaient en proie à des malaises psychiques et qu'elles en reconnaissaient mieux les symptômes. D'autres affirment que les femmes sont, de fait, sur-représentées parmi les malades mentaux. Le lecteur intéressé à cette question pourra s'en référer au volume 81 de l'*American Journal of Sociology* (1974) où les protagonistes des différentes positions ont résumé leur point de vue.

les, à des enquêtes sur leur moralité à elles à l'occasion des agressions sexuelles dont elles sont les victimes, termine aussi sur un cri de combat : "Women Fight Back". ("Les femmes rendent les coups"). "Voilà donc l'activité dans laquelle nous nous devons de nous engager, toutes, et à une infinité de niveaux, si nous voulons un jour redresser ce déséquilibre qui nous afflige, et nous débarrasser (et délivrer les hommes), de cette idéologie du viol qui nous domine tous". (p. 404, notre traduction).

4ème thème : l'histoire de l'infériorité des femmes et les moyens d'en sortir...

La littérature féministe aborde souvent, on pourrait même dire toujours, le grand thème de la condition féminine pour y retrouver les causes de l'infériorité des femmes. Il faudrait parler d'infériorisation plutôt que d'infériorité. En effet, les féministes décrivent un *processus qu'elles ne croient pas irréversible*.

Dans *Femmes, greniers et capitaux*, Claude Meillassoux (1977) propose une théorie du mode de production domestique. Au chapitre V, "Qui sont les exploités ?" l'auteur répond :

"La femme, malgré sa fonction irremplaçable dans la reproduction, n'intervient jamais comme vecteur de l'organisation sociale. Elle disparaît derrière l'homme : son père, son frère, ou son époux. Cette condition de la femme n'est pas naturelle. Elle résulte de circonstances historiques changeantes toujours liées à ses fonctions de reproductrice" (p. 116).

Suit un rappel de la condition faite aux femmes dans les différents regroupements humains : les hordes des chasseurs, dans lesquelles les femmes étaient plus compagnes que reproductrices ; les sociétés agricoles qui convoitaient les femmes pour leurs qualités de reproductrices et les sociétés domestiques qui régentaient pacifiquement la reproduction par le mouvement ordonné des femmes pubères. ... Les femmes y sont protégées et elles y héritent d'un passé d'aliénation qui les prédispose à toutes les soumissions, aux alliances, aux exils (p. 117).

Shulamith Firestone, dans *La dialectique du sexe* (1972) voit précisément dans la procréation et la fonction reproductrice la grande source d'infériorité des femmes, à tel point qu'elle propose que la femme n'enfante plus. C'est la biologie et ce qu'on en fait qui sont les grandes responsables. On doit bien pouvoir procréer hors de l'utérus des femmes. Il faut dépasser la maternité et la famille.

Germaine Greer, dans *La femme eunuque* (1971) analyse en termes complexes les sources de l'impuissance des femmes (d'où le titre). Leur corps ? leur âme ? l'amour ? l'idéal ? l'altruisme ? la famille ? - Tout cela. Tant que les femmes aimeront les hommes et seront satisfaites que les hommes soient violents, tant que les épouses s'accapareront d'un mari et voudront être les femmes d'un seul homme, les femmes seront impuissantes. Il faut refuser de garantir la paternité, refuser le rôle de principaux consommateurs, renoncer à la coquetterie, remplacer la compulsion par le principe du plaisir (p. 400 et 401).

Juliet Mitchell, dans *L'Âge de femme* (1974) reprend un excellent article publié dans *Modern Occasions* et intitulé : "Women : the longest revolution".

C'est une analyse critique du mouvement d'émancipation des femmes dont l'auteur dit qu'on doit reconsidérer comme la plus longue lutte jamais connue. Elle identifie la source de l'infériorité des femmes :

"La condition des femmes est différente de celle de tout autre groupe social opprimé : elles représentent la moitié de l'espèce humaine. En un sens, elles sont exploitées et opprimées de la même manière et en même temps que d'autres classes et d'autres groupes opprimés comme les ouvriers, les Noirs, etc... Tant qu'il n'y aura pas eu de révolution économique, les conditions de l'emploi continueront à décider du sort des femmes dans un monde d'hommes. Exploitées au travail, reléguées à la maison, leur oppression repose sur cette double condition. Leur position inférieure dans la production est masquée par leur soi-disant toute puissance dans leur propre univers, la Famille. Mais qu'est-ce que la famille ? Et quelles fonctions la femme y remplit-elle vraiment ? Tout comme la femme elle-même, la famille a toutes les apparences de la "nature" mais n'est en fait qu'un produit de la culture, et la structure et la fonction de la famille ne sont pas plus des fatalités que les attributs ou les fonctions des femmes. C'est le

rôle de l'idéologie précisément de faire passer ces modèles sociaux pour des aspects de la Nature (p. 121-122).

VERS UNE THÉORIE EXPLICATIVE DE L'A-CRIMINALITÉ DES FEMMES

[Retour à la table des matières](#)

Les pages qui précèdent ne suffisent certes pas à rendre compte ni de toute la littérature féminine et féministe, ni de toute la criminologie contemporaine. Tel n'était d'ailleurs pas notre propos. Nous tentions de distinguer, parmi les hypothèses et les théories avancées, des jalons permettant d'édifier une théorie explicative de la criminalité, ou plutôt de l'a-criminalité des femmes.

Nous sommes encore bien loin du terme. En effet, la criminalité masculine, comme on l'a vu au chapitre I, jouit maintenant du fruit de travaux qui s'échelonnent sur plus de deux cents ans. Des milliers d'œuvres, des centaines d'auteurs contribuent à son explication. La criminalité des femmes est surtout traitée de façon tangentielle dans les grands manuels de criminologie masculine, même les récents, et elle n'a fait l'objet que de deux œuvres de synthèse, celle de Pollak maintes fois citée, et celle de Smart. Pour ce qui est de la littérature féministe, de son histoire et des modèles théoriques qu'elle propose, la tâche qui consiste à la déchiffrer utilement aux fins de notre étude est complexe : sa diversité, les paradoxes de ses intentions nous laissent souvent perplexes et pantois, dans notre recherche d'une théorie intégrative.

Quoi qu'il en soit, le moment est venu de voler de nos propres ailes, c'est-à-dire et malgré tout ce qu'on pourrait encore trouver à analyser, d'identifier les avenues pertinentes à une sociologie de l'a-criminalité des femmes, et chez les criminologues, et dans la littérature féministe, puis de procéder à l'énonciation de notre propre modèle théorique.

Quelques jalons tirés de la criminologie contemporaine

De la première partie de ce chapitre, consacrée à la revue des œuvres de quelques criminologues contemporains, nous retenons les pistes suivantes : d'abord, la proposition d'Heidensohn : il faut utiliser deux paramètres plutôt qu'un pour mesurer la déviance de deux groupes sexuels dont les rôles et les modèles sont si différents l'un de l'autre. En second lieu, nous retenons la recommandation de Smart : inventer une criminologie féminine, un discours scientifique explicatif de la déviance des femmes.

Ces deux pistes, ces deux recommandations, ont beaucoup de parenté. Elles affirment la spécificité du fait féminin et soulèvent un problème maintes fois explicité par les féministes : les études portant sur des faits prétendument HUMAINS sont des analyses de la condition MASCULINE. *Les sciences humaines sont des sciences de l'homme.*

Une troisième proposition dont nous tenterons de tenir compte tout en nous efforçant de lui trouver un cadre théorique approprié est celle du groupe de Berkeley : les femmes victimes de crimes doivent faire l'objet d'études en criminologie féminine tout autant que les femmes auteurs de crimes.

En quatrième lieu, nous voudrions faire une place privilégiée à une remarque de Dorie Klein sur la nature de la criminalité féminine, remarque qui rejoint d'ailleurs les commentaires virulents de Carol Smart et de Frances Heidensohn : la criminologie traditionnelle, lorsqu'elle s'intéresse à la criminalité des femmes, consacre des livres entiers à la prostitution et à la déviance sexuelle des femmes et des filles. Or, cet appesantissement n'a aucune correspondance dans les faits : nous l'avons dit et répété au cours de l'analyse statistique dans les chapitres II et III, la prostitution et les délits apparentés n'ont jamais constitué que de 1 à 4% de l'ensemble de la délinquance des femmes et des filles. Comment expliquer l'intérêt des criminologues masculins pour cette conduite ? Leur manque d'intérêt pour les fraudeuses ?

Cinquièmement, nous nous efforcerons d'intégrer à notre schème explicatif le projet du Groupe européen : la pathologisation des comportements féminins.

Les pistes ouvertes par la littérature féministe

Dans la littérature sur la condition féminine, des œuvres “préféministes” sur l'apprentissage des rôles sociaux, la relativité de ces rôles selon les cultures (M. Mead) nous serviront déjà de guides. Il y a une distance considérable, en effet, entre les positions de psychosociologues et de sociologues comme Bales et Parsons qui se contentent d'affirmer la différenciation des apprentissages selon le sexe, et les Margaret Mead qui nous amènent à comprendre que ces apprentissages n'ont rien d'obligé, ou que s'ils sont devenus obligatoires, c'est suite à des déterminations provenant d'une organisation socio-économique fondée sur la “culture”. Un autre grand pas sera franchi par les féministes qui fondent leur analyse sur l'histoire et démontrent que les sociétés ont, selon les époques, fait vivre des rôles fort différents à la femme, rôles déterminés par le niveau de développement de ces sociétés (hordes, tribus, sociétés agricoles, domestiques, etc...). Ainsi, dans le temps et dans l'espace, les rôles de la femme ont varié, à un point tel que si l'on tient compte des deux sources de variation, presque rien n'est déterminé par la biologie et le sexe lui-même.

Le grand axe explicatif que nous retiendrons, c'est la détermination historique et socio-politique du rôle des femmes. Autour de ce constat, nous articulons les études de langage, langage qui, dans nos sociétés comme dans les précédentes, subordonne, nie, exclut les femmes et les petites filles de la scène humaine où se jouent les grands enjeux, et les voue à des tâches et fonctions cosmétiques et superfétatoires, sauf en ce qui touche à la reproduction.

Cet axe explicatif : le caractère mouvant, historiquement déterminé des rôles sociaux selon le sexe, nous donne des clés d'interprétation pour aborder les œuvres traitant de la femme malade et victime. En effet, dans les sociétés avancées (et dans les autres !), la fonction de reproduction peut et doit être contrôlée pour des raisons économiques et de marché. D'autre part, la femme n'est plus tout à fait la propriété

exclusive de l'homme dans le secret de l'univers domestique. On assiste donc à la montée d'une nouvelle liberté, au sens littéral : à l'augmentation des heures de liberté, dans la vie des femmes, à un allongement considérable de leur espérance de vie. Les femmes ont maintenant le loisir de penser à elles. Surgissent chez plusieurs l'envie et la volonté de dénouer les conflits de la petite enfance et de se libérer du poids déterminant de la socialisation, envie et volonté qui les conduisent chez les psychothérapeutes capables de lever les interdits ou de les aider à nommer les hontes cachées (Marie Cardinal : *Les mots pour le dire*). Mais on assiste aussi à des réveils cruels, voilés, tardifs et désespérés qui précipitent les femmes qui en sont l'objet dans la course à l'oubli, au rêve, à la tranquillité psychopharmacologiquement procurée.

En ce qui concerne les femmes victimes - victimes de viol, femmes battues, - s'il est vrai qu'il en surgit beaucoup autour de nous, c'est que l'époque (entendez : l'ébranlement du secret qui rendait toute domination possible) le permet. Nous assistons, croyons-nous, *au début de la fin*, fin du règne incontesté de la violence masculine. Mais *début* de la fin...

Pour rendre compte de toutes ces pistes tirées ou de la sociologie de la déviance ou de l'analyse de la condition féminine, nous aurons recours à deux concepts qui tiennent en six mots. C'est peu, dira le lecteur, après une si longue analyse...

C'est en effet bien peu en regard de tout le chemin qui reste à parcourir ! Et pour ne parler que d'une omission, nous regrettons de n'avoir pas réussi à nous adresser ici, directement à celui que tant de féministes considèrent comme l'auteur du glissement le plus important (pour la période contemporaine) qu'ait connu l'interprétation de la condition féminine : Freud et sa théorie de la sexualité féminine. C'est à travers les féministes qui lui gardent rancune que nous l'avons abordé, alors qu'une étude dans les textes et reliée à nos préoccupations s'impose, dans de futurs travaux...

De retour à l'objet qui nous occupe maintenant, voyons ce que deux concepts qui résument le pouvoir définitionnel et normatif des

hommes et qui décrivent la source de ce pouvoir nous apportent pour comprendre l'a-criminalité des femmes.

Un premier concept intégratif :
L'HÉGÉMONIE NORMATIVE MASCULINE

[Retour à la table des matières](#)

Il nous a semblé que c'était le concept d'hégémonie normative qui permettrait, dans un premier temps, d'intégrer les hypothèses dont nous avons fait la revue.

L'hégémonie, c'est le pouvoir. Le pouvoir de décider, de gouverner, de définir. C'est la domination ³⁵.

L'hégémonie normative, c'est le pouvoir de déterminer non seulement CE qui est normal et QUI est normal, mais QUELLES SONT LES RÈGLES, les normes. En français, la norme réfère à plusieurs domaines du savoir et du comportement. Tour à tour, la statistique, la sociologie, le droit, la morale emploient ce concept. *En statistique*, est normal ce qui se rapproche de la tendance centrale, ce qui n'est ni très bon (supérieur) ni très mauvais (inférieur). La norme, en statistique, c'est la moyenne. On s'apprécie toujours (et on est aussi évalué par les autres !) en fonction de la normale, de la moyenne. Les étudiants, ces dernières années, ont de nouvelles notations sur leurs bulletins : les évaluateurs les situent par rapport à leur groupe scolaire, indiquant qu'ils appartiennent au “premier dix pour cent meilleur” ou “moins bon”, ou au “deuxième dix pour cent”. Ces notations ont des conséquences : plusieurs universités ne retiennent que les candidats qui appartiennent au quartile supérieur. Elle ne choisissent pas les étudiants “dans la moyenne” mais ceux qui sont “au dessus de la normale”.

³⁵ Nous employons le mot hégémonie dans son sens littéral, étymologique, plutôt que selon l'acception que lui ont donnée Lénine et surtout Gramsci : la dictature du prolétariat et même la *direction* qu'un groupe dominant doit imprimer à la société.

Des hommes : psychologues, mathématiciens, physiciens, psychométriciens, médecins, etc... ont inventé et utilisent ces mesures, ces paramètres. On attribue à Gauss, un mathématicien et physicien allemand, le concept de “courbe normale”, une représentation figurative (un graphique) qui permet de constater que si la population qu'on mesure est suffisamment nombreuse, elle se distribue comme sous une sorte de cloche, la partie du centre étant élevée et représentant de 60% à 70% de la population, et les deux extrêmes, aplaties comme dans une cloche, ne recouvrant que les sujets exceptionnels. Que de crimes on a commis au nom de la courbe normale ! et de la normale statistique ! S'il est “normal” d'avoir un quotient entre 90 et 110, est-on “anormal” si l'on score à 87 ?...

En sociologie : la norme est un des éléments fondamentaux du système social. Les normes, les rôles, les modèles, les valeurs sont les grandes assises d'un ordre social. Ces normes-là, ce sont les règles de conduite qui s'imposent à chacun et qui sont assorties de sanctions, les unes informelles, le sourire, la moquerie, le silence, les autres formelles, l'amende, l'exclusion.

En droit, les normes se traduisent dans les lois. Certes, toutes les normes sociales ne trouvent pas à s'exprimer dans des formes publiques et officielles. Mais un grand nombre connaissent cette consécration. Nous souffrons, de fait, dans les sociétés avancées et au Canada en particulier d'une inflation juridique épouvantable. *Des dizaines de milliers* de comportements sont régis par le code pénal, *des centaines de milliers* d'autres par les lois civiles et administratives.

En philosophie, la logique et la morale sont dites : sciences normatives. Elles imposent les règles pour penser, raisonner et agir correctement... Or...

CE SONT DES PERSONNES DE SEXE MASCULIN QUI, DANS NOS SOCIÉTÉS, DISPOSENT DU POUVOIR DE FORMULER LES RÈGLES, LES NORMES À PARTIR DESQUELLES SE DÉCIDE TOUTE DÉVIANCE.

Les psychiatres, psychologues, médecins qui décident QUI est normal et aliéné, sain ou malade, déficient ou brillant sont *des hom-*

mes. Qui plus est : ils reproduisent dans ces normes une certaine conception de la société qui est une vision mâle.

Les législateurs qui font adopter les lois, les ministres qui les proposent et les font appliquer, les juges qui décident de la culpabilité selon ces lois : *ce sont des hommes.*

Le code pénal, par exemple, qui nous intéresse au plus haut point puisque c'est à partir de ses définitions que l'on devient criminel, est une production mâle. Des hommes juristes, ont conçu le projet de définir dans les textes de lois les comportements qui “dérangent” efficacement un ordre social et de les sanctionner. Des hommes, députés des assemblées législatives, se prononcent sur ces lois, ayant en tête un modèle de société qui favorise un ordre social mâle. L'économie, la politique, l'organisation des rapports sociaux maintiennent un ordre mâle. Des hommes, policiers, avocats de la défense et de la poursuite, juges, sanctionnent les conduites déviantes, visant la restauration d'un ordre social mâle dont les valeurs dominantes sont : la production, la compétition, le respect de la propriété privée même mal acquise, les intérêts des compagnies, des banques, la sécurité nationale comme ils l'entendent, et *la socialisation des enfants à ces valeurs.* Donc la reproduction de leur ordre social mâle.

Nous nous étonnons que Frances Heidensohn croie nécessaire de situer les femmes à l'intérieur d'une distribution différente de celle qui s'applique aux hommes. C'est déjà fait, par les hommes eux-mêmes et dans leurs termes. La femme, on l'a vu, ne vole jamais comme l'homme et ne peut et ne doit jamais être punie comme lui. La femme ne tue jamais comme l'homme et ne doit jamais être punie comme lui, nous l'avons démontré abondamment au chapitre II. Mais ces paramètres-là, utilisés par les hommes juges, juristes, censeurs, sont des paramètres implicites. Allez donc proposer deux codes pénaux !!! les féministes vous lyncheraient ou vous kidnapperaient pour discrimination sexuelle !!! Il faut donc “avoir l'air” d'appliquer les mêmes lois. Il faut donc que les lois, à peu de choses près, sauf dans les matières évidemment sexualisées comme le viol et la séduction, considèrent ou aient l'air de considérer les femmes comme des êtres normaux, c'est-à-dire masculins. Mais le moment venu de juger et de punir, deux mesures apparaissent.

Car il y a deux races d'être humains. Les Noirs et les Blancs, dit Simone de Beauvoir. Les femmes sont les Nègres. Les hommes sont les Blancs.

Nous nous étonnons aussi que Carol Smart croie nécessaire de proposer la formulation d'une série d'hypothèses propres à une criminologie féminine. TOUT EFFORT DE RÉFLEXION SCIENTIFIQUE QUI S'INTÉRESSE AUX FEMMES DÉLINQUANTES APPARTIENT À UNE CRIMINOLOGIE FÉMININE, même s'il n'aboutit qu'à une ridicule contrefaçon de la criminologie masculine. L'œuvre d'Otto Pollak, qui dénonce le mensonge chez la femme et sa capacité de tromper, donc de cacher ses crimes, est déjà inscrite dans une criminologie féminine.

On peut à bon droit s'étonner aussi de la naïveté de Simone de Beauvoir se scandalisant de ce que les hommes non seulement ne définissent pas la femme en elle-même mais la définissent par rapport à eux. Et par rapport à quoi d'autre pourraient-ils la définir ? *Ne sont-ils par la norme ?*

Un deuxième concept intégratif :
LES “APPAREILS IDÉOLOGIQUES D'ÉTAT”

[Retour à la table des matières](#)

Mais les lecteurs masculins s'étonneront, à leur tour, de la naïveté de l'auteur de cet ouvrage. Peut-on vraiment soutenir sérieusement que *quelques hommes* législateurs, juristes, juges, policiers DOMINENT les groupes sociaux auxquels ils appartiennent ? leur imposent *leurs* règles ? déterminent efficacement *les* valeurs à promouvoir, *les* modèles à imiter ? *Quels hommes ont ce pouvoir ?*

Nous avons emprunté à Althusser (1976) son expression “les appareils idéologiques d'état” pour désigner ces puissances surdéterminantes que sont la loi, l'école, la famille, la religion, etc... capables de faire marcher une société dans des sentiers prévisibles et fonctionnels

pour ceux qui détiennent le pouvoir. Capables de faire se reproduire cette société.

Ces institutions, cependant, sont des institutions masculines. Une conception non seulement libérale ou capitaliste ou socialiste ou fasciste les domine, mais une conception libérale au service d'une économie qui sert les mâles, une conception socialiste qui sous couvert d'égalité des sexes et des classes sert des hommes et les élus masculins d'un parti.

Et les femmes, là-dedans, sont les reproductrices et collaboratrices, souvent complaisantes.

Elles “reproduisent”, même à travers leurs crimes et leurs actes déviants. La prostitution, vache sacrée de la littérature criminologique masculine, en est le plus bel exemple. Les valeurs que les sociétés capitalistes mâles ont ordonné aux femmes de reproduire interdisent à ces femmes de n'être pas qu'à un seul homme ou de se servir de leur corps pour gagner de l'argent comme elles l'entendent. Leur corps appartient aux hommes, à leur homme. La prostitution, c'est le crime contre les hommes, mais c'est le crime par excellence que les hommes comprennent et prédisent puisque c'est l'antithèse de ce à quoi ils ont voué les femmes et du seul rôle qu'ils reconnaissent aux femmes.

Les femmes ne savent que voler, gagner un peu d'argent avec leur corps ou être malades. C'est leur déviance. Ou n'est-ce pas leur conformité ? Car que fait-on des femmes déprimées, des femmes qu'on a tellement contraints à servir le mari et les enfants qu'elles en tombent malades ?

On peut les envoyer chez le psychiatre pour les faire soigner de façon à ce qu'elles soient à nouveau capables de s'occuper de la famille, de l'époux et des enfants. Si le psychiatre ne réussit pas cela, c'est qu'il est mauvais psychiatre. Ou c'est peut-être une femme psychiatre.

On peut leur enseigner à consommer de l'alcool, à oublier que le mari rentre tard, à s'endormir avec des barbituriques parce qu'elles sont seules dans les grandes maisons des maris riches ou dans les peti-

tes maisons des prolétaires qui passent leur temps à la taverne, ou à la chasse et à la pêche.

On peut les déterminer à être malades et à se faire traiter. Cela les occupe, les empêche de trop réfléchir, de contester leur statut, de se libérer de leurs liens.

La boucle est refermée. Les femmes, au service de l'hégémonie mâle qui fait les normes, sous-hégémonie elle-même déterminée par les appareils idéologiques d'état, les femmes reproduisent de mieux en mieux l'image de femmes et socialisent de plus en plus les enfants comme les appareils idéologiques d'état leur commandent de le faire.

Tout est dans l'ordre, y compris les femmes criminelles qui ne font que les crimes permis par les hommes, sanctionnés au goût des hommes, nommés par les hommes ou travestis par les hommes sous des étiquettes de maladie physique et mentale.

Tout est dans l'ordre, y compris les femmes victimes, fidèles à leur rôle de "patientes" déterminé par les appareils mâles de contrôle social ; y compris les femmes malades, retombant sous la coupe d'autres mâles médecins qui leur ré-apprendront leurs vraies fonctions sociales de reproduction ; y compris les folles à qui des psychiatres apprennent la fidélité, l'adaptation, la soumission et le sourire ; y compris les voleuses qui s'embellissent à la faveur des robes et bijoux soustraits aux étalages faits pour les provoquer ; y compris les féministes qui, malgré elles, contribuent à donner bonne conscience aux sociétés avancées.

LA FEMME ET LE CRIME

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Peu nous importe que l'hégémonie des hommes et l'infériorité des femmes aient leur origine dans les mythes, les religions, le mariage, la propriété privée, la maternité, la biologie ou dans les perceptions qu'on en a. L'une et l'autre, l'hégémonie des hommes et l'infériorité des femmes, sont des faits.

Ces deux faits répondent abondamment du phénomène qui nous intéresse : l'absence relative des femmes et des filles de la délinquance officielle et le fait qu'elles soient confinées à des déviances sans conséquence pour l'ordre social. Vouées par l'homme à la patience et au statut de patiente, au sens étymologique, les femmes sont soumises, adaptées, capables de collaboration. Mais elles sont aussi déterminées à la dépendance, à la consommation et à la complicité, autres volets d'un même tableau. Leur déviance passe donc par la collaboration aux actes criminels de leur mari, fils ou amant ; par la manie de la consommation cosmétique ; par la dépendance à l'alcool et aux médicaments.

L'absence relative des femmes et des filles de la criminalité connue s'explique aussi par leur invisibilité, conséquence des rôles qui leur sont prescrits. Travail domestique qui se déroule sans témoin, ou dou-

ble tâche (travail et foyer) qui les tient efficacement à l'écart des lieux où s'élabore le pouvoir, où se forgent les lois, où se décident les politiques.

Puisque le pouvoir de définir appartient aux hommes, ce sont donc eux qui nomment les crimes et les criminels, dans leurs termes à eux et selon leurs intérêts. Ce sont les hommes qui départagent ce qui est dangereux de ce qui est inoffensif.

Mais les définitions mâles, le langage masculin, sont eux-mêmes dictés par les appareils idéologiques de l'état. Ou des états. Si les hommes sont soumis à ces fabriques d'idéologie que sont les lois, les media, les marchés, les institutions, etc... *les femmes, elles, y sont soumises à travers les hommes.*

Aussi longtemps que la famille demeure l'un de ces puissants appareils idéologiques, et aussi longtemps que la femme y est assignée comme à un relais de la socialisation et de la reproduction, les femmes ne peuvent être que le deuxième sexe et "les autres", selon les termes de Simone de Beauvoir. En dehors de leur refus massif de travailler à cette reproduction (dans la famille par la socialisation des enfants, ou au bureau où elles collaborent bien avec le patron, ou dans l'école où elles enseignent fidèlement les valeurs de cette société d'hommes), les femmes ne peuvent pas constituer un péril sérieux pour l'ordre social. Les filles qui s'inscrivent en faux contre cette obéissance et se conduisent comme des incorrigibles ou adoptent une conduite immorale sont sévèrement rappelées à l'ordre.

Mais serait-il donc souhaitable que les femmes en viennent à constituer un péril sérieux pour l'ordre social, qu'elles optent pour la violence comme semble le souhaiter Firestone ou pour l'accouplement sans attaches affectives comme semble le proposer Millet, qu'elles refusent la maternité intra-utérine ? Devons-nous chercher à déranger puissamment l'ordre qui nous infériorise, nous exclut ou nous ignore ? ou nous compte acquises à ses valeurs ?

Et qu'enfin "on" nous prenne au sérieux ?

Il faut choisir nos combats et les mener méthodiquement. Mais la voie qui passerait par la criminalité officialisée est la moins efficace. La femme définie comme criminelle se retrouve un peu plus prisonnière de l'hégémonie normative des hommes et des appareils d'état : incarcérée à Tanguay, traitée dans un institut psychiatrique, dans une École pour jeunes délinquants où elle subit les quatre phases de la re-socialisation... ou retournée en liberté surveillée dans son univers domestique.

Il ne faut pas boucler la boucle. Il faut reprendre en main, ensemble, le fil de notre histoire et la maîtrise de notre condition.

LA FEMME ET LE CRIME

APPENDICES

[Retour à la table des matières](#)

APPENDICE I

Personnes accusées selon l'infraction et le sexe,
et pourcentage de femmes, Canada, 1976 *

[Retour à la table des matières](#)

	Hommes	Femmes	% Femmes
Meurtre qualifié	9	2	18.18
Meurtre non qualifié	406	61	13.06
Homicide involontaire	44	9	16.98
Infanticide	-	4	100.00
Tentative de meurtre	479	55	10.29
Total, homicide	938	131	12.25
Viol	876	1	0.11
Attentat à la pudeur sur une femme	1,289	13	0.99
Attentat à la pudeur sur un homme	377	1	0.26
Actions indécentes	1,384	34	2.39
Autres infractions sexuelles 927	22	2.31	
Total, infractions sexuelles	4,853	71	1.44
Blessar	802	161	16.71
Lésions corporelles	9,961	753	7.02
Voies de fait sur officier de police	4,010	355	8.13
Sur autre agent de la paix	411	19	4.41
Autres voies de fait	15,646	1,874	10.69
Enlèvement	266	27	9.21
Total, lésions corporelles et voies de fait	31,096	3,189	9.30
Armes offensives	8,288	506	5.75
Armes à feu	1,838	74	3.87
Vol qualifié	2,385	224	8.58
Total, vol qualifié	12,511	804	6.03
TOTAL, CRIMES DE VIOLENCE CONTRE LES PERSONNES	49,398	4,195	7.82
Pénétrer par effraction	32,796	1,305	3.82
Vol de véhicule	11,313	466	3.95
Vol de plus de \$200	7,735	1,092	12.37
Vol de \$200 et moins	47,790	19,849	29.34

	Hommes	Femmes	% Femmes
Incendie	803	107	11.75
Dommages volontaires	16,237	1,150	6.61
Recel	9,838	1,214	10.98
Fraude	18,573	4,727	20.28
TOTAL, CONTRE LA PROPRIÉTÉ	145,085	29,910	17.09
Lois sur les jeunes délinquants	949	117	10.98
Jeux et loterie	3,249	155	4.55
Prostitution	303	1,478	82.98
Maison de débauche	544	543	49.95
Proxénétisme	54	17	23.94
Outrage à la moralité publique	237	41	14.74
Loi sur les alcools	203,720	13,779	6.33
Total contre l'ordre et la moralité publics, A	209, 056	16,130	7.16
Désertion d'une garde légale	1,226	81	6.19
Prisonnier s'évadant d'un lieu de détention	1,126	59	4.97
Infractions lois cautionnement	19,046	2,445	11.37
Nuire à un agent de la paix	3,919	397	9.19
Troubler la paix	16,094	2,052	11.30
Intrusion la nuit	1,154	29	2.45
Fabrication de fausse monnaie	156	13	7.69
Total, contre l'ordre et la moralité publics, B	42,721	5,076	10.62
TOTAL GÉNÉRAL CONTRE L'ORDRE ET LA MORALITÉ PUBLICS	251,777	21,206	7.77
Drogues opiacées	1,779	456	20.40
Cannabis	44,083	4,483	9.23
Drogues contrôlées	675	151	18.28
Drogues d'usage restreint	1,258	157	11.09
TOTAL, INFRACTIONS RELIÉES AUX DROGUES	47,795	5,247	9.98
Lois des faillites	55	9	14.06
Lois sur la marine marchande	1,017	47	4.41
Douanes	285	7	2.39
Accise	111	9	7.50
Valeurs mobilières	197	12	5.74
TOTAL, CRIMINALITÉ DES AFFAIRES	1,665	84	4.80
Négligence criminelle causant la mort	193	12	5.85
Négligence criminelle causant des blessures cor-	109	4	3.53

	Hommes	Femmes	% Femmes
porelles			
Négligence criminelle dans la conduite d'un véhicule moteur	678	18	2.58
Omission d'arrêter sur les lieux d'un accident	19,623	1,941	9.00
Conduite dangereuse	54,343	5,070	8.53
Conduite quand les facultés sont affaiblies	125,665	5,333	4.07
Omission ou refus de fournir un échantillon	1,800	447	3.64
Conduite pendant interdiction	26,637	500	1.84
TOTAL, CRIMES RELIÉS A LA CIRCULATION	239,048	13,325	5.27
Autres infractions au code criminel	18,789	1,950	9.40
Autres infractions aux lois fédérales	18,358	1,926	9.49
Autres infractions aux lois provinciales	27,953	2,209	7.32
Lois municipales sauf circulation	22,756	3,524	13.40
TOTAL, AUTRES	87,856	9,609	9.85
TOTAL GÉNÉRAL	822,624	83,576	9.22
* Données préliminaires sur les personnes accusées, Statistiques Canada, mimeographié, 1976.			

APPENDICE 2

Durée des sentences imposées pour actes criminels, par sexe,
Canada, 1972 *

[Retour à la table des matières](#)

	HOMMES	FEMMES
Sentence suspendue sans probation	2,526	923
Sentence suspendue avec probation	9,441	1,706
Amende	11,557	3,605
Prison		
Moins d'un mois	3,431	429
1 mois à deux mois	799	61
2 à 3 mois	690	48
3 à 6 mois	2,449	121
6 mois précis	50	
6 à 9 mois	208	9
9 à 12 mois	634	19
12 à 15 mois	1,134	47
15 à 18 mois	130	10
18 à 21 mois	454	9
21 à 24 mois	332	13
Total prison	12,180	836
Maison de correction		
Période indéterminée et déterminée	888	153
Pénitencier		
Moins de 2 ans	18	1
2 à 5 ans	1,248	
5 à 10 ans	303	12
10 à 14 ans	80	3
14 ans et plus	20	1
A perpétuité		65
Détenue préventive	4	-
Total pénitencier	1,738	
Peine de mort	1	-
TOTAL GENERAL	38,331	7,283

* *Statistique de la criminalité, (tribunaux), pp. 30, 31, 1972.*

APPENDICE 3

Sentences imposées pour actes criminels, par sexe, Canada, 1965 *

[Retour à la table des matières](#)

	H	% H	F	% F	Total	%
Sursis sans surveillance	3,489	(80.81)	829	(19.19)	4,318	100
Sursis avec surveillance	7,295	(87.97)	998	(12.03)	8,293	100
Amende	8,949	(81.03)	2,096	(18.97)	11,045	100
Prison	12,371	(94.46)	726	(5.54)	13,097	100
Maison de correction	1,593	(95.91)	92	(4.09)	1,685	100
École de formation	216	(91.92)	19	(8.08)	235	100
Pénitencier	3,079	(97.47)	80	(2.53)	3,159	100
TOTAL GÉNÉRAL	36,992	(88.43)	4,840	(11.57)	41,832 **	100

* *Statistique de la criminalité, 1965 (tribunaux) toutes les provinces incluses.*

** *Quatre hommes furent condamnés à recevoir le fouet, dix le martinet. Aucune femme.*

APPENDICE 4

[Retour à la table des matières](#)

A -Personnes condamnées pour actes criminels, par sexe, Canada, sauf Québec, 1968 *

	H	% H	F	% F	Total	%
Contre la personne	5,236	(95.43)	251	(4.57)	5.487	(100)
Contre la propriété avec violence	6,707	(98.18)	125	(1.82)	6.832	(100)
Contre la propriété sans violence	16,314	(80.69)	3,905	(19.31)	20.219	(100)
Actes volontaires et prohibés contre certains biens	965	(85.94)	158	(14.06)	1.123	(100)
Faux et actes relatifs à la monnaie	941	(78.62)	256	(21.38)	1.197	(100)
Autres	2,398	(91.15)	233	(8.85)	2.631	(100)
Lois fédérales	1,138	(86.34)	180	(13.66)	1.318	(100)
TOTAL GÉNÉRAL	33,699	(86.84)	5,108	(13.16)	38.807	(100)

B - Personnes condamnées pour actes criminels, par sexe, Québec seulement, 1968 *

	H	% H	F	% F	Total	%
Contre la personne	1,391	(96.40)	52	(3.60)	1.443	(100)
Contre la propriété avec violence	2,191	(98.74)	28	(1.26)	2.219	(100)
Contre la propriété sans violence	4,152	(80.05)	1,035	(19.95)	5.187	(100)
Actes volontaires et prohibés contre certains biens	363	(98.38)	6	(1.62)	369	(100)
Faux et actes relatifs à la monnaie	332	(89.01)	41	(10.99)	373	(100)
Autres	1,646	(93.37)	117	(6.63)	1.763	(100)
TOTAL GÉNÉRAL	10,075	(88.74)	1.279	(11.26)	11.354	(100)

* *Statistique de la criminalité, (tribunaux), 1968.*

Statistiques de dernière heure touchant le Québec

Au moment d'aller sous presse, nous recevons de Statistique Canada les statistiques touchant les condamnations pour actes criminels, pour 1969 et 1970. Les femmes représentent 14.64% et 15.81 % des personnes condamnées pour crimes, pour chacune de ces années. Le nombre des femmes condamnées passe du simple au double en trois ans, marquant une augmentation de 100%, au Québec.

LA FEMME ET LE CRIME

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

La date de la publication originale d'un ouvrage est mentionnée chaque fois où cette information constitue un point de repère pour comprendre l'histoire des disciplines et des théories et, dans ce cas, la date en italique est celle de l'édition consultée. Les versions en langue française des ouvrages mentionnés sont indiquées aussi souvent que possible.

1. LIVRES, ARTICLES ET RAPPORTS DE RECHERCHE

ACOSTA, F., BERTRAND, M.A., LÉGARÉ, J. et SOHET, P., 1977. *Les différentes orientations théoriques de la nouvelle criminologie*. Rapport de recherche, photocopié, Université de Montréal, École de criminologie, Centre de documentation.

AICHHORN, A., 1925, 1935. *Wayward Youth*. New York, Viking.

ALTHUSSER, Louis, 1976. *Positions, 1964-1975*. Paris, Éditions sociales.

BALES, R., PARSONS, T. et al., 1955. *Family, Socialization and Interaction Process*. Glencoe, Ill., The Free Press.

BARNES, H.E., TEETERS, N.K., 1943. *New Horizons in Criminology*. New York, Prentice Hall.

BECCARIA, C., 1764. *Dei delitti e delle pene*. Livourne. En français : *Des délits et des peines*. Genève, Droz, édité par Venturi, 1965. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

BECCARIA, C., 1767-1769. *Essay on crime and punishment*. Londres, Newbury.

BECKER, H.S., 1953. Becoming a Marijuana User. *American Journal of Sociology*. 59, 235-242.

BECKER, H.S., 1963. *Outsiders : studies in the sociology of deviance*. New York et Glencoe, The Free Press.

BELOTTI, Elena G., 1974. *Du côté des petites filles*. Paris, Éditions des femmes.

BENTHAM, J., 1776, 1948. *A fragment on government being an examination of what is delivered on the subject of government in general*. Wilfred Harrison, ed., Oxford, Blackwell.

BENTHAM, J., 1931. *Theory of Legislation*. Ogden, éd., London, Routledge et Kegan Paul.

BENTHAM, J., 1802, 1829-30. *Traité de législation civile et pénale*. In *Œuvres de J. Bentham*, Bruxelles, Coster.

BERSIANIK, L., 1976. *L'eugélonne*. Montréal, La Presse.

BERTRAND, M.A., 1951. *Les problèmes d'une adolescente de foyer désuni*. Thèse de maîtrise en Service Social, Université de Montréal, Faculté des Sciences Sociales.

BERTRAND, M.A., 1963. *Les facteurs socio-culturels de la délinquance des adolescentes à Montréal*. Thèse de maîtrise en criminologie, Université de Montréal.

BERTRAND, M.A., 1967. The Myth of Sexual Equality before the Law. *Actes du 5ème Colloque de Recherche sur la Délinquance et la Criminalité*. Société de criminologie du Québec, Montréal 129-161.

BERTRAND, M.A., 1967. *Self-image and delinquency, a contribution to the study of female criminality*. Doctoral dissertation, University of California, Berkeley, School of Criminology.

BERTRAND, M.A., PAYETTE, A. et al., 1970. *Étude de la criminalité féminine comparée*. Rapport de recherche (rapport final), photocopié, Centre de documentation, École de criminologie, Université de Montréal.

BERTRAND, M.A., 1973. *The insignificance of female criminality in the light of the hegemonic conception of sexual roles and the privatization of women*, miméographié. Communication présentée au Premier congrès du Groupe européen d'étude sur la déviance et le contrôle social, Florence.

BERTRAND, M.A., *Women and the Law*. Ouvrage préparé pour la Division de la Statistique judiciaire, Statistique Canada, Ottawa. À paraître.

BETTELHEIM, B., 1954,1962. *Symbolic Wounds*. New York, Collier.

BLACKSTONE ; W., 1765-1769. *Commentaries on the laws of England*. 4 volumes.

BLAXALL, M. et REAGAN, B., 1976. *Women and the Work Place : a study of occupational segregation*. Chicago, The University of Chicago Press.

BLUMER, H., 1969. *Symbolic Interactionism, perspective and method*. Englewood Cliffs, N.J.

BIDERMAN, A., 1970. Information, intelligence, enlightened public policy : functions and organization of societal feedback. *Policy Science*, I, 217-230.

BRODSKY, A.M., ed., 1975. *The Female Offender*. Sage Publications, Beverley Hills et London, Sage Contemporary Social Science Issues, 19.

BROWNMILLER, S., 1975. *Against our will : Men, Women and Rape*. New York, Simon and Schuster.

CARDINAL, M., 1977. *Autrement dit*. Paris, Grasset.

CHESLER, P., 1972. *Women and Madness*. Garden City, New York, Double-day. En français : *Les femmes et la folie*. Paris, Payot, 1975.

CHESNEY-LIND, M., 1973. Judicial enforcement of the female sex role : the family court and the female delinquent. *Issues in criminology*, 8, 2, 61-71.

CICOUREL, A.V., 1964. *Methods and Measurement in Sociology*. New York, Free Press.

CICOUREL, A.V., 1970. Police practices and official records, in R. Turner, ed. *Ethnomethodology*, Harmondsworth, Penguin.

CLANCY, K., GOVE, W., 1974. Sex differences in mental illness : an analysis of response bias in self reports. *A.J.S.*, 80, I, 205-217.

CLINARD, M.B., 1957. *Sociology of Deviant Behavior*. New York, Rinehart.

CLOWARD, R.A. et OHLIN, L., 1963. *Delinquency and Opportunity*. Glencoe, The Free Press.

COHEN, S., 1967. Mods, Rockers and the Rest. *Howard Journal*, March.

COOLEY, C. H., 1902, 1964. *The Self, Human Nature and Social Order*. New York, Shocken.

COOPER, D., 1972. *La mort de la famille*. Paris, Seuil.

CURRIE, E., 1974. Book review : The New Criminology. *Crime and Social Justice*, 2, 109-113.

DAVIS, K., 1971. Prostitution, in R.K. Merton et R. Nisbet, ed., *Contemporary Social Problems*, 3e éd., New York, Harcourt Brace Jovanovich.

DE BEAUVOIR, S., 1957. *The Second Sex*, Knop. En français : *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949.

DE GREEFF, E., 1946. *Introduction à la criminologie*. Bruxelles, VanderPlas.

DE RIENCOURT, A., 1974. *Sex and Power in History*. New York, David McKay.

DOLMENT, M., BARTHE, M., 1973. *La femme au Québec*. Montréal, Les Presses libres.

DOHRENWEND, B. et DOHRENWEND, B.S., 1976. Sex differences and psychiatric disorders. *A.J.S.*, 81, 6, 1447-1455.

DUNNIGAN, L., 1975. *Analyse des stéréotypes masculins et féminins dans les manuels scolaires au Québec*. Québec, Éditeur officiel.

DURKHEIM, Émile, 1893. *De la division du travail social*. Paris, Alcan. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

DURKHEIM, Émile, 1895. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris, Alcan. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

DURKHEIM, Émile, 1897. *Le suicide*. Paris, Alcan. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

ENGELS, Friedrich, 1884, 1972. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'état*. Paris, Éditions sociales. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

EPSTEIN, C.F., 1971. *Woman's Place*. Berkeley, University of California Press.

ERIKSON, E.H., 1964. *Insight and Responsibility*. New York, Norton, traduit sous le titre : *Éthique et psychanalyse*, Flammarion, 1974.

FERRERO, G., 1893. Le mensonge et la véracité chez la femme criminelle. *Archives d'anthropologie criminelle*, 8, 138-150.

FERRI, Enrico, 1905. *La sociologie criminelle*. Paris, Alcan, 2ème édition. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

FIGES, E., 1970. *Patriarchal Attitudes*. Greenwich, Con., Fawcett Premier Book.

FIRESTONE, S., 1972. *La dialectique du sexe*. Paris, Stock.

FOUCAULT, Michel, 1961. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris, Plon.

FOUCAULT, Michel 1975. *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard.

FREUD, Sigmund, 1932. Female sexuality. *International Journal of Psychoanalysis*, 13, 281-297.

FREUD, Sigmund, 1936. *Nouvelles conférences sur la psychanalyse*, spécialement : *La féminité*. Paris, Gallimard, Collection Idées, 146-178. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

FRIEDAN, B., 1963. *The Feminine Mystique*. New York, Norton.

GAGNON, Mona-Josée, *Les femmes vues par le Québec des hommes : 30 ans d'histoire des idéologies*. Éditions du Jour, Montréal, 1974.

GARFINKEL, A., LEFCOURT, C., SHULDER, D., 1971. Women's servitude under the law, in *Law against the people*. Lefcourt, éd. New York, Vintage.

GAROFALO, R., 1880, 1905. *La criminologie*. Paris, Alcan.

GENDREAU, Gilles, 1974. Doit-on fermer les institutions pour jeunes délinquants ? *Criminology made in Canada*. 2, 1, 3-12.

GIALLOMBARDO, R., 1966. *Society of Women*. New York, John Wiley.

GIBBENS, T.C.N., 1957. Juvenile Prostitution. *British Journal of Delinquency*, 8.

GIBBENS, T.C.N., 1971. *Female Offenders*. *British Journal of Medicine*, 6.

GILMAN, C.P., 1907. How Home Conditions React upon the Family. *Papers and Proceedings of the American Sociological Society*. 2, December, 16-20.

GOFFMAN, E., 1961. *Asylums*. New York, Doubleday.

GOFFMAN, E., 1963. *Stigma*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.

GRAMSCI, Antonio, 1977. *Gramsci dans le texte*. Paris, Éditions sociales. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

GRANOFF, W., 1976. *La pensée au féminin*. Paris, Minuit.

GREENWALD, H., 1958. *The call girl*. New York, Ballantine Books.

GREER, G., 1972. *La femme eunuque*, Montréal, Éditions du Jour. En anglais : *The Female Eunuch*, New York, McGraw, 1970. 1ère Édition française, Laffont, 1971.

GROSSER, G.H., 1951. *Juvenile Delinquency and Contemporary American Sex Roles*. Thèse de doctorat non publiée, Université Harvard, Cambridge, E. U.

GROULT, B., 1975. *Ainsi soit-elle*. Paris, Grasset et Fasquelle.

GUINDON, J., 1970. *Les étapes de la rééducation*. Paris, Fleurus.

HALBWACHS, Maurice, 1930. *Les causes du suicide*. Paris, Alcan. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

HART, H.L.H., 1963. *Law, Liberty and Morality*. Stanford, California, Stanford University Press.

HEIDENSOHN, F., 1968. The deviance of women : a critique and an inquiry. *British Journal of Sociology*, 19, 2, 160-176.

HOFFMAN-BUSTAMANTE, D., 1973. The nature of female criminality. *Issues in criminology*, 8, 2, 117-137.

HOLMES, Kay A., 1972. Reflections by a gaslight : prostitution in another age. *Issues in criminology*. 7, 1.

HUBER, J., éd., 1973. *Changing women in a changing society*. Special edition of the 1973 January issue of the *A.J.S.*, University of Chicago Press.

HUDIG, J., 1940. *De criminaliteit Der Vrouw*, Utrecht, Dekkeret Van de Vegt.

IRIGARAY, L., 1977. *Ce sexe qui n'en est pas un*. Paris, Minuit.

JOHNSON, E.H., 1968. *Crime, Correction and Society*. Beverley Hills, Sage.

KANOWITZ, L., 1969. *Women and the Law*. Albuquerque, University of New Mexico Press.

KLAPP, O.E., 1962. *Heroes, Villains and Fools*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.

KLEIN, D., 1973. The etiology of female crime : a review of the literature. *Issues in Criminology*, 8, 2, 3-31.

KONOPKA, G., 1966. *The adolescent girl in conflict*. New Jersey, Prentice Hall.

LAHY-HOLLEBECQUE, M., 1953. *La Femme*. in *L'Évolution humaine, des origines à nos jours*. Tome IV, 179-252, Paris, Quillet.

LANDREVILLE, P., 1969. Population carcérale féminine au Canada. *Revue canadienne de criminologie*. II, I, 1-25.

LASCOUMES, P., 1977. *Prévention et contrôle social*. Genève, Médecine et Hygiène.

LASCOUMES, P., 1977. Le travail social idéalisé, contesté, situé. *Déviance et Société*. Genève, I, 3, 341-361.

LEMERT, E.M., 1951. *Social Pathology*. New York, McGraw Hill.

LEMERT, E.M., 1967. *Human Deviance, Social Problems and Social Control*, New York, Prentice Hall.

LINDESMITH, A.R., 1947. *Opiate Addiction*. Bloomington, Indiana, Principia.

LOMBROSO, C., 1876-1896. *L'uomo delinquente in rapporto all'Anthropologia, alla Giurisprudenza ed alla Discipline carcerarie*, 3 volumes. Milan. Hoepli. T.F. Alcan, 1887.

LOMBROSO, C., FERRERO, G., 1893. *The Female Offender*. London, Fisher Unwin. (*La donna delinquente, la prostituta e la donna normale*, Turin, Roux).

LOMBROSO, C., 1911. *Crime, its Causes and Remedies*. New York, Little, Brown and Co.

LOPEZ-REY, M., 1970. *Crime, an analytical appraisal*. New York et Washington, Praeger Publishers.

MAILLOUX, N., LAVALLEE, C., 1962. The Genesis and Meaning of Anti-social Conduct in *Contributions à l'étude des Sciences de l'homme*. Montréal, Lévrier.

MAILLOUX, N., 1971. *Jeunes sans dialogue*. Paris, Fleurus.

MATZA, D., 1969. *Becoming Deviant*. New York, Prentice Hall.

McCLINTOCK, F.H., 1970. Le chiffre noir. *Études relatives à la recherche criminologique*. Strasbourg, Conseil de l'Europe, 5, 9-36.

MEAD, G., 1934, 1965. *Mind, Self and Society*. Chicago, The University of Chicago Press.

MEAD, M., 1928. *Coming of Age in Samoa*. New York, Mentor.

MEAD, M., 1935. *Sex and Temperament in Three Primitive Societies*, New York, Mentor.

MEAD, M., 1948. *Male and Female*, New York, W. Morrow. En français : *L'Un et l'autre sexe*, Paris, Gonthier, 1966.

MEAD, M., 1963. *Mœurs et sexualité en Océanie*. Paris, Plon.

MEILLASSOUX, C., 1977. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, François Maspero.

MICHEL, A. et al., 1977. *Femmes, sexisme et sociétés*. Paris, PUF.

MILL, J.S., TAYLOR, H., 1832, 1970. *Early essays on marriage and divorce in Essays on Sex Equality*. Alice Rossi, éd., Chicago, The University of Chicago Press.

MILL, J.S., 1859, 1965. *On Liberty in Essential Works of J.S. Mill*. Max Lerner, éd., New York, Bantam.

MILL, J.S., 1869, 1970. *The Subjection of Women*. Cambridge, Mass., M.I.T. Press. [Version française de ce texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

MILLET, K., 1970. *Sexual Politics*. Kate Millet et Doubleday.

MITCHELL, J., 1974. *L'Âge de femme*. Paris, Éditions des femmes, titre original : *Women's Estate*, 1966.

MITCHELL, J., 1974. *Psychoanalysis and Feminism*. New York, Pantheon.

MORRIS, N., HAWKINS, G., 1936, The honest politician guide to social control. *A.S.R.*, I, 894-904.

MULLINS, N.C., 1973. *Theories and Theory Groups in Contemporary American Sociology*. New York, Harper and Row.

NYE, I.E., SHORT, J.F., 1957. Scaling delinquent behavior. *A.S.R.*, 22, 2.

ORTEGO, J., *Women and the Law*. Ottawa, Statistics Canada, en préparation.

PARSONS, T., 1949. Age and sex in the social structure of the United States in *Sociological theory, pure and applied*. Glencoe, The Free Press.

PERREIN, M., 1978. *Entre chienne et louve*. Paris, Grasset.

PLATT, A.M., 1974, *The Child Savers*. Chicago. The University of Chicago Press.

PLATT, A.M. 1974 a). Prospects for a radical criminology in the United States. *Crime and Social Justice*, 1, 2-10.

POLLAK, O., 1950, 1961. *The Criminality of Women*. New York, Perpetua.

PORTERFIELD, A.L., 1946, 1957. *Youth in Trouble*. Fort Worth, Texas, Leo Potishman.

PUTNAM, E.J., 1910, 1969. *The Lady*. Studies of Certain Significant Phases of Her History, Chicago, The University of Chicago Press.

PROAL, L., 1892. *Le crime et la peine*. Paris, Alcan.

QUETELET, A., 1835. *Sur l'homme et le développement de ses facultés : essai de physique sociale*. Paris, Bachelier.

QUETELET, A., 1848. Sur la statistique morale et les principes qui doivent en former la base in *Mémoire de l'Académie des sciences, lettres et beaux-arts de Belgique*. Bruxelles.

RADZINOWICZ, L., 1937. Variability of the sex-ratio in criminality. *The Sociological Review*, 29, 76-102.

RECKLESS, W.C., 1940. *Criminal Behaviour*. New York, McGraw Hill.

RECKLESS, W.C., 1943. *The Etiology of Delinquent and Criminal Behaviour*. New York, Social Science Research Council.

ROBERT, P., 1977. Les statistiques criminelles et la recherche : réflexions conceptuelles. *Déviance et société*. Genève, Médecine et Hygiène, I, I, 3-27,

ROSE, H., ROSE, S. et al., 1977. *L'idéologie de/dans la science*. Paris, Seuil.

ROSENBERG, M.B., BERGSTROM, L.V., 1975. *Women and Society : a critical review of the literature with a selected annotated bibliography*. Beverly Hill, Sage Publications.

SAFILIOS-ROTHSCHILD, C., éd., 1972. *Toward a Sociology of Women*. Toronto, Xerox College Publishing.

SAFILIOS-ROTHSCHILD, C., 1974. *Women and Social Policy*. Prentice Hall Series in Social Policy, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.

SCHWENDINGER, H. et J., 1970. Defenders of Legal Order or Guardians of Human Rights ? *Issues in Criminology*, School of Criminology, Berkeley, 5, 2, 123-157.

SCHWENDINGER, H. et J., 1974. Rape myths in legal, theoretical and everyday practice. *Crime and Social Justice*, I, I, 18-26.

SCHWENDINGER, H. et J., 1974 a) *Sociologists of the Chair : Radical Analysis of the Formative Years of North American Sociology, 1883-1922*. New York, Basic Books.

SELLIN, T., 1931. The Basis of Crime Index. *Journal of the American Institute of Criminal Law and Criminology*, 22, 335-356.

SELLIN, T., 1938. *Culture conflict and crime*. New York, Social Research Council, Bulletin no. 41.

SELLIN, T., WOLFGANG, M.E., 1964. *The Measurement of Delinquency*. New York, John Wiley.

SHEILER, L.H., 1976. Sex differences in mental illness : comment on Clancy and Gove's interpretation. *A.J.S.*, 81, 6, 1458-1463.

SKOGAN, W.G., 1975. Measurement problems in official and surveys crime rates. *Journal of criminal justice*. 3, 17-32.

SKOGAN, W.G., 1976, Sample surveys of the victims of crime. *Public Data Use*. 6, 1.

SIMON, R.T., 1975. *Women and Crime*. Lexington, D.C., Heath, Lexington Books.

SMART, C., 1976. *Women, crime and criminology, a feminist critique*. London, Routledge et Kegan Paul.

SPECTOR, M., KITSUSE, J.I., 1977. *Constructing Social Problems*. Menlo Park, Cal., Cummings.

STEKEL, W., 1911. The sexual root of kleptomania. *Journal of the American Institute of Criminal Law and Criminology*, 2, 239-246.

SULLEROT, F., 1968. *Histoire et sociologie du travail féminin*. Paris, Gonthier.

SUMNER, W.G., 1906. *Folkways*. Boston, Ginn.

SYKES, G., MESSINGER, S., 1958. *Society of Captives*. Princeton, Princeton University Press.

SZASZ, T., 1961. *The Myth of Mental Illness*. New York, Hoeber-Harper. En français : *Le Mythe de la maladie mentale*, Paris, Payot, 1975.

SZASZ, T., 1970. *The Manufacture of Madness*. New York, Harper et Row.

TARDE, G., 1886. *La criminalité comparée*. Paris, Alcan. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

TARDE, G., 1912. *Penal Philosophy*. Boston, Little et Brown. [Version française de ce texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

TARNOWSKY, P., 1908. *Les femmes homicides*. Paris, Alcan.

TAYLOR, L, WALTON, P., YOUNG, J., 1973. *The New Criminology*. London, Routledge et Kegan Paul.

TAYLOR, I., WALTON, P., YOUNG, J., éd., 1975. *Critical Criminology*. London, Routledge et Kegan Paul.

THOMAS, W.I., 1923, 1967. *The Unadjusted Girl*. New York. Harper et Row.

THOMAS, W.I., ZNANIECKI, F., 1927. *The Polish Peasant*. New York, Knopf.

TYLOR, E.B., 1871. *Primitive Culture*. Londres, Murray.

VANDER PLAS, A., SCHOUTEN, M., 1978. *Social control over women in capitalist and socialist societies*. Paper presented at the 4th conference of the European Group for the Study of Deviance and Social Control, Barcelone, 1977.

VAN OUIRIVE, L., 1977. Interactionisme et néo-marxisme, une analyse critique. *Déviance et société*. Genève, I, 3, 253-289.

VEDDER, C.B., SOMMERVILLE, D.B., 1970. *The Delinquent Girl*. Chicago, Thomas.

WALLERSTEIN, J.S., WYLE, C., 1947. Our law-abiding law-breakers, *Federal Probation*, 25, 110.

WARD, D.A., KASSEBAUM, G., 1966. *Women's Prison : Sex and Social Structure*. London, Weidenfeld and Nicolson.

WARKER, E., 1875. The relations of women to crime. *The Popular Science Monthly*, 8, 1-16 et 334-344.

WEIS, J.G., 1976. Liberation and crime : the invention of the new female criminal. *Crime and Social Justice*, 6, 17-27.

WEIS, K., BORGES, S., 1973. Victimology and Rape : the case of the legitimate victim. *Issues in Criminology*, 8, 2, 71-117.

WILKINS, L.T., 1965. *Social Deviance*. Englewood Cliffs, Prentice Hall.

WOLFGANG, M.E., 1958. *Patterns in Criminal Homicide*. University of Pennsylvania Press.

WOLFGANG, M.E., 1963. Uniform crime reports : a critical appraisal. *University of Pennsylvania Law Review*, III, 708-738.

WULFFEN, E., 1923. *Woman as a sexual criminal*. New York, Falstaff Press.

2. PÉRIODIQUES

CRIME AND SOCIAL JUSTICE, 1974-78. A journal of radical criminology. P.O. 4373, Berkeley, California, Numéro I A 8 incl.

ISSUES IN CRIMINOLOGY, 1965-1975. Spécialement Fall 1973, 8, 2, School of Criminology, University of California, Berkeley.

SIGNS, 1976-1978. *Journal of Women in Culture and Society*. The University of Chicago Press, Spec. vol. I, no. 3, part I and 2, Spring 1976. "Women and the workplace : the implications of occupational segregation".

3. DOCUMENTS PUBLICS

Statistique Canada, Division de la Statistique judiciaire, Ottawa.

1. *Statistique de la criminalité et des règlements de la circulation*, (police) 1972 à 1976.

2. *Statistique de la criminalité*, (tribunaux) 1980, 1990, 1900, 1910, 1920, 1930, 1940, 1950, 1960-1972.

3. *Statistique des Établissements correctionnels*, 1973-1976.
4. *Jeunes délinquants*, 1960-1974.
5. *Établissements de protection de la jeunesse*, 1960-1973.
6. *La statistique de l'homicide*, 1975.
7. *L'homicide au Canada*, 1976.

4. RAPPORTS GOUVERNEMENTAUX

Canada, Commission de réforme du droit. *Droit pénal : infractions sexuelles*, document 22, 1978.

Canada, *Code criminel*, S.R.C., 1970, c-34, modifié en conformité des lois du Parlement du Canada, S.R.C. 1970, cc. 11 et 44, c. 2, 1972, cc. 13 et 17, 1973-74, ce. 19 et 48, 1974-75-76, cc. 93 et 105, 1977, et *lois connexes*, édités par Lise Saintonge Poitevin, Montréal, Wilson et Lafleur.

LE DAIN, G. et al., 1973. Rapport de la Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales, *Rapport final*. Ottawa, Information Canada.

Québec, Ministère de la Justice, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Rapport annuel 1975*.

WOLFENDEN, J., 1957. *Report of the Committee on Homosexual Offences and Prostitution*. London, H.M.S.O.

Fin du texte